



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 16 NOVEMBRE 1912.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3573

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du sixième jour de novembre 1912, de nommer M. Charles Joseph Simard, sous-secrétaire de la province de Québec, commissaire "per dedimus potestatem". 4719

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du trente et unième jour d'octobre 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District d'Ottawa—MM. Urgèle Legault et Israël St. Amour, tous deux cultivateurs, de Sainte-Véronique de Turgeon.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du sixième jour de novembre 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal.—MM. John Duggan, gérant de la "Rideau Shoe Co.", et Alfred Legault, fils, agent, de la cité de Montréal.

District de Québec.—M. James Peter Tweddell, secrétaire de la compagnie Holt, Renfrew & Co., Ltd., de la cité de Québec.

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 16th NOVEMBER, 1912

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3574

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the sixth day of November, 1912, to appoint Mr. Charles Joseph Simard, assistant secretary of the province of Quebec, a commissioner "per dedimus potestatem". 4720

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the thirty first day of October, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District of Ottawa.—Messrs. Urgèle Legault and Israel St. Amour, both farmers, of Sainte Veronique-de-Turgeon.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the sixth day of November, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal.—Messrs. John Duggan, manager of the Rideau Shoe Co., and Alfred Legault, junior, agent, of the city of Montreal.

District of Quebec.—Mr. James Peter Tweddell, secretary of Holt, Renfrew & Co., Ltd, of the city of Quebec.

18 NOV 1912

18 NOV 1912

18 NOV 1912

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du neuvième jour de novembre 1912, d'adoindre à la commission de la paix pour le :

District de Beauce.—M. John Doyon, boucher, de Saint-Benoit. 4721

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du quatrième jour de novembre 1912, de nommer M. Cléophas Leclerc, ci-devant protonotaire conjoint de la cour supérieure du district de Montmagny, député greffier des appels, à Québec. 4723

No 1486 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de M. J. Boulet, commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 9 novembre 1912, de nommer M. Jérôme Boulet, commissaire d'écoles pour la municipalité de Roseville, dans le comté de Gaspé, P. Q. 4741

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 27 avril 1905, pour la paroisse de Saint-Urbain, comté de Charlevoix, et de nommer par commission, en date du neuf novembre 1912, MM. Amédée Labbé, Thomas Fortin, Onésime Gilbert, Alfredise Fortin, cultivateurs, et Charles Fortin, fromager, tous de la paroisse de Saint-Urbain. 4739

Proclamations

Canada,
Province de
Québec. }

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que sur
Procureur-Général. } présentation au conseil municipal du comté de Chicoutimi, d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité du canton de Chicoutimi, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Chicoutimi a nommé M. Jean Maltais, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué avec amendements par le conseil du susdit comté.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the ninth day of November, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District of Beauce.—Mr. John Doyon, butcher, of Saint Benoit. 4722

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fourth day of November, 1912, to appoint Mr. Cleophas Leclerc, heretofore joint protonotary of the superior court, of the district of Montmagny, deputy clerk of appeals, at Quebec. 4724

No. 1486 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of Mr. J. Boulet, school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 9th of November, 1912, to appoint Mr. Jérôme Boulet, a school commissioner for the municipality of Roseville, in the county of Gaspé, P. Q. 4742

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 27th of April, 1905, for the parish of Saint Urbain, county of Charlevoix, and to appoint by commission, dated the ninth of November, 1912, Messrs. Amédée Labbé, Thomas Fortin, Onésime Gilbert, Alfredise Fortin, farmers, and Charles Fortin, cheesemaker, all of the parish of Saint-Urbain. 4740

Proclamations

Canada,
Province of
Québec. }

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS on
Attorney General. } presentation to the county council of the county of Chicoutimi, of a petition from two-thirds of the municipal electors dwelling in a certain territory therein mentioned, situate in the municipality of the township of Chicoutimi, in the said county, in Our province of Quebec, praying for the erection of the said territory into a village municipality, the said county council of the said county of Nicolet has named Mr. Jean Maltais, special superintendent, charged to visit the aforesaid territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has transmitted to the said council a report mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the said tract of land hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated with amendments by the council of the county aforesaid.

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport :

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

La municipalité du village de la Rivière du Moulin, dans le canton Chicoutimi, comté de Chicoutimi, est détachée de la municipalité du canton Chicoutimi, et les limites de son territoire sont comme suit, savoir :

Partant du point où aboutit à la rivière Saguenay, la limite sud-est de la ville de Chicoutimi ; de là, vers l'est et le nord-est, la rive droite de la dite rivière Saguenay, jusqu'à l'intersection de la ligne entre les rangs II et III nord-est, chemin Sydenham ; de là, vers le sud-est, cette ligne, jusqu'à l'axe du chemin appelé " Rang Saint-Martin ", puis, cet axe lui-même, jusqu'au prolongement de l'axe du chemin appelé " Rang Saint-Joseph ", et, vers le sud-est, le dit axe en dernier lieu mentionné, jusqu'à la ligne nord-ouest du lot No 18 du rang II nord-est, chemin Sydenham ; de là, vers le sud-ouest, cette ligne, jusqu'à celle qui sépare le lot No 19a du lot No 20a, dans le même rang, puis, vers le nord-ouest, cette dernière, jusqu'à un point situé dans le prolongement, en travers 19a, de la ligne entre les lots Nos 66 et 67 du rang I nord-est, chemin Sydenham ; de là, vers le sud-ouest, le dit prolongement, et la ligne elle-même entre les susdits lots 66 et 67, jusqu'à l'alignement sud-ouest d'un chemin public situé immédiatement au sud-ouest de la rivière du Moulin, à environ quinze (15) chaînes de la ligne entre les rangs I et II nord-est, chemin Sydenham ; de là, vers le nord-ouest, et parallèlement à la ligne de rang en dernier lieu mentionnée, une ligne en travers les lots Nos 67, 68, 69, puis vers le sud-ouest, une distance de dix (10) chaînes mesurée sur la ligne nord-ouest du lot 69, et de nouveau, vers le nord-ouest, parallèlement à la même ligne de rang sus-mentionnée, une ligne, en travers les lots Nos 70a, 71a, 72a et 73a, jusqu'à la limite sud-est de la ville de Chicoutimi, et enfin, cette limite, jusqu'à la rivière Saguenay, au point de départ, sera détaché de la municipalité du canton de Chicoutimi, et formera une municipalité séparée sous le nom de " La municipalité du village de la Rivière du Moulin, à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons que le dit village de la Rivière-du-Moulin forme une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce DEUXIÈME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent douze de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of the Province of Quebec, We do hereby declare that the said territory, to wit :

The territory bounded and described as follows, to wit :

The municipality of the village of Rivière du Moulin, in the township Chicoutimi, county of Chicoutimi, is detached from the municipality of the township Chicoutimi, and the limits of its territory are as follows, to wit :

Starting from the point where the south east limit of the town of Chicoutimi ends on the Saguenay river ; thence, towards the east and north east, the right bank of the Saguenay river, to the intersection of the line between the north east ranges II and III, Sydenham road ; thence, towards the south east, the said line to the axis of the road called " Rang Saint Martin ", then, the said axis itself to the prolongation of the axis of the road called " Rang Saint Joseph ", and, towards the south east, the said axis lastly mentioned to the north west line of lot No. 18, of the north east range II, Sydenham road ; thence, towards the south west, the said line to that separating the lot No. 19a from lot No. 20a, in the same range, then, towards the north west, the said latter, to a point situate in the prolongation through 19a of the line between the lots Nos. 66 and 67, of the north east range I, Sydenham road ; thence, towards the south west, the said prolongation and the line itself between the aforesaid lots 66 and 67 to the south west alignment of a public road situate immediately to the south west of the river du Moulin, at about fifteen (15) chains from the line between the north east ranges I and II, Sydenham road ; thence, towards the north west and parallelly with the range line lastly mentioned, a line through the lots Nos. 67, 68, 69, then, towards the south west a distance of ten (10) chains measured on the north west line of lot 69, and again towards the north west parallelly with the same range line aforementioned, a line through the lots Nos. 70a, 71a, 72a and 73a, to the south east limit of the town of Chicoutimi, and finally, the said limit to the Saguenay river, at the point of departure, shall be detached from the municipality of the township of Chicoutimi, and shall henceforth form a separate municipality under the name of the " Municipality of the village of Rivière du Moulin ".

And We do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Rivière du Moulin, a village municipality, pursuant to the provisions of the said municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House of in Our city of Quebec, in Quebec, this SECOND NOVEMBER, in the year one thousand nine hundred and twelve, in the christian era, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Canada,
Province of }
Québec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **A**TTENDU que
Procureur Général. } M. Chs. Smith,
secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts Refondus de la Province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des susdits statuts, transmis au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, son certificat, constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes de cette partie de Saint-Adolphe dans le comté de Montmorency, dans le diocèse catholique romain de Québec, qu'ils croient le plus convenable de détacher du dit endroit et d'annexer à la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, dans le comté de Montmorency, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

Le territoire devant être détaché de cette partie de la seigneurie de Beaupré, connue sous le nom de Saint-Adolphe, dans le comté de Montmorency, pour être annexé à la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comprend :

1° Les lots depuis y compris le numéro deux cent soixante et onze (271), jusqu'au numéro deux cent quatre-vingt-cinq (285) inclusivement, dans le rang Saint-Elzéar ;

2° Les lots depuis y compris le numéro deux cent cinquante-six (256) jusqu'au numéro deux cent soixante-dix (270) inclusivement, dans le rang Saint-Monique ;

3° Les lots numéros deux cent quatre-vingt-six, deux cent quatre-vingt-sept, deux cent quatre-vingt-huit et deux cent quatre-vingt-neuf (286, 287, 288, 289), dans le rang Saint-George ;

4° Les lots numéros deux cent cinquante-deux, deux cent cinquante-trois, deux cent cinquante-quatre et deux cent cinquante-cinq (252, 253, 254, 255), dans le rang Saint-Martin, et cette partie du lot numéro deux cent cinquante et un (251), dans le même rang, comprise entre la rivière des Hurons et le lot numéro deux cent cinquante (250), du rang Saint-Dominique.

Tous du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Adolphe, comté de Montmorency.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie de Saint-Adolphe ci-dessus décrite, qui sera et demeurera détachée du dit endroit et annexée à la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie de Saint-Adolphe, ci-dessus décrite, sera détachée du dit endroit, et sera et demeurera annexée à la dite paroisse de Saint-Edmond de Stoneham.

Et par les présentes, Nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie de Saint-Adolphe fera partie de la dite paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Canada,
Province of }
Quebec.

F. LANGELIER

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **W**HEREAS Mr.
Attorney General. } Chs. Smith, secretary to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Quebec, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant Governor of Our said province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities, together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain part of Saint Adolphe, in the county of Montmorency, in the said roman catholic diocese of Quebec, which they think most expedient to be detached from the said place and to be annexed to the parish of Saint Edmond de Stoneham, in the county of Montmorency, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

The territory to be detached from the said part of the seigneurie de Beaupré, known under the name of Saint Adolphe, in the county of Montmorency, to be annexed to the parish of Saint Edmond de Stoneham, to wit :

1. The lots from and including the number two hundred and seventy one (271) to number two hundred and eighty five (285) inclusively, in the Saint Elzéar range ;

2. The lots from and including the number two hundred and fifty six (256), to number two hundred and seventy (270) inclusively, in the Sainte Monique range ;

3. The lots numbers two hundred and eighty six, two hundred and eighty seven, two hundred and eighty eight and two hundred and eighty nine (286, 287, 288, 289), in the Saint George range ;

4. The lots numbers two hundred and fifty two, two hundred and fifty three, two hundred and fifty four and two hundred and fifty five (252, 253, 254, 255), in the Saint Martin range, and the part of lot number two hundred and fifty one (251) in the same range comprised between the river des Hurons and the lot number two hundred and fifty (250), of the Saint Dominique range.

All of the official cadastre of the parish of Saint Adolphe, county of Montmorency.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of that part of of Saint Adolphe, hereinbefore described, to be and remain detached from the said place, and to be and remain annexed to the parish of Saint Edmond de Stoneham.

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said part of Saint Adolphe, above described, to be detached from the said place and to be and remain annexed to the said parish of Saint Edmond de Stoneham.

And We do hereby, constitute the said part of Saint Adolphe, to be hereafter part of the said parish of Saint Edmond de Stoneham, for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes, et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce CINQUIÈME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent douze de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

4737

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House of the Province of Quebec, in Quebec, this FIFTH day of NOVEMBER, in the year one thousand nine hundred and twelve, in the christian era, and in the third year of Our Re'gn.

By command,

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

4738

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatrième jour de novembre 1912, constituant en corporation MM. Thibaudeau Rinfret, Conseil en Loi du Roi, Rosario Genest, Joseph Emile Billette, Arthur Reginald Whitney Plimsoll, avocats, Annie Coningham, sténographe, dans les buts suivants :

Acheter, prendre à bail ou en échange ou acquérir autrement tous terrains et bâtisses, et tous biens ou intérêts en iceux, et tous droits ayant rapport à tels terrains et bâtisses ;

Développer et mettre à profit tous terrains acquis par la compagnie ou dans lesquels elle peut avoir des intérêts, et en particulier en les disposant et préparant pour les fins de construction, construisant, chargeant, démolissant, embellissant, entretenant, garnissant, meublant et améliorant des bâtisses, et ouvrant des rues et boulevards, en plantant des arbres, pavant, drainant, exploitant, cultivant, faisant des baux de construction ou contrats de bâtisse, et en avançant de l'argent aux entrepreneurs, locataires et autres et faire des contrats et arrangements de toute sorte avec iceux ;

Construire, entretenir, améliorer, développer, travailler, contrôler et conduire tous les ouvrages hydrauliques, usines à gaz, réservoirs, chemins, égouts, pouvoir électrique, chauffage et éclairage, fournir des travaux, hôtels, omnibus, restaurants, bains, endroits pour le culte, places d'amusements, parcs d'agrément, parcs, jardins, salles de lecture, magasins, boutiques, laiteries et autres travaux et commodités que la compagnie, directement ou indirectement, peut juger utiles à ces objets, et contribuer ou aider autrement ou prendre part à la construction, entretien, développement, travail, contrôle et conduite d'iceux ;

Pourvoir, acheter, louer ou acquérir autrement, et construire, mettre en opération et exécuter tous les travaux nécessaires, stations, matériel et appareils en rapport à la production, distribution, vente, usage et emploi du pouvoir électrique, pneumatique ou hydraulique ou chauffage ou éclairage ou gaz dans l'île de Montréal, et produire, accumuler et distribuer le pouvoir électrique ou gaz pour fournir l'éclairage électrique, chauffage et pouvoir moteur, pour utilité dans l'île de Montréal, et pour les fins industrielles et autres, et entreprendre et faire des contrats et conventions pour l'éclairage des cités, villes, rues, bâtisses et autres endroits situés dans l'île de Montréal, et pour fournir le gaz, éclairage électrique, chauffage et pouvoir moteur pour aucune ou toutes les fins publiques ou privées ; de temps à autre demander,

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of November 1912, incorporating Messrs. Thibaudeau Rinfret, King's Counsel, Rosario Genest, Joseph Emile Billette, Arthur Reginald Whitney Plimsoll, advocates, Annie Coningham, stenographer, by the following purposes :

To purchase, take on lease or in exchange, or otherwise acquire any lands and buildings, and any estate or interest in, and any rights connected with, any such lands and buildings ;

To develop and turn to account any land acquired by or in which the company is interested, and in particular by laying out and preparing the same for building purposes, constructing, altering, pulling down, decorating, maintaining, furnishing, fitting up, and improving buildings, and opening streets and boulevards, by planting trees, paving, draining, farming, cultivating, letting on building lease, or building agreement, and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with builders, tenants, and others ;

To construct, maintain, improve, develop, work, control, and manage any waterworks, gas works, reservoirs, roads, sewers, electric power, heat and light, supply works, hotels, omnibusses, restaurants, baths, places of worship, places of amusement, pleasure grounds, parks, gardens, reading rooms, stores, shops, dairies, and other works and conveniences which the company may think directly or indirectly conducive to these objects, and to contribute or otherwise assist or take part in the construction, maintenance, development, working, control, and management thereof ;

To provide, purchase, lease, or otherwise acquire, and to construct, operate, and carry out all necessary works, stations, plant, and apparatus connected with the generation, distribution, sale, use, and employment of electric, pneumatic, or hydraulic power or heat, or light or gas on the Island of Montreal, and to generate, accumulate, and distribute electric power or gas for the supply of electric light, heat, and motive power for use on the Island of Montreal, and for industrial or other purposes, and to undertake and enter into contract and agreement for the lighting of cities, towns, streets, buildings, and other places situated on the Island of Montreal, and for the supply of gas, electric light, heat and motive power for any or all public or private purposes ; from time to time to apply for, purchase or acquire by enactment, grant, assign-

acheter ou acquérir par décret, octroi, cession, transport, bail ou autrement, et exercer, effectuer et posséder toute concession, licence, franchise, droit, privilège ou pouvoir concernant la production, accumulation, développement, distribution et emploi des pouvoirs électrique, pouvoir hydraulique, ou eau ou gaz, et les payer, aider et contribuer à les mettre à effet, et approprier tous les stocks, obligations et actifs de la compagnie pour payer les frais, charges et dépenses nécessaires d'iceux, pourvu cependant que toute vente, distribution ou transmission de l'électricité, gaz ou pouvoir hydraulique ou autrement, en dehors des terrains de la compagnie, soient sujets aux autorités locales et municipales à cette fin, et que les pouvoirs en vertu de cette clause seront en aucune manière interprétés pour s'étendre en dehors de l'Isle de Montréal;

Construire, poser et entretenir des ouvrages hydrauliques, égouts, écluses, canaux, tunnels, ponceaux, biez, conduits, tuyaux et appareils, et exécuter et faire tous les autres travaux et choses nécessaires ou utiles pour mettre en réserve, obtenir, vendre, mesurer et distribuer l'eau pour la production, entretien et développement du pouvoir hydraulique, électrique ou autre, ou pour arroser les terrains de la compagnie, ou pour toutes autres fins;

Faire et entrer en aucune convention pour le pavage, macadamisage, préparation, pente, nettoyage et arrosage de toutes rues ou chemins publics, et la construction, ouverture et réparation des conduits, citernes, drainages ou égouts, et la pose de cables et fils électriques, gaz ou tuyaux pour l'eau dans toutes les rues ou chemins publics;

Acheter, prendre en échange ou acquérir autrement et posséder des navires, vaisseaux ou bateaux, ou toutes actions ou intérêts dans les navires, vaisseaux ou bateaux, et aussi les actions, stocks et garanties de toute compagnie possédant ou ayant des intérêts dans tous navires, vaisseaux ou bateaux, et entretenir, réparer, améliorer, vendre, échanger ou prendre à loyer ou affréter ou faire le commerce autrement avec tous les susdits navires, vaisseaux ou bateaux ou actions ou garanties, et en disposer;

Construire, entretenir, travailler, conduire, exploiter, acheter, louer, contrôler ou acquérir autrement, et posséder, employer, vendre, louer, ou en disposer autrement, tous terrains, travaux, conduits, machines ou tous chemins, voles et tramways, embranchements ou voles d'évitement sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie, ou sur lesquels la compagnie peut acquérir une licence, des ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, travaux électriques, boutiques, magasins et autres travaux et commodités qui peuvent être calculés pour l'avancement des intérêts de la compagnie, et outiller, maintenir et mettre en opération par pouvoir électrique, hydraulique ou autre pouvoir mécanique tous les travaux appartenant à la compagnie ou dans lesquels la compagnie peut avoir des intérêts, et contribuer à subventionner ou aider autrement ou prendre part dans la construction, amélioration, entretien, travail, conduite, mise en opération ou contrôle d'iceux;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes patentes, octrois, licences, baux, concessions et autre semblables, conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser, ou tout secret ou autre renseignement concernant toute invention qui peut paraître capable d'être utilisée pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition sera censée profiter à cette compagnie, et utiliser, exercer, développer ou octroyer des licences y ayant rapport, ou autrement mettre à profit les biens, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis;

Souscrire pour, acheter ou acquérir autre-

ment, transfer, lease, or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy any concession, license, franchise, right, privilege, or power relating to the generation, accumulation, development, distribution, and employment of electric power, water power, or water, or gas, and to pay for, aid in, and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's stocks, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof, provided, however, that any sale, distribution, or transmission of electricity, gas, or power, hydraulic or otherwise, beyond the lands of the company shall be subject to local and municipal regulations in that behalf; and that the powers under this clause shall in no wise be construed to extend beyond the Island of Montreal;

To construct, lay down and maintain water-works, sewers, dams, canals, tunnels, culverts, flumes, conduits, pipes, and appliances, and to execute and to do all other work and things necessary or convenient for storing, obtaining, selling, measuring, and distributing water for the creation, maintenance or development of hydraulic, electrical or other power, or for irrigating lands or for any other purposes of the company;

To make and enter into any agreement for the paving, macadamizing, preparing, grading, cleaning, and watering of any streets or highways, and the construction, opening, and repairing of conduits, cisterns, drains, or sewers, and the laying of electrical cables and wires, gas or water pipes in any streets or highways;

To purchase, take in exchange, or otherwise acquire and hold ships, vessels, or ferries, or any shares of interests in ships, vessels or ferries, and also shares, stocks, and securities or any companies possessed of or interested in any ships, vessels or ferries, and to maintain, repair, alter, sell, exchange, or let out to hire or charter, or otherwise deal with and dispose of any ships, vessels or ferries or shares or securities aforesaid;

To construct, maintain, work, manage, carry out, purchase, lease, control, or otherwise acquire, and to hold, use, sell, lease, or otherwise dispose of any lands, works, mains, machinery, or any roads, ways and tramways, branches or sidings, on lands, which are owned or controlled by the company, or over which the company may acquire a license, bridges, reservoirs, water courses, wharfs, manufactures, warehouses, electric work, shops, stores, and other works and conveniences which may seem calculated to advance the company's interest, and to equip, maintain, and operate by electric, hydraulic, or other mechanical power all works belonging to the company or in which the company may be interested, and to contribute to subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, grants, licenses, leases, concessions, and the like, conferring, any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated to benefit this company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, interest or information so acquired;

To subscribe for, purchase or otherwise ac-

ment les actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie ou corporation, et les payer en actions, obligations, débetures ou autres garanties de cette compagnie, et détenir, vendre des actions, obligations, débetures ou autres garanties ainsi acquises, ou en faire le commerce autrement, et durant la possession d'icelles exercer tous les droits et pouvoirs du droit de propriété sur icelles, y compris les pouvoirs de voter sur icelles, et garantir le paiement du capital ou dividendes et intérêts sur actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute compagnie ou corporation ayant des objets, en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie, ou avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et aider toute compagnie ou corporation ayant des objets, en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie ;

Entrer en aucun arrangement avec toute autorité fédérale, provinciale, municipale, locale ou autrement, qui peut être utile aux objets de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de toute telle autorité tous les droits, privilèges, franchises et concessions que la compagnie peut juger à propos d'obtenir, et mettre en opération, exercer et exécuter tous tels arrangements, droits, privilèges, franchises et concessions ;

Se consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ou corporation ayant des objets semblables, en tout ou en partie, à ceux de cette compagnie, et entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transactions que la compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou capables d'être conduites, directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, lui prêter de l'argent, garantir ses contrats, ou aider autrement toute telle personne, compagnie ou corporation, et prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie ou corporation, et les vendre, détenir, émettre ou émettre de nouveau, avec ou sans garantie du capital et intérêts, ou en faire le commerce et en disposer autrement ;

Acheter, louer ou acquérir autrement et détenir, exercer et posséder, en son propre nom ou au nom des personnes, sociétés, compagnie ou compagnies ci-après mentionnées, si elles y sont dûment autorisées, tous ou aucun des biens, franchises, clientèle, droits, pouvoirs et privilèges détenus ou possédés par toute personne ou société ou par toute compagnie ou compagnies faisant ou constituée pour faire toutes affaires semblables, en tout ou en partie, à celles que cette compagnie est autorisée à faire, et payer pour tels biens, franchises, clientèle, droits, pouvoirs et privilèges, en tout ou en partie en argent ou en tout ou en partie en actions acquittées de la compagnie, ou autrement, et assumer toutes obligations de toute telle personne, société ou compagnie, et exercer les droits, pouvoirs et franchises de toute compagnie dont le capital-actions est possédé par cette compagnie au nom de telle compagnie ou en son propre nom ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui peuvent être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de toutes débetures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou avancement de la compagnie ou de la conduite de ses affaires ;

Prendre part dans la direction, inspection

quire the shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation, and to pay for the same in shares, bonds, debentures, or other securities of this company, and to hold, sell, or otherwise deal in the shares, bonds, debentures or other securities so purchased, and while holding the same, to exercise all the rights and powers of ownership thereof, including the voting powers thereof, and to guarantee payment of the principal of or dividends and interest on the shares, bonds, debentures, or other securities of any company or corporation, having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being carried on so as directly or indirectly to benefit this company, or with which the company may have business relations, and to promote any company or corporation having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit this company ;

To enter into any arrangement with any authority, federal, provincial, municipal, local, or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, franchises and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges, franchises and concessions ;

To consolidate, or amalgamate with any other company or corporation having objects similar in whole or in part to those of this company, and to enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventures, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to engage in or carry on, or capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to lend money to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, company or corporation, and to take or otherwise assist any such person, company or corporation, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company or corporation, and to sell, hold, issue or re-issue the same, with or without guarantee of principal and interest, or otherwise to deal with or dispose of the same ;

To purchase, lease or otherwise acquire and to hold, exercise and enjoy in its own name or in the name of the persons, firms, company or companies hereinafter referred to, if hereunto duly authorized, all or any of the property, franchise, goodwill, rights, powers, and privileges held or enjoyed by any person or firm or by any company or companies carrying on or formed for carrying on any business similar in whole or in part to that which this company is authorized to carry on, and to pay for such property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges, wholly or partly in cash or wholly or partly in paid up shares of the company, or otherwise, and to undertake any liabilities of any such person, firm or company, and to exercise the rights, powers and franchises of any company whose capital stock is owned by this company in the name of such company or in its own name ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guarantee the placing of any of the debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or the conduct of its business ;

To take part in the management, supervi-

ou contrôle des affaires ou opérations de toute compagnie ou entreprise ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à celles de cette compagnie, et pour cette fin nommer et rémunérer tous directeurs, comptables et autres experts ou agents ;

Acquérir et faire toutes autres affaires, soit manufacturées ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement en rapport avec les affaires ou objets de la compagnie, ou calculées, directement ou indirectement, pour augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie et de les rendre profitables ;

Vendre, louer, échanger, mettre à profit les biens, droits, franchises et entreprises de la compagnie ou toute partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, obligations, débiteures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie, en disposer ou en faire le commerce autrement ;

Placer les argents non immédiatement requis de la compagnie sur telles garanties et en la manière qui pourra être déterminée de temps à autre, et en faire le commerce ;

Distribuer en espèce ou autrement, selon qu'il peut être résolu, tous les actifs de la compagnie parmi les membres de la compagnie, et en particulier les actions, obligations, débiteures ou autres garanties de toute autre compagnie qui peut prendre tous ou aucune partie des actifs ou obligations de cette compagnie ;

Les affaires ou buts de la compagnie sont de faire, de temps à autre, aucun ou plus des actes et choses mentionnés dans les présentes, et tout pouvoir octroyé dans aucun des sus-dits paragraphes ne sera pas limité ou restreint par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Montreal Island Land Company, Limited", avec un capital total de cinq millions de piastres (\$5,000,000.00), divisé en cinquante mille (50,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de novembre 1912.

C. J. SIMARD,

4701 Sous-secrétaire de la province.

or control of the business or operations of any company or undertaking having objects altogether or in part similar to those of this company, and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents ;

To acquire and carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection, with the business or objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To sell, lease, exchange, dispose of, turn to account, or otherwise deal with the property, rights, franchises and undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required upon such securities and in such manner as may from time to time be determined ;

To distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company among the members of the company, and particularly the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company ;

The business or purpose of the company is from time to time to do any one or more of the acts and things herein set forth and any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Montreal Island Land Company, Limited", with a capital stock of five million dollars (\$5,000,000.00), divided into fifty thousand (50,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of November, 1912.

C. J. SIMARD,

4702 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de novembre 1912, constituant en corporation MM. Robert Smart, courtier, de la cité de Montréal, Joseph Francis Mackle, courtier d'immeubles, de la cité de Westmount, Henry Noël Chauvin, avocat, Ruth Palmer, épouse du dit Robert Smart et Annie Marcroft, épouse du dit Joseph Francis Mackle, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement et posséder, améliorer, subdiviser, construire sur, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger toute sorte d'immeubles et propriétés immobilières et en disposer ;

Tracer et disposer toutes rues, ruelles, carés ou terrains aux termes et conditions que la compagnie peut juger à propos et faire ou entrer en aucun arrangement ou contrat (avec toute personne, municipalité ou corporation) pour construire, diminuer la pente, paver, macadamiser et réparer les rues, chemins publics et trottoirs, ou pour construire, ouvrir et réparer les conduits, citernes, drainages ou égouts, aider par des avances d'argent à la construction et l'entretien des chemins, rues, ruelles, aqueducs, drainages, égouts et autres travaux calculés pour donner un meilleur accès à la propriété de la compagnie et pour augmenter sa valeur ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1912, incorporating Messrs. Robert Smart, broker, of the city of Montreal, Joseph Francis Mackle, real estate broker, of the city of Westmount, Henry Noël Chauvin, advocate, Ruth Palmer, wife of the said Robert Smart, and Annie Marcroft wife of the said Joseph Francis Mackle, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to hold, improve, subdivide, build upon, utilize, administer, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of moveables and immoveable property.

To layout and dispose of any streets, lanes, squares or lands, upon such terms and conditions as the company may think fit and to make and enter into any agreement or contract (with any person, municipality or corporation) for constructing, grading, paving, macadamizing and repairing streets, highways and side-walks or for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains or sewers, to aid by advances of money to construction and maintenance of roads, streets, lanes, waterworks, drains, sewers and other works calculated to give better access to the property of the company and to enhance its value ;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'échange et le loyer d'immeubles et pour autres transactions de même nature ;

Prêter de l'argent aux clients, propriétaires de lots et autres ayant des affaires avec la compagnie ;

Prendre et détenir des hypothèques, obligations, garanties et charges sur propriété immobilière pour garantir toutes dettes dues à la compagnie ou avances faites par icelle ;

Faire les affaires de prêts et placements de toute sorte à l'exception des affaires de banque ;

Agir comme agents et courtiers d'assurance ;

Faire toutes autres affaires, soit manufacturées ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites en rapport avec les susdits objets, ou calculées directement ou indirectement pour augmenter sa valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie ;

Acquérir et entreprendre par achat, bail ou autrement, toutes ou aucune partie des affaires, biens et obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire ou possédant des biens convenables pour les fins de cette compagnie ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toutes affaires ou transactions capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ; lui prêter de l'argent, garantir ces contrats ou aider autrement toute telle personne ou compagnie ou clients ou personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie et les vendre, détenir, émettre de nouveau, avec ou sans garantie, ou en faire le commerce autrement ;

Acheter, prendre ou acquérir autrement et posséder des actions, obligations ou débetures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie et établir, promouvoir ou aider autrement toute telle compagnie ou compagnies ;

Entrer en aucuns arrangements avec toutes administrations ou autorités municipales, locales ou autrement, qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de toute telle administration ou autorité tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera à propos d'obtenir et faire, exercer et exécuter tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir tous ou aucun des biens et obligations de cette compagnie, ou pour toutes autres fins qui peuvent paraître directement ou indirectement, calculées pour le bénéfice de cette compagnie, et garantir et placer ou aider à placer le stock, obligations ou garanties de toute telle compagnie ou compagnies ;

Construire, maintenir et changer toutes bâtisses ou travaux nécessaires ou convenables pour les fins de la compagnie, et construire, posséder et mettre en opération des chars et autres véhicules mus par la vapeur, l'électricité ou autrement pour les fins de la compagnie ;

Placer les argents non immédiatement requis de la compagnie, en la manière qui pourra

To act as agents and brokers for the purchase, sale, exchange and leasing of immovables and for other transactions of a like nature ;

To loan money to clients, lot-owners, and others having business with the company ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens, and charges on real property to secure any debt due to or advances made by the company ;

To carry on loan and investment business of all kinds except banking business ;

To act as insurance agents and brokers ;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire and undertake by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engaged in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, or customers or persons having dealings with the company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To purchase, take or otherwise acquire and hold shares, bonds or debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to establish, promote or otherwise assist any such company or companies ;

To enter into arrangements with any governments and authorities municipal, local, or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such agreements, rights, privileges and concessions ;

To promote any company or companies for the purposes of acquiring all or any of the property and liabilities of this company, or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company and to underwrite and place or assist in the placing of the stock, bonds or securities of any such company or companies ;

To construct, maintain and alter any buildings or works necessary or convenient for the purposes of the company, and to construct, own, and operate cars and other vehicles propelled by steam, electricity or otherwise for the purposes of the company ;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such

être déterminée de temps en temps, et en faire le commerce ;

Emettre des actions acquittées, obligations ou débetures ou autres garanties en paiement ou partie de paiement pour toute propriété mobilière ou immobilière, meubles et immeubles, services, droits, baux, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, licences ou concessions que cette compagnie peut légalement acquérir, et en paiement ou en partie de paiement d'iceux ou en échange pour actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie faisant des affaires semblables à celles de cette compagnie ou y ayant rapport ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui peuvent être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions du capital de la compagnie ou toutes débetures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou l'avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou en disposer ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, entrepreneurs, fidéicommiss, ou autrement et par ou l'intermédiaire de fidéicommiss, agents ou autrement, et soit seule ou conjointement avec autres ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer par dividendes ou autrement aucun des biens de la compagnie en espèce ou nature, parmi les membres et en particulier des actions acquittées, débetures ou stock de débetures de tout autre compagnie ;

En général acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété mobilière ou immobilière et tous les droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaire ou convenables pour les fins de ses affaires, et les vendre selon qu'il sera jugé à propos, ou en disposer autrement ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne sont pas limités ou restreints par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Smart Realty Limited", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de novembre 1912.

C. J. SIMARD.

4713 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'octobre 1912, constituant en corporation M. M. Edwin A. Mumford, secrétaire, Stanley W. Hicks, teneur de livres, Russell T. Stackhouse, avocat, A. G. Brooke Claxton, Conseil en Loi du Roi et avocat, et Thomas R. Ker, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faires les affaires de manufacturiers et marchands de couchettes, sommiers élastiques, lits, literies et tous ou aucun des matériaux ou objets employés pour ou dans la manufacture

manner as may be from time to time determine ;

To issue paid up shares, bonds or debentures or other securities for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, moveable or immovable, services, rights, lease, business, franchises, undertaking, power, privilege, license or concession which this company may legally acquire, and in payment or part payment, of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To do all or any of the above things as principals, contractors, trustees, or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute by dividend or otherwise any of the property of the company in specie, or kind, among the members and particularly paid up shares debentures or debenture stock of any other company ;

Generally to purchase take on, lease or in exchange, hire, or otherwise acquire any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and to sell or otherwise dispose of the same as it may see fit ;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "Smart Realty Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of November, 1912.

C. J. SIMARD.

4714 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of October, 1912, incorporating Messrs. Edwin A. Mumford, secretary, Stanley W. Hicks, book-keeper, Russell T. Stackhouse, advocate, A. G. Brooke Claxton, King's Counsel and advocate, and Thomas R. Ker, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of manufacturers of and dealers in bedstead, bedsprings, beds, bedding and all or any of the materials or things used for or in connection with the ma-

des susdits articles ou d'aucun d'eux, et tous ou aucun des articles ou objets faits et vendus ordinairement comme faisant partie d'iceux, ou auxiliaires aux affaires des susdits manufacturiers ou marchands, ou pour lesquels les machines, matériel, employés et biens de la compagnie, comme manufacturiers et marchands susdits, peuvent être utilisés convenablement ;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes patentes, brevets d'inventions, licences, concessions et autres semblables, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser, ou tout secret ou autre renseignement concernant toute invention qui peut paraître capable d'être utilisée pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition sera censée profiter directement ou indirectement à la compagnie, et les payer en argent ou en actions de la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou octroyer des licences y ayant rapport, ou autrement mettre à profit les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Faire le commerce ou les affaires de maîtres de forges, fabricants d'acier, fondeurs de cuivre, convertisseurs d'acier, propriétaires de houillères, manufacturiers de coke, mineurs, fondeurs, ingénieurs et ouvriers en bois dans toutes leurs branches respectives ;

Faire toutes ou aucune des affaires de marchands de marchandises de toute sorte, en gros et en détail, et en particulier et sans restriction en général de susdits objets, de toute sorte de couchettes, sommiers élastiques, lits, literies, garnitures et tous ou aucun des matériaux ou objets employés pour ou dans la manufacture ou vente de tels articles ou d'aucun d'eux, et tous ou aucun des articles faits et vendus ordinairement comme faisant partie d'iceux, ou auxiliaires aux officiers de telle manufacture ou vente ;

Faire toutes autres affaires (soit manufacturées ou autrement) qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites en rapport avec les susdits objets, ou calculées directement ou indirectement pour augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie et les rendre profitables ;

Vendre, échanger, louer, hypothéquer, mettre à profit tous ou aucune partie des biens et droits de la compagnie, en disposer ou en faire le commerce autrement ;

Acquérir et entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, biens et obligations de toute personne ou compagnie faisant aucune des affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens convenables pour les fins de cette compagnie ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toutes affaires ou transactions capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie, lui prêter de l'argent, garantir ses contrats ou aider autrement toute telle personne ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement les actions et garanties de toute telle compagnie, les vendre, détenir, émettre de nouveau avec ou sans garantie, ou en faire le commerce autrement ;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie ou faisant des affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie ;

Entrer en aucun arrangement avec toute autorité, municipale, locale ou autrement, qui peut paraître utile aux objets de la compagnie

manufacture of such articles or any of them, and all or any articles or things usually made or sold as associated with or auxiliary to the business of such manufacturers or dealers as aforesaid, or for which the machinery, plant, staff and property of the company as such manufacturers and dealers as aforesaid may be conveniently used ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'inventions, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to pay for the same in cash or shares of the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property rights or information so acquired ;

To carry on the trades or businesses of ironmasters, steel-makers, brass-founders, steel-converters, colliery proprietors, coke manufacturers, miners, smelters, engineers and wood-workers, in all their respective branches ;

To carry on all or any of the business of retail and wholesale dealers in merchandise of every kind and in particular and without restricting the generality of the foregoing, in all kinds of bedsteads, bedsprings, beds, bedding, furniture and all or any of the materials or things used for or in connection with the manufacture or sale of such articles or any of them, and all or any of the articles usually made or sold as associated with or auxiliary to the business of such manufacture or sale ;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, reissue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To take or otherwise acquire, and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To enter into any arrangement with any authorities municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects,

ou à aucun d'eux, et obtenir de toute telle autorité tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut juger à propos d'obtenir, et faire, exercer et exécuter tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes débetures ou autres garanties de la compagnie ou dans ou au sujet de la formation ou avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, ou en disposer, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie ;

Placer l'argent non immédiatement requis de la compagnie de telle manière que la majorité en réalité des directeurs peut déterminer de temps à autre, et en faire le commerce ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses, dans aucune partie du monde comme patrons, agents, entrepreneurs, fidéicommissaires ou autrement, et par ou l'intermédiaire de fidéicommissaires, agents ou autrement, et soit seule ou conjointement avec autres ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer aucun des biens de la compagnie en espèce parmi les membres ;

Faire toutes telles autres choses qui peuvent être en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets, sous le nom de "The Montreal Bed & Mattress Factory, Limited", avec un capital total de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en cinq mille (5,000) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de d'octobre 1912.

4699 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. John Augustine Mann, avocat et Conseil en Loi du Roi, Cécil Gordon MacKinnon, avocat, Thomas Barnard Gould, solliciteur, Henry Robert Mulvena et Thomas Joseph Coonan, étudiants, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou acquérir autrement, et détenir, posséder, employer, exploiter, introduire, vendre et céder des patentes, droits de patentes, marques de commerce, formules, secrets, procédés, noms de commerce, licences, inventions et secrets d'améliorations, en faire le commerce ou en disposer autrement ;

Acquérir de Walker B. Scroggie ou de ses représentants et ses ayant-droit la patente No 141821 de la Puissance du Canada pour cabinets mécaniques et les payer en argent, stock, obligations ou autres garanties de la compagnie ;

Manufacturer, vendre des fournitures, appareils, cabinets à tiroirs ou en disposer autrement, et faire les affaires de manufacturiers et commerçants de bois de construction, bois et métaux et de tous les articles dans la manufacture desquels le bois ou métaux sont employés ;

Acheter, prendre à bail ou acquérir autre-

or any of them, and to obtain from any such authority, and rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To remunerate any person or company for services rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To invest and deal with the money of the company not immediately required in such manner as the majority in fact of the directors may from time to time determine ;

To do all or any of the above things in any part of the world and as principals, agents, contractors, trustees or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute any of the property of the company in specie among the members ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Montreal Bed & Mattress Factory Limited", with a capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of October, 1912.

4700 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the twenty ninth day of October, 1912, incorporating Messrs. John Augustine Mann, advocate and King's Counsel, Cecil Gordon Mackinnon, advocate, Thomas Barnard Gould, solicitor, Henry Robert Mulvena, and Thomas Joseph Coonan, students, of the city of Montreal, for the following purposes :

To deal in and to apply for, obtain, register, purchase, lease, or otherwise acquire, and to hold, own, use, operate, introduce, and sell, assign, or otherwise dispose of patents, patent rights, trade marks, formulas, secret processes, trade names, licenses, inventions and secret improvements ;

To acquire from Walter, B. Scroggie, or his representatives and assigns the Dominion of Canada, patent No. 141821 for mechanical directories and to pay for same in cash, stock, bonds, or other securities of the company ;

To manufacture, sell or otherwise dispose of furniture, fittings, cabinet directories, and to carry on business as manufacturer of and dealer in timber, wood and metal and all articles into the manufacture of which wood or metal enter ;

To purchase, take on lease, or otherwise ac-

ment tous terrains, bâtisses, droits ou biens, meubles ou immeubles qui peuvent être requis pour les fins de la compagnie, ou capables d'être employés convenablement en rapport avec les objets d'icelle, et les vendre de temps à autre, selon que la compagnie jugera à propos, et en disposer ;

Acheter ou acquérir autrement, détenir, vendre des actions du capital, obligations, débetures, ou autres garanties de toute autre corporation, ou en disposer autrement ;

Faire toutes autres affaires, soit manufacturées ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement en rapport aux affaires ou objets de la compagnie et nécessaires pour permettre à la compagnie d'exploiter son entreprise avec profit ;

Acheter ou acquérir autrement et entreprendre et assumer tous ou aucune partie des actifs, affaires, biens, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute personne, société ou compagnie faisant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou toutes affaires semblables, ou possédant des biens convenables pour les fins des affaires de cette compagnie, et les payer en argent, stock, obligations ou autres garanties de cette compagnie, et posséder tous ou aucune partie des biens ainsi achetés ou acquis, ou en disposer en aucune manière ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant maintenant ou pouvant faire à l'avenir ou être engagée dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée en icelles ;

Louer, vendre les biens et actifs de la compagnie ou toute partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement, y compris les actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie, sous le nom de "Cabinet Directory Company Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4715 Sous-secrétaire de la province.

La compagnie "The Fidelity Securities, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. F. H. Holzheimer, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 6 novembre 1912.

4717

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Raymond, ayant été établie aux termes de la Loi des Assurances de Québec, section XXII, chap. III, titre XI, des statuts refondus de Québec, 1909, a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, autorisée par le paragraphe VI de la dite sec-

quire any lands, buildings, easements, or property, real or personal, which may be requisite for the purpose of or capable of being conveniently used in connection with any of the objects of the company, and to sell and dispose of the same from time to time as the company may see fit ;

To purchase or otherwise acquire, hold, sell or otherwise dispose of shares of stock, bonds, debentures, or other securities in any other corporation ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company and necessary to enable the company to profitably carry on its undertaking ;

To purchase or otherwise acquire and undertake and assume all or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person, firm or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or any business similar thereto, or possessed of property suitable for the purposes of this company's business, and to pay for the same in cash, stocks, bonds or other securities of this company and to hold or in any manner dispose of the whole or any part of the property so purchased or acquired ;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company now or hereafter carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in ;

To lease, sell or otherwise dispose of the property and assets of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit, including shares, debentures or securities of any other company, under the name of "Cabinet Directory Company Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4716 Deputy Provincial Secretary.

The company "The Fidelity Securities, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. F. H. Holzheimer, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 6th November, 1912.

4718

Notice is hereby given that the parish of Saint Raymond Mutual Fire Insurance Company, having been established in conformity with the Quebec Insurance Act, section XXII, chap. III, title XI, of the revised statutes of Quebec, 1909, and has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company authorized by paragraph VI of the said section, may lawfully do in

tion, peut légalement transiger, concernant toute sorte d'affaires mentionnées dans son état à l'inspecteur.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce neuvième jour de novembre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec,

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor, Québec. 4705

Avis est par le présent donné que "The Supreme Lodge, Knights of Pythias", de Indianapolis, Indes, a été licenciée et enregistrée pour faire les affaires afin de procurer des bénéfices de décès à ses membres dans cette province.

Le principal bureau de la société dans cette province, est à Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce septième jour de novembre 1912.

Pour le trésorier de la Province de Québec,

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor, Québec. 4693

Avis est par le présent donné que "The Mount Royal Assurance Company", de Montréal, P. Q., a été enregistrée pour faire les affaires dans cette province d'assurance contre le feu et le glaces le et après le 1er jour de novembre 1912.

Le nom et le principal agent pour la province, est J. E. Clément, éc., 74, rue Notre-Dame Ouest, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce neuvième jour de novembre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec,

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor, Québec. 4707

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

Québec, 18 septembre 1912.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le dix-huitième jour du mois de novembre prochain ; qu'aucun tel bill privé ne pourra être présenté après le vingt-cinquième jour du même mois ; qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le deuxième jour du mois de décembre prochain.

L. P. GEOFFRION,

3807.2 Greffier de l'Assemblée législative.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Robert William Herring et Robert Herring, commis voyageurs, William M. Hern, marchand, Harold Earl Walker et George Harold Baker, avocats, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de propriétaires et directeurs de théâtres, ronds à patiner et autres lieux pour jeux en plein air, et en particulier pourvoir à la production, représentation et exécution d'opéras, burlesques, vaudevilles, vues mouvantes et autres représentations musicales et divertissements dramatiques ;

En général acheter, prendre à bail ou en échange ou acquérir autrement tous biens, meubles et immeubles, et tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou utiles aux fins de ses affaires ;

respect to the kind of business mentioned in their statement to the inspector.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this ninth day of November, 1912.

For the treasurer of the province of Québec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch.

Treasury Department, Québec. 4706

Notice is hereby given that "The Supreme Lodge, Knights of Pythias", of Indianapolis, Indiana, has been licensed and registered to carry on business of providing death benefits for its members in this province.

The head office of the society in this province, is at Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this seventh day of November, 1912.

For the treasurer of the province of Québec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec. 4694

Notice is hereby given that "The Mount Royal Assurance Company", of Montreal, P. Q., has been registered to transact in this Province, the business of fire and plate glass insurance on and after the 1st day of November, 1912.

The name of the chief agent for the province is J. E. Clement, esquire, 74, Notre Dame street West, Montreal, P. Q.

Given pursuant in article 6950 R. S. P. Q., 1909, this ninth day of November, 1912.

For the Treasurer of the province of Québec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec. 4708

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Quebec, 18th September, 1912.

Notice is hereby given that in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the eighteenth day of the month of November next ; that no private bill shall be introduced after the twenty fifth day of the said month ; that no report of any standing or select committee upon private bill shall be received after the second day of the month of December next.

L. P. GEOFFRION,

3808 Clerk of Legislative Assembly.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the twenty second day of October, 1912, incorporating Messrs. Robert William Herring and Robert Herring, commercial travellers, William M. Hern, merchant, Harold Earl Walker, and George Harold Baker, advocates, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of proprietors and managers of theatres, skating rinks and other places of out-door sports, and in particular to provide for the production, representation and performance of operettas, burlesques, vaudeville, moving pictures and other musical and dramatic performances and entertainments ;

Generally to purchase, take on lease or in exchange or otherwise acquire any real and personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business ;

Acquérir et assumer toutes ou aucune partie des affaires, biens et obligations de toute personne ou compagnie faisant les affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens ou droits propres aux fins de cette compagnie ;

Acheter, détenir ou acquérir autrement et posséder des actions, obligations ou débetures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie ou faisant toutes affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie, et établir, promouvoir ou aider autrement toute telle compagnie ou compagnies ;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir tous ou aucun des biens et obligations de cette compagnie, ou pour toutes autres fins qui peuvent paraître, directement ou indirectement calculées pour le bénéfice de cette compagnie et assumer et placer ou aider à placer les stocks, obligations ou garanties de toute telle compagnie ou compagnies ;

Placer les argents non immédiatement requis de la compagnie et en faire le commerce, en la manière qui sera déterminée de temps à autre ;

Emettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autres garanties pour le paiement, soit en tout ou en partie, des biens meubles et immeubles, services, droits, bail, affaires, franchises, entreprise, pouvoir, privilège, licence ou concession que cette compagnie peut légalement acquérir, et en paiement ou partie de paiement, ou en échange pour actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie faisant des affaires semblables à celles de cette compagnie ou y ayant rapport ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui peuvent être rendus, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions du capital de la compagnie, ou de toutes débetures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, ou en disposer, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie ;

Adopter les moyens de faire connaître les affaires de la compagnie selon qu'il sera jugé à propos, et en particulier en faisant paraître des annonces dans les journaux, par circulaires, par achat ou exposition d'objets d'arts, ou intérêt, par la publication de livres et d'ouvrages périodiques et par l'octroi de prix, récompenses et gratifications ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer par dividendes ou autrement aucun des biens de la compagnie, en espèce ou en argent, parmi les membres et en particulier des actions acquittées, débetures ou stock de débetures de toute autre compagnie, sous le nom de "Mount Royal Amusement Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1912.

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on business which the company is authorized to carry on, or possessed of property or rights suitable for the purposes of his company ;

To purchase, take or otherwise acquire and hold shares, bonds or debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to establish, promote or otherwise assist any such company or companies ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of this company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company and to underwrite and place or assist in the placing of the stock, bonds or securities of any such company or companies ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may be from time to time determined ;

To issue paid up shares, bonds or debentures or other securities for the payment either in whole or in part of any property real or personal, moveable or immovable, services, rights, lease, business, franchises, undertaking, power, privilege, license or concession which this company may legally acquire, and in payment or part payment of, or in exchange for shares, bonds debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To adopt such means of making known the business of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art, or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations ;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute by dividend or otherwise any of the property of the company in specie, or kind, among the members and particularly paid up shares, debentures or debentures of stock of any other company, under the name of "Mount Royal Amusement Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, shall be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1912.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. John Thomson, marchand, Arthur Veasey, banquier, Francis Flynn, avocat, Patrick Burke McHugh, courtier et Percy Flynn, étudiant en droit, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Acquérir des terrains, du schiste, de l'argile ou tous autres dépôts minéraux, bâtisses et machines et manufacturer et procurer le schiste, l'argile ou autres minéraux ;

Manufacturer des briques, tuiles, blocs pour pavage, articles à l'épreuve du feu, conduits vitrifiés, tuyaux de drainage, conduits électriques, briques à l'épreuve de l'acide, ciment et autres produits semblables ;

Vendre et délivrer les susdits objets, soit par voiture publique ou par voitures ou vaisseaux appartenant à la compagnie. Acheter et vendre des briques, pierre et ciment et autres matériaux de construction, et en faire le commerce. Acquérir par achat, concession, échange et bail, des terrains, bâtisses et immeubles de toute description, les vendre, les mettre en opération ou en faire le commerce autrement, et construire, ériger, mettre en opération et maintenir sur iceux des appartements et maisons d'habitation, boutiques ou manufactures ;

Faire les affaires d'entrepreneurs en général avec réserves quant aux pouvoirs de contracter pour l'érection de bâtisses de toute sorte, chemin de fer, téléphone, télégraphe ou pouvoir électrique et lignes d'éclairage et de fournir le matériel de toute sorte qui peut être employé en rapport à l'exécution de tout contrat fait ou passé par la compagnie, aussi de contracter pour l'installation d'ouvrages en plomb, gaz, appareils électriques, lignes de téléphone, de télégraphie et d'électricité, et en général de contracter pour l'installation de toute sorte d'appareils ou outillages employés en rapport au pouvoir, éclairage et chauffage et bâtisses de toute sorte ;

Acquérir, posséder et louer en aucune manière qui peut être jugée convenable, des limites à bois, les exploiter et en général faire les affaires de bois de charpente et les affaires de marchands de bois de construction et propriétaires de moulins à scie, acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer et exporter et faire le commerce de bois de construction et autres bois de toute sorte, manufacturer et faire le commerce d'objets en bois de toute sorte, dans la fabrication desquels le bois est employé, et de tous les articles faits avec le bois ou avec les déchets du bois et autres matériaux ;

Conduire une industrie de pulpe et de papier, acquérir et détenir en la manière jugée convenable et mettre en opération des limites à bois dans le but de manufacturer de la pulpe ou papier, mettre en opération des moulins à pulpe et à papier, et manufacturer, vendre ou exploiter autrement le bois de pulpe et toute sorte de papier, et en disposer aux conditions qui peuvent être jugées convenables ;

Acquérir, posséder, construire et développer les travaux pour la production de l'aluminium, calcium, carbure, nitrogène et autres produits chimiques ou électriques, et les vendre ou en disposer autrement avec pouvoir de construire et exploiter tous les outillages, machines, appareils et lignes nécessaires pour ces fins, sujets à tous les statuts et à toutes les lois locales, municipales et provinciales ;

La compagnie peut, dans les comtés de Champlain, Portneuf, Québec et Lévis, acheter ou acquérir autrement, transmettre, distribuer et disposer en aucune manière quelconque, du gaz, de l'électricité ou toute autre source de pouvoir, chauffage ou éclairage, et peut aussi manufacturer, acheter ou acquérir autrement, vendre, louer ou autrement aliéner toute sorte

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of October, 1912, incorporating Messrs. John Thomson, merchant, Arthur Veasey, banker, Francis Flynn, advocate, Patrick Burke McHugh, broker, and Percy Flynn, law student, of the city of Quebec, for the following purposes :

To acquire lands, shale and clay or any mineral deposits, building and machinery, and to manufacture and recover shale clay or other minerals ;

To manufacture brick, tiles, paving blocks, fire proofing, vitrified conduit, drain pipes, electrical conduit, acid proof bricks, and cement, and other similar products ;

Sell and deliver same, either by public conveyance or by vehicles or vessels owned by the company. Buy and sell and deal in brick, stone, cement and other building materials. To acquire by purchase, concession, exchange, lease, sell and otherwise operate and deal in land, buildings and real estate, of every description, and to construct, erect, operate and maintain therein apartments and dwelling houses, shops or factories ;

To carry on business as general contractors with limitations to such powers to contract for the erection of buildings of any kind, railroad, telephone, telegraph or electric power and light lines and to supply material of any and all kinds to be used in connection with the fulfillment of any contract made or entered into by the company, also to contract for the installation of plumbing, gas, electrical fixtures, telephone, telegraph and electric lines, and generally to contract for the installation of any sort of fixtures or equipment used in connection with power, light and heat and building of any kind ;

To acquire, possess and lease, in any manner that may be judged convenient, timber limits, to work the same and generally to carry on the timber business and that of lumber merchant and owners of saw-mills, to purchase, sell, prepare for market, manufacture, import and export and trade in building lumber and other wood of all kinds, to manufacture and trade in woollen goods of all sorts into the making of which wood enters, and of all articles extracted from wood or from waste wood and other material ;

To carry on the pulp and paper industry, to acquire and hold in manner judged suitable and to operate timber limits with the object of making therefrom pulp or paper, to operate pulp and paper mills, and to manufacture, sell or otherwise exploit pulp wood and any kind of paper, and dispose of the same on conditions which may be deemed suitable ;

To acquire, own, construct and develop works for the manufacture of aluminum, calcium, carbide, nitrogen and other chemical or electrical products, and to sell or otherwise dispose of the same with power to construct and exploit all equipment, machinery, apparatus and lines necessary for these purposes, subject to all statutes and to all local, municipal and provincial regulations ;

The company may within the counties of Champlain, Portneuf, Quebec and Lévis, purchase or otherwise acquire, transmit, distribute and dispose and in any manner whatsoever gas, electricity or any other source of power, heat or light, and may also manufacture, purchase or otherwise acquire, sell, lease otherwise alienate any kind of apparatus

d'appareils et articles employés dans telles industries, et peut manufacturer tous les produits indirects provenant de leur manufacture et en disposer ;

La compagnie peut, dans les mêmes endroits, acheter, louer ou acquérir autrement tous les immeubles, pouvoirs d'eau, droits, se servir de tels pouvoirs d'eau, canaux ou toute autre propriété qui peuvent être nécessaires ou utiles à la poursuite de son entreprise, et peut construire, acheter ou louer toutes les bâtisses, appareils, matériaux et machines qui peuvent être à propos de se procurer ou d'employer pour ses affaires, ensemble avec le droit d'exercer certains pouvoirs d'expropriation, conformément à la Loi des Chemins de fer et Expropriation de Québec, de propriété de droit de passage, érection de bâtisses, écluse, terrains pour transmission, poteaux et terrains submergés, et peut les vendre, louer ou en disposer autrement, en tout ou en partie, selon qu'il sera jugé à propos ;

La compagnie peut, dans les mêmes endroits, acquérir, louer, ériger, construire et maintenir des canaux, écluses, biez, tuyaux, quais, droits de passage et tous les autres travaux qui peuvent être nécessaires ou utiles à la poursuite de son entreprise, et peut les vendre, louer ou en disposer autrement, en tout ou en partie, selon qu'il sera jugé à propos ;

La compagnie peut, dans les mêmes endroits, acquérir, louer et mettre en opération les ateliers ou entreprises, en tout ou en partie, de toute personne ou corporation faisant au autorisée à faire toutes affaires ayant rapport aux objets de cette compagnie, et peut acquérir et détenir des actions et obligations de toute corporation ayant le pouvoir de faire toutes affaires de même nature ;

La compagnie peut transporter à ses représentants les actions nécessaires pour les qualifier comme directeurs, de toutes autres compagnies, dont elle peut détenir le stock, et si qualifiés autrement les dits représentants seront par les présentes éligibles comme tels directeurs ;

La compagnie peut exercer les franchises et les droits conférés par la charte de toute compagnie ayant des pouvoirs analogues à ceux octroyés par cette loi, dans les limites territoriales lui appartenant et dont elle peut acquérir les affaires ou entreprise par bail ou achat ;

La compagnie peut créer, développer, acquérir, posséder, employer et mettre en opération des pouvoirs hydrauliques dans les comtés de Champlain, Portneuf, Québec et Lévis, et construire, développer, maintenir et mettre en opération des ateliers, canaux, biez, écluses, quais, estacades, jetées, vannes, conduits et constructions en rapport au dit canal et aux dits pouvoirs hydrauliques ;

Manufacturer et vendre des pouvoirs d'eau et pouvoirs électriques et en disposer, les distribuer et transmettre aux moyens de tuyaux, conduits, fils, cables, lignes de poteaux ou autres appareils à travers ou dans aucun endroit dans les comtés de Champlain, Portneuf, Québec et Lévis, avec le consentement des conseils municipaux des différentes municipalités, villes et cités, dans les limites des comtés relativement au territoire sous leur contrôle respectif ;

Acheter ou acquérir autrement ou posséder, en tout ou en partie, les affaires, biens, actifs et obligations de toute personne ou compagnie faisant des affaires semblables à celles que la compagnie est autorisée à faire et possédant des biens qui peuvent être utiles à l'acquisition des objets de la compagnie, et dans les comtés de Champlain, Portneuf, Québec et Lévis ;

Acheter, vendre, louer ou échanger toute propriété immobilière, droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou utiles à l'acquisition de ses objets ;

and articles employed in such industries, and may dispose of and manufacture and by products derived from their manufacture ;

The company may within the same places, purchase, lease or otherwise acquire any immovables, water power, rights to make use of such water powers, canals or any other property that may be necessary or useful in the pursuit of its undertaking, and may construct, purchase or lease all the buildings, apparatus, materials and machinery it may deem advisable to have or to employ for its business, together with the right to exercise certain powers of expropriation in conformity with Quebec Railway and Expropriation Acts, of property for right of way, erection of buildings, dam, lands for transmission poles and submerged lands, and it may sell, lease or otherwise dispose of same, in whole or in part, as may be deemed fit ;

The company may within the same places, acquire, lease, erect, construct and maintain the canals, dams, mill-races, pipes, wharves, rights of way and any other works that may be necessary or useful in the pursuit of its undertaking, and it may sell, lease or otherwise dispose of same, in whole or in part, as it may deem advisable ;

The company may, within the same places, acquire, lease and operate the workshops or undertakings, in whole or in part, of any person or corporation carrying on or authorized to carry on any business in connection with the purposes of this company, and may acquire and hold the shares and bonds of any corporation having the power to carry on any business of a similar nature ;

The company may transfer to its representatives the necessary shares to qualify them as directors of any other companies, of which it may hold the stock, and, if otherwise qualified such representatives shall thereby be eligible as such directors ;

The company may exercise the franchises and the right conferred by the charter of any company having analogous powers to those granted by this act, within the territorial limits assigned to it and of which it may acquire the business or undertaking by location or purchase ;

The company may create, develop, acquire, hold, employ and operate hydraulic powers within the counties of Champlain, Portneuf, Quebec and Levis, and construct, develop, maintain and operate workshops, canals, mill-races, dams, wharves, booms, piers, sluices, conduits and structures concurrently with the said canal and the said hydraulic powers ;

To manufacture and sell water power and electric energy, and dispose of, distribute and transmit same by means of pipes, conduits, wires, cables, lines of posts or other apparatus through or to any place in the counties of Champlain, Portneuf, Quebec and Levis, with the consent of the municipal councils of the different municipalities, towns and cities, within the limits of the counties in regard to the territory under their respective control ;

To purchase or otherwise acquire or hold the whole or part of the business, property, assets and liabilities of any person or company carrying on a similar kind of business to that which the company is authorized to carry on and owing property conducive to the attainment of the purposes of the company, and such within the counties of Champlain, Portneuf, Quebec and Levis ;

To purchase, sell, lease or exchange any immovable property, rights or privileges that the company may deem necessary or useful in the attainment of its objects ;

Les directeurs peuvent émettre comme stock acquitté, des actions du capital actions de la compagnie en paiement de toutes ou partie des affaires, franchises, entreprises, biens, pouvoirs d'eau, droits, pouvoirs, privilèges, lettres patentes, contrats, immeubles, stock, actifs et autres biens de toute personne, compagnie ou corporation municipale que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes, et peut répartir et délivrer telles actions à toute personne, compagnie ou corporation ou à ses actionnaires et émettre des actions acquittées et non sujettes à appel du capital actions de la compagnie, et les répartir et délivrer en paiement du droit de passage, terrains, droits, matériaux, biens, patentes d'invention, matériel roulant ou matériaux de toute sorte, ou pour services rendus à la compagnie, et toutes telles émissions et répartitions engagera la compagnie, et les dites actions ne seront pas sujettes à appel et les débiteurs d'icelles n'encourront aucune responsabilité, et la compagnie peut pour tous biens ou pour tous services semblables rendus à la compagnie, les payer, et tout ou en partie, avec des actions acquittées ou en tout ou en partie avec des obligations, selon que les directeurs jugeront à propos ;

Les directeurs peuvent aussi distribuer et émettre des actions acquittées et obligations en paiement de réclamations "bona fide" des entrepreneurs et ingénieurs ou autres personnes ayant des réclamations contre la compagnie pour services rendus ou travail fait ;

Vendre, transporter et aliéner les franchises et tous ou partie des droits, privilèges et pouvoirs conférés ou possédés par la compagnie en vertu de sa charte, ainsi que ses entreprises ou toute partie d'icelles, à toute compagnie incorporée ou compagnies, avec objets, en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie pour tel prix et considération et aux termes et conditions qui peuvent paraître désirables et spécialement pour les actions préférentielles ou ordinaires, obligations, débiteurs ou autres garanties de telle compagnie, et en général de faire toutes choses en rapport avec la mise en opération des objets de la compagnie ;

Posséder, souscrire et payer pour les actions, devenir actionnaires, détenir ou acheter les débiteurs d'une ou plusieurs compagnies incorporées ;

Nommer un procureur ou des représentants pour assister et tenir note pour et au nom de la compagnie, aux assemblées des compagnies dont elle peut détenir ou acquérir les actions, obligations ou autres garanties, pourvu que les dits procureurs ou représentants soient eux-mêmes actionnaires de telle compagnie ;

Conclure des arrangements avec toute personne ou personnes, gouvernement ou autorité fédérale, provinciale, municipale ou locale ou autrement, de nature à atteindre les buts de la compagnie ou aucun d'eux ;

Placer les fonds non employés de la compagnie en la manière qui pourra être déterminée de temps à autre, ou distribuer en argent, parmi les actionnaires, toute partie des biens de la compagnie ;

Faire tous les susdits actes et choses comme patrons, agents, entrepreneurs ou procureurs ;

Faire toutes choses nécessaires pour atteindre les susdits objets. L'interprétation de tous les pouvoirs octroyés par aucun des susdits paragraphes, ne seront par limités ou restreints par rapport à ou déduction des termes de tout autre paragraphe quelconque, par rapport ou déduction du nom de la compagnie, sous le nom de "The Hydro-Electric Company of Quebec, Limited", avec un capital total de sept cent cinquante mille piastres (\$750,000.00), divisé en sept mille cinq cents (7,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

The directors may issue as paid up stock, shares of the capital stock of the company in payment for the whole or part of the business, franchises, undertakings, property, water-powers, rights, powers, privileges, letters patent, contracts, immoveables, stock, assets and other property of any person, company or municipal corporation the company may lawfully acquire under the present act, and may allot and deliver such shares to any person, company or corporation or to its shareholders and issue as fully paid up and non assessable stock shares of the capital stock of the company, and allot and deliver same in payment for right of way, land, rights, materials, property, patents of invention, rolling stock or materials of any kind, or for services rendered to the company, and all such issues and allotments shall bind the company and the said shares shall not be subject to call and the holders thereof shall thereby incur no responsibility, and the company may for any property or for any similar services rendered to it, pay for same, in whole or in part, with paid up shares or in whole or in part with bonds, according as the directors may deem advisable ;

The directors may also distribute and issue such paid up shares or bonds in payment for the "bona fide" claims of the contractors and engineers or other persons having claims against the company for services rendered or work done ;

To sell, convey and alienate the franchises and some or the whole of the rights, privileges and powers conferred or held by the company under its charter as well as its undertakings or any part thereof, to any incorporated company or companies with objects in whole or in part similar to those of the company for such price and consideration and on the terms and conditions it may deem desirable and especially for the preferred or ordinary shares, bonds, debentures or other securities of such company, and generally to do all such things in connection with the carrying out of the objects of the company ;

To hold, subscribe and pay for the shares, become shareholders, hold or purchase the debentures of one or more incorporated companies ;

To appoint an attorney or representatives to assist and note for and in the name of the company, at the meetings of such companies of which it may hold or acquire the shares, bonds or other securities, provided that such attorney or representative be himself a shareholder of such company ;

To conclude arrangements with any person or persons, government or authority, federal, provincial, municipal or local, or otherwise, of a nature to attain the ends of the company or any of them ;

To invest the unemployed funds of the company in the manner that may be, from time to time, determined upon, or distribute in cash, amongst the shareholders, any part of the property of the company ;

To do all the foregoing acts and things, as principals agents, contractors or attorneys ;

To do all things necessary to attain the foregoing objects. The interpretation of all powers granted by any paragraph foregoing, shall not be limited or restricted by induction or deduction of the terms of any other paragraph, whatsoever, by induction or deduction from the company's name, under the name of "The Hydro-Electric Company of Quebec, Limited", with a capital stock of seven hundred and fifty thousand dollars (\$750,000.00), divided into seven thousand five hundred shares (7,500) of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4611

Sous-secrétaire de la province.

The principal place of business of the corporation, will be at Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4612

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf octobre 1912, constituant en corporation MM. Thomas Joseph Moore, marchand, Joseph Edmond Dempsey, compositeur, Joseph Francis Vachon, gérant, Albert Francis Moore, commis, de la cité de Québec, et Henriette Moore, fille majeure, de Montcalmville, dans les buts suivants :

Acheter et acquérir comme une affaire en opération, tous ou aucun des biens et actifs des affaires conduites par le dit T. J. Moore, de la cité de Québec, comme libraire, imprimeur et marchand en général d'articles nécessaires pour les bureaux sous les nom et raison de "T. J. Moore & Company";

Manufacturer, acheter, vendre toute sorte de papeteries, livres et choses nécessaires pour les bureaux y compris les dactylographes, fournitures de bureau et mobilier et toutes choses de cette sorte ;

Faire les affaires d'imprimeur à la tâche, relieur dans chacune de leurs branches respectives ;

Faire toutes autres affaires, soit manufacturées ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement en rapport avec aucune des affaires ci-dessus spécifiées ou calculées directement ou indirectement pour augmenter la valeur ou rendre profitables aucun des bines ou droits de la compagnie ;

Acquérir par achat, concession, échange ou autre titre légal, et construire, ériger, mettre en opération, maintenir et conduire toutes manufactures, boutiques, entrepôts, dépôts, ateliers pour machines, remises pour engins et autres constructions et érections nécessaires pour ses affaires et toute autre propriété mobilière et immobilière nécessaire et utile pour la mise en opération d'aucun des objets de la compagnie, et les louer, vendre et en disposer ;

Engendrer, produire et accumuler la vapeur, le gaz, l'électricité et autre pouvoir moteur pour la production de l'éclairage, chauffage ou pouvoir pour les fins de la compagnie, avec pouvoir de vendre tout surplus non requis ou en disposer autrement, et les fournir pour les fins d'éclairage, chauffage ou pouvoir à toute personne ou corporation dans la cité de Québec, à tels termes qui peuvent être convenus, pourvu que lorsque les susdits pouvoirs seront exercés en dehors de la propriété de la compagnie, ils soient sujets à toutes les lois provinciales et municipales et règlements à cette fin ;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou licencier sur royauté ou autrement, acquérir et détenir, employer, posséder, mettre en opération et introduire, et vendre, céder toutes marques de commerce, noms de commerce, patentes d'invention, améliorations et procédés sous enregistrement ou autrement, utiles aux affaires de la compagnie, ou en disposer autrement, et employer, exercer, développer, octroyer des licences y ayant rapport, ou autrement mettre à profit toutes telles marques de commerce, noms de commerce et inventions, licences, procédés et autres ou tels autres biens ou droits ;

Détenir, acheter ou acquérir autrement et vendre des actions ou obligations de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant des affaires capables d'être

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty ninth October, 1912, incorporating Messrs. Thomas Joseph Moore, merchant, Joseph Edmond Dempsey, compositor, Joseph Francis Vachon, manager, Albert Francis Moore, clerk, of the city of Quebec, and Henriette Moore, spinster, of Montcalmville, for the following purposes :

To purchase and acquire as a going concern all or any of the properties and assets of the business carried on by the said T. J. Moore, at the city of Quebec, as stationer, printer and dealer in office requisites generally under the firm name of "T. J. Moore & Company ;

To manufacturer, buy, sell and deal in all kinds of stationery, books and office requisites including typewriters, office furniture, and fixtures and all things of that kind ;

To carry on the business of job printer and book binder in each of their respective branches ;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above specified businesses or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights ;

To acquire by purchase, concession, exchange or other legal title, and to construct, erect, operate, maintain and manage, all factories, shops, store houses, depots, machine shops, engine houses and other structures, and erections necessary for its business and all other property moveable and immovable, necessary and useful for the carrying on of any of the purposes of the company, and to lease, sell, and dispose of the same ;

To generate, produce and accumulate steam, gas, electricity, or other motive power for the production of light, heat or power, for the purposes of the company, with the power to sell or otherwise dispose of any excess not required, and to supply the same for light, heat or power purposes to any person or corporation in the city of Quebec, on such terms as may be agreed upon, provided that the foregoing powers when exercised outside the property of the company, shall be subject to all provincial and municipal laws and regulations in that behalf ;

To apply for, obtain, register, purchase lease or license on royalty or otherwise, acquire and hold, use, own, operate, and introduce, and to sell, assign, or otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents of invention, improvements and processes under registration or otherwise, useful to the business of the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any such trade marks, trade names and inventions, licenses, processes and the like or any such other property or rights ;

To hold, purchase, or otherwise acquire, and to sell, or otherwise dispose of shares or bonds of any other company having objects wholly or in part similar to those of this company, or carrying on businesses capable of being con-

conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie, ou en disposer autrement ;

Se consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de la compagnie, et acquérir par achat, bail ou autrement, les biens, franchises, entreprise et affaires de toute telle corporation, et assumer les obligations d'icelle, et les payer, en tout ou en partie, en argent, actions, obligations ou autres garanties de la compagnie ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou en disposer autrement ;

Acquérir ou entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, biens et obligations de toute personne ou compagnie faisant aucune des affaires que la compagnie est autorisée à faire ou qui peuvent être pour le bénéfice de la compagnie, et émettre des actions acquittées ou en partie acquittées de cette compagnie en considération ou partie de considération d'icelles ;

Émettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie en paiement ou partie de paiement pour tous biens ou droits qui peuvent être acquis par icelle, ou pour tous services rendus ou pour tout travail fait pour la compagnie, ou dans ou au sujet du paiement ou acquittement des dettes et obligations dues à la compagnie ;

Accepter en paiement de toute dette due à la compagnie, de stock, des actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute compagnie ;

Placer les argents de la compagnie, non immédiatement requis, en la manière qui peut être déterminée de temps à autre ;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en espèce, tous les biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débetures et en particulier toutes actions, débetures, appartenant à la compagnie ou dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer ; compagnie peut avoir le pouvoir de disposer ; corporation, société ou personne faisant aucune des affaires ou entreprises ci-dessus mentionnées ;

Faire tous les autres actes et choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets ou aucun d'eux, sous le nom de "T. J. Moore & Company, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4613 Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que "The Niagara Fire Insurance Company", de New-York, N. Y., a été enregistrée pour faire les affaires d'assurance contre le feu et le vent dans cette province, le et après le 1er novembre 1912.

Le nom du principal agent pour la province est M. Wm. E. Finlay, 52, rue Saint-François-Xavier, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce trente-unième jour d'octobre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.
Branche des Assurances,
Département du Trésor, Québec. 4577

ducted so as to directly or indirectly benefit the company ;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchises, undertaking and business of any such corporation, and to assume the liabilities thereof, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company ;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem proper, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or which might be of value to the company, and to issue paid up or partially paid up shares of this company in consideration or in part consideration therefor ;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities, of the company in payment or part payment for any property or rights which may be acquired, by, or for any services rendered, or for any work done for the company, or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company ;

To accept in payment of any debt due to the company, stock, shares bonds, debentures, or other securities of any company ;

To invest the money of the company, not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other company, belonging to the company, or which the company may have power to dispose of ;

To act as agent for any company, corporation, firm or person carrying on any of the business or undertaking heretofore mentioned ;

To do all other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, under the name of "T. J. Moore & Company, Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety shares (490) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4614 Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "The Niagara Fire Insurance Company", of New York, N. Y., has been registered to transact in this province, the business of fire and tornado insurance on and after the 1st of November, 1912.

The name of the chief agent for the province is Mr. Wm. E. Finlay, 53, Saint François Xavier street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this thirty first day of October, 1912.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.
Insurance branch,
Treasury Department, Québec. 4578

SÉNAT DU CANADA.

AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Extraits des règles du Sénat.

Toute demande au Parlement pour obtenir un bill privé, de quelque nature qu'il soit, doit être annoncée par avis inséré à la *Gazette du Canada*, cet avis doit indiquer d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, être signé par les pétitionnaires ou en leur nom et contenir l'adresse des signataires : et si elle a pour objet l'obtention d'un acte constitutif, il faut donner aussi dans l'avis le nom de la compagnie projetée.

Dans le cas où des pouvoirs exclusifs sont demandés, outre l'avis à insérer dans la *Gazette du Canada*, il doit en être publié un semblable dans quelqu'un des principaux journaux de la principale cité ou ville ou du principal village de chaque comté ou district de la province ou du territoire que l'acte demandé intéresse, selon la nature de l'entreprise projetée.

Et si les travaux d'une compagnie (constituée ou à constituer) doivent être déclarés d'utilité générale pour le Canada, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis ; et les requérants feront envoyer par lettre enregistrée une copie de cet avis au secrétaire de chaque conseil de comté et de chaque corporation municipale spécialement intéressée dans la construction ou l'exploitation de ces travaux, ainsi qu'au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou seront situés, en sorte que cette copie parvienne à ces fonctionnaires cinq semaines au moins avant la considération de la pétition par le comité des Ordres permanents ; et la preuve de l'accomplissement de cette prescription par les requérants devra s'établir par déclaration statuaire adressée au greffier du Sénat.

Dans tous les cas, les avis insérés soit à la "*Gazette du Canada*" ou dans les journaux, doivent se publier au moins une fois par semaine pendant cinq semaines consécutives ; et, lorsqu'ils se publient dans les provinces de Québec et du Manitoba, ils doivent être en langue anglaise et en langue française. Il faut envoyer au greffier du Sénat des exemplaires *marqués* de chaque numéro de tous les journaux contenant l'avis, avec sur le pli de la feuille les mots : "*Avis de bill privé*" ; où l'on peut transmettre, au lieu des journaux une déclaration statuaire que l'avis a été dûment publié.

Pour plus amples détails, voir les règles du Sénat y relatives, publiées dans la "*Gazette du Canada*," ou s'adresser à ce bureau.

4107 SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donnée dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis ; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés ; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

THE SENATE OF CANADA.

NOTICE FOR PRIVATE BILLS.

Extracts from the rules of the Senate.

All applications to parliament for private bills of any nature whatsoever, shall be advertised by a notice published in the *Canada Gazette* ; such notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same ; and, when the application is for an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the notice.

In cases where exclusive powers are asked, in addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall also be published in some leading newspapers in the principal city, town or village in each county or district in each province or territory which may be affected by the passing of such private bills, according to the nature of the undertakings contemplated.

And, if the works of any company (incorporated or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specifically mentioned in the notice ; and the applicants shall cause a copy of such notice to be sent by registered letter to the clerk of each county council and of each municipal corporation which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also, to the secretary of the province in which such works are, or may be located, so as to reach those officers not less than five weeks before the consideration of the petition by the committee on Standing Orders ; and statutory declaration establishing proof of such mailing must be sent to the clerk of the Senate.

All such notices, whether inserted in the *Canada Gazette* or in a newspaper, shall be published at least once a week for a period of five consecutive weeks, and, when published in the provinces of Quebec and Manitoba, shall be in both the English and French languages ; and marked copies of each issue of all newspapers containing any such notice shall be sent to the clerk of the senate, endorsed "*Private bill notice*", or statutory declaration as to due publication may be sent in lieu thereof.

For fuller particulars see the rules of the Senate relating thereto published in the "*Canada Gazette*", or apply to this office.

4108 SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located ; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. Pour des lois de constitution en corporation :

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé ;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service

(c) ou d'une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de garantie ; une compagnie de prêt, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. Pour des amendements à des lois de constitution en corporation :

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives ; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, cet avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statuaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la chambre relatifs aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,

3957 Greffier de la Chambre des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou tra-
aux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in same leading newspaper, as follows :

1. For acts of Incorporation.

(a) A railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected ;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate ;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. For amendments to acts of incorporation :

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected ;

(b) For the revival or continuation of a charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional special powers)—at the head office of the company ;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks ; and in Québec and Manitoba shall be published in both english and french ; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT.

3958 Clerk of the House of Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any

canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpenage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis servent continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.— Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou les dimensions de ce pont-tournant.

60.— Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, eten sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à

county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, lire or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.— Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall give the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.— The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock com

une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

3569

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un ramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour conséder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quod il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corpora-

pany, or to amend such of incorporation, and three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,

3570

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting

ions de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges précieux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que a copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en que il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq' amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

" 3. Si un exemplaire du bill n a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

" 3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,
3571-2 Greffier de l'Assemblée Législative

" 3. If a copy the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen day before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

" 3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,
3572 Clerk of the Legislative Assembly

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné par Joseph F. Bugeaud, étudiant en droit, qu'il s'adressera à la prochaine session de la législature, dans le but d'obtenir un bill autorisant le barreau à l'admettre à la pratique de la profession, après examens, en juillet 1913, ou subséquemment, nonobstant le fait que les brevets pour admission à l'étude ne sont datés que de janvier 1912.

4425 J. F. BUGEAUD.

Avis est par les présentes donné que L'Avenir et Melbourne Railway Company et Benjamin E. Reed, Gordon H. Bogie et Joseph Laferty s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant la charte de la dite compagnie et changeant le nom de la compagnie, modifiant le parcours du chemin de fer, prolongeant les délais pour commencer et compléter sa construction, et permettant à la compagnie d'exercer les pouvoirs conférés par sa charte, pourvoyant à l'augmentation de son capital, modifiant la manière de convoquer les assemblées, et permettant à toute municipalité intéressée de souscrire des bonis en faveur de la compagnie, et pour autres fins.

BEIQUÉ, BEIQUÉ & BEIQUÉ,
4433 Procureurs des requérants.

Avis est par les présentes donné que la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandera à la législature, à sa prochaine session, l'autorisation d'emprunter la somme de cinq cent mille piastres sur débentures, pour acheter des terrains et y construire des écoles nouvelles et aussi de fonder des colonies de vacances pour les enfants de ses écoles; elle demandera en outre des pouvoirs spéciaux expropriation, d'une manière plus expéditive, des terrains et constructions pour fins scolaires.

ULRIC LAFONTAINE,
4289 Secrétaire-trésorier.
Montréal, 11 octobre 1912.

Avis public est par les présentes donné que Désiré Paré, cultivateur, de la paroisse de Saint-Lambert, comté de Lévis, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi ratifiant à toutes fins que de droit et déclarant légale la donation entre vifs consentie en sa faveur par sieur Ildevert alias Devine Chabot, de la dite paroisse, cultivateur, et Dame Philomène Paré, son épouse, reçue devant Mre F. Bourget, notaire public, à Saint-Lambert, le 11 janvier 1904, et enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de Lévis, le 6 septembre 1912, et pour autres fins.

L. A. CANNON,
4679 Procureur du requérant.
Québec, 7 novembre 1912.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given by Joseph F. Bugeaud, student at law, that he will apply at the next session of the Legislature, for the purpose of obtaining a bill authorizing the bar to admit him to the profession, after examination in July, 1913, or eubsequently, notwithstanding the fact that his brevets for admission to study are only dated January, 1912.

4425 J. F. BUGEAUD.

Notice is hereby given that The U'Avenir and Melbourne Railway Company and Benjamin E. Reed, Gordon H. Bogie and Joseph Laferty will apply to the Qcebec Legislature, at its next session, for the passing of a bill amending the said company's charter and changing the company's name, modifying the route of the railway, extending the delay for the commencement and completion of its construction and permitting the company to exercise the powers conferred by its charter, modifying the mode of calling of meetings, and permitting any interested municipality to vote bonuses in favor of the company, and for other purposes.

BEIQUÉ, BEIQUÉ & BEIQUÉ,
4434 Attorneys for applicants.

Notice is hereby given that the catholic school commissions of Montreal will apply to the Legislature at its next session for authority to borrow five hundred thousand dollars on debentures in order to purchase school sites and to build new school thereon and also for authority to establish summer school resorts for pupils frequenting its schools, moreover the said board will ask for special authority to expropriate more expeditiously any lands and buildings for school purposes.

ULRIC LAFONTAINE,
4290 Secretary treasurer.
Montreal, 11th October, 1912.

Notice is hereby given that Désiré Paré, farmer, of the parish of Saint-Lambert, county of Lévis, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act ratifying to all intents and purposes and declaring lawful the gift inter vivos consented in his favor by sieur Ildevert alias Devine Chabot, of the said parish, farmer, and Dame Philomène Paré, his wife, received before Mre F. Bourget, notary public, at Saint-Lambert, on the 11th of January, 1904, and registered at the registration office of the county of Lévis, on the 6th September, 1912, and for other purposes.]

L. A. CANNON,
4680 Attorney for petitioner.
Quebec, 7th November, 1912.

Avis est par le présent donné que Dame Helen Howard, Dame Sarah Ann Jones, Dame Emméline Eliza Moorehouse, Delle Agnès Rosina Edwards, Dame Elizabeth Susan Armstrong, Dame Alice Lord Dresser, Dame Isabelle Ross Davidson, Dame Ellen Brooke Lawrence, Dame Malvina Ross McLeod, toutes de Sherbrooke, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant "The Young Women's Christian Association of Sherbrooke", avec les pouvoirs ordinaires de telles associations.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER.

Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, 29 octobre 1912. 4527

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte annexant la municipalité scolaire de la ville Saint-Paul, dans le comté de Jacques-Cartier, à la municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal.

Montréal, 30 octobre 1912. 4547

Les légataires universels de Louis Philorum Lazure, en son vivant négociant, du village de Saint-Rémi, dans le district d'Iberville, donnant avis qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour changer le paiement de certains legs énoncés en son testament.

TAILLON, BONIN, MORIN
& LARAMÉE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 29 octobre 1912. 4545

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à l'Assemblée législative de la province de Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi incorporant la "Farmer's Interurban Electric Railway Company", avec pouvoir de construire et d'opérer une ligne de chemin de fer depuis un point situé à ou près de la rivière des Prairies, dans la paroisse de la Pointe aux Trembles, dans le district de Montréal, et s'étendant jusqu'à Sainte-Anne de Bellevue, comté de Jacques-Cartier d'un point; et de ou près de la paroisse de Saint-Laurent; et s'étendant de là jusqu'à ou près de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne; et avec pouvoir de construire des embranchements ou tentions à divers endroits le long de la route, pour communiquer avec tous les chemins de fer déjà construits ou qui peuvent être construits; avec pouvoir d'opérer le dit chemin de fer par vapeur, électricité ou autrement; avec également pouvoir d'expropriation le long de la ou des lignes projetées; et de construire un boulevard sur le ou près du parcours de la ou des lignes projetées; avec le droit d'acheter et vendre des immeubles et pour autres pouvoirs ordinairement donnés aux compagnies de chemins de fer.

Daté, ce 30 octobre 1912.

LORANGER, LORANGER
& PRUDHOMME,

4565 Procureurs.

Avis public est par le présent donné que le village de Cartierville s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'incorporant comme ville, avec pouvoir d'annexer le territoire voisin, imposer des impôts pour les frais de certains égouts construits dans les limites de la municipalité et pour autres pouvoirs.

LOUIS BOYER,
Procureur du requérant.

Montréal, 29 octobre 1912. 4563

Notice is hereby given by Mrs. Helen Elizabeth Howard, Mrs. Sarah Ann Jones, Mrs. Emmeline Eliza Moorehouse, Miss. Agnes Rosina Edwards, Mrs. Elizabeth Susan Armstrong, Mrs. Alice Lord Dresser, Mrs. Isabelle Ross Davidson, Mrs. Ellen Brooks Lawrence, Mrs. Malvina Ross McLeod, all of Sherbrooke, that at the next session of the Legislature of the province of Québec, they will apply for an act to incorporate the Young Women's Christian Association of Sherbrooke, with the customary powers of such associations.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,

Solicitors for applicants.

Sherbrooke, 29th October, 1912. 4528

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Québec, for an act to annex the school municipality of the town of Saint Paul, in the county of Jacques Cartier, to the school municipality which is under the jurisdiction of the catholic school commission of Montreal.

Montreal, 30th October, 1912. 4548

The universal legatees of Louis Philorum Lazure, in his lifetime merchant, of the village of Saint Rémi, in the district of Iberville, give notice that they will apply to the Legislature of Québec, at its next session, to change the date of payment of some legacies mentioned in this will.

TAILLON, BONIN, MORIN
& LARAMÉE,

Attorneys for plaintiffs.

Montreal, 29th October, 1912. 4546

Notice is hereby given that an application will be made to the legislative assembly, of the province of Québec, at the next session thereof, for the passing of an act to incorporate the "Farmer's Interurban Electric Railway Company" with power to construct and operate a line of railway, from a point situated at or near Rivière des Prairies, in the parish of Pointe-aux-Trembles, in the district of Montreal, and extending to St. Anne de Bellevue, county of Jacques-Cartier from one point; and from or near the parish of St. Laurent; and extending from thence to or near St. Jerome, county of Terrebonne, and with power to construct branch lines or extensions to different places along the route, to connect with any railway already built or which may be built, with power to operate the said railway by steam, electricity or otherwise; also with power to expropriate along its projected line or lines and to construct a boulevard along or near the length of the projected line or lines; with power to buy and sell immovables; and for such other powers as are usually given to railway companies.

Dated this 30th October, 1912.

LORANGER, LORANGER
& PRUDHOMME,

4566 Attorneys.]

Public notice is hereby given that the village of Cartierville will make application to the legislature of the province of Québec, at the next session, for an act incorporating it as a town, with power to annex adjacent territory and to make assessments for the cost of certain sewers constructed within the limits of the municipality and other powers.

LOUIS BOYER,
Attorney for applicant.

Montreal, October 29th, 1912. 4565

Avis est par le présent donné que le soussigné, Joseph Cohen s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le Barreau de la province de Québec, de lui permettre de pratiquer comme avocat, et le secrétaire du conseil général du dit barreau à lui octroyer son certificat comme tel.

JOSEPH COHEN.

Montréal, 24 septembre 1912. 4683

Avis est par le présent donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine dans le comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi détachant du territoire de la municipalité scolaire de la paroisse des Saints-Anges de Lachine, dans le comté de Jacques Cartier, toute cette partie de ce territoire situé sur le côté nord du canal Lachine et compris pour les fins municipales dans les limites territoriales de la cité de Lachine, et annexant cette partie de territoire au territoire de la municipalité scolaire de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, pour les fins scolaires.

A. S. PELLETIER,

Procureur des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier.

Lachine, 12 octobre 1912. 4323

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Dame Charlotte S. Nelson, épouse de Alfred Brien dit Desrochers, agriculteur, de la ville de Laval des Rapides, province de Québec; Dame Fleurine Nelson, épouse d'Alphonse Bertrand, négociant, de Saint-Placide, province de Québec; Demoiselle Annie Nelson, célibataire, aussi de Laval des Rapides, province de Québec, John George Nelson et Walter Joseph Nelson, ces deux derniers voyageurs de commerce, de la cité de Montréal, province de Québec, en leur qualité d'appelés de la substitution créée par le testament de feu Wolfred Nelson, en date du 6 de mai 1861, pour obtenir une loi autorisant les dits appelés à vendre un immeuble situé en la ville de Laval des Rapides, ci-devant paroisse de Saint-Martin, à eux légués par le dit feu Wolfred Nelson, et aussi ratifiant les obligations contractées par les dits appelés, sous forme d'hypothèques affectant le dit immeuble.

CHAS. CHAMPOUX,

Procureur des requérants.

Bâtisse Banque de Québec, Place d'Armes.
Montréal, 15 octobre 1912. 4309

Avis est par le présent donné que Morton Lewis Sands, Henry Bruno Maldeis, William Grace, Richard Perry, Emma Agnès Wigley, Benjamin Owen, Colena Muriel Owen, Cora Adair, Melvin Solomon Groh et Brynle Owen, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation des susdites personnes et telles autres qui peuvent devenir membres, en une corporation religieuse pour les fins du culte divin, sous le nom de "The Brethren Church of the province of Quebec", ensemble avec le droit de faire des règles et règlements pour leur propre gouverne, et avec le droit d'acquérir et posséder des biens pour les fins religieuses et avec en outre le droit de célébrer les mariages et conduire les rites et services qui peuvent être requis.

PLACE & STOCKWELL,

Procureurs des requérants.

Montréal, 16 octobre 1912. 4341

Avis est par le présent donné par Allan McDonald Strang, de la cité de Montréal, dans la province de Québec, chirurgien dentiste, qu'il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le

Notice is hereby given that the undersigned, Joseph Cohen will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act authorizing the Bar of the province of Quebec, to permit him to practice as an advocate, and the secretary of the general council of the said bar to issue him his certificate as such.

JOSEPH COHEN.

Montreal, 24th September, 1912. 4684

Notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of the city of Lachine, in the county of Jacques Cartier, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act detaching from the school municipality of the parish of Saints Anges de Lachine, in the county of Jacques Cartier, all the portion of the said territory situate on the north side of the Lachine canal and comprised for municipal purposes within the territorial limits of the city of Lachine, and annexing the said part of territory to the territory of the school municipality of the city of Lachine, in the county of Jacques Cartier, for school purposes.

A. S. PELLETIER,

Attorney for the school commissioners for the municipality of the city of Lachine, in the county of Jacques Cartier.

Lachine, 12th October, 1912. 4324

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Dame Charlotte S. Nelson, wife of Alfred Brien dit Desrochers, agriculturist, of the town of Laval des Rapides, province of Quebec; Dame Fleurine Nelson, wife of Alphonse Bertrand, trader, of Sainte Placide, province of Quebec; Miss Annie Nelson, spinster, also of Laval des Rapides, province of Quebec, John George Nelson and Walter Joseph Nelson, the two latter commercial travellers of the city of Montreal, province of Quebec, in their capacity of substitutes of the substitution created by the will of the late Wolfred Nelson, dated the 6th May, 1861, for an act authorizing the said substitutes to sell an immoveable situate in the town of Laval des Rapides, formerly parish of Saint Martin, to them bequeathed by the said late Wolfred Nelson, and also ratifying the obligations contracted by the said substitutes under form of hypothecs affecting the said immoveable.

CHAS. CHAMPOUX,

Attorney for petitioners.

Montreal, 15th October, 1912. 4310

Public notice is hereby given that Morton Lewis Sands, Henry Bruno Maldeis, William Grace, Richard Perry, Emma Agnes Wigley, Benjamin Owen, Colena Muriel Owen, Cora Adair, Melvin Solomon Groh and Brynle Owen, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the incorporation of themselves and such others as may afterwards become members into a religious corporation for the purpose of divine worship under the name of the Brethren Church of the province of Quebec, together with the right to make rules and regulations for their own government and with the right to acquire and hold property for religious purposes and with a further right to celebrate marriages and to conduct such rites and services as may be required.

PLACE & STOCKWELL,

Attorneys for applicants.

Montreal, 16th October, 1912. 4342

Notice is hereby given by Allan McDonald Strang, of the city of Montreal, in the province of Quebec, doctor of dental science, that he will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passage of an

collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à l'admettre parmi ses membres et lui octroyer la licence nécessaire pour pratiquer comme chirurgien dentiste dans cette province, après examen.

LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solliciteurs du requérant.

Montréal, 14 octobre 1912. 4311

Avis public est par les présent donné que le Bureau des Commissaires d'Ecoles Catholiques Romains, de la cité de Sherbrooke, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire augmenter ses pouvoirs d'emprunt et pour d'autres fins.

PANNETON, LEBLANC & PANNETON,
Procureurs des requérants.
Sherbrooke, 16 octobre 1912. 4321

La compagnie "The Saraguay Electric & Water Company" donne avis qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte sur les matières suivantes :

Changer son nom en celui de "Light and Power Company of Montreal" ou "Montreal Public Service Corporation"; augmenter son capital actions et le diviser en diverses classes suivant que la compagnie le jugera à propos; quant à ce qui concerne ses actions libérées, émettre des certificats d'actions aux conditions que la compagnie pourra de temps en temps déterminer, démontrant que le porteur a droit aux actions qui y sont mentionnées, et pourvoir, au moyen de coupons ou autrement, au paiement des dividendes à venir sur les actions comprises dans ces certificats; obtenir les pouvoirs nécessaires à la fabrication du gaz pour toutes les fins pour lesquelles il peut être employé et pour le vendre et en disposer; obtenir le pouvoir d'emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie et émettre des obligations, débetures ou autres valeurs pour toutes sommes empruntées ou à emprunter et les engager ou les vendre pour telles sommes et à tels prix que la compagnie jugera convenable et garantir le remboursement de ces obligations, débetures ou autres valeurs en engageant l'actif ou des biens de la compagnie, suivant qu'il sera jugé à propos par la compagnie; obtenir l'autorisation d'acquérir et prendre, en totalité ou en partie, l'entreprise, les biens et obligations de toutes personnes ou compagnies exploitant toute entreprise que la compagnie est autorisée à exploiter et possédant des propriétés propres aux fins de la compagnie; faire tout arrangement avec toute personne ou compagnie pour l'affermage, le louage ou l'achat des franchises, droits, travaux, outillages et matériels roulant appartenant à telle personne ou compagnie; acquérir les bons et autres obligations ou valeurs de certaines compagnies; garantir le paiement en argent obtenu par, ou payable en vertu ou au sujet de débetures, bons, actions-obligations, actions, contrats, hypothèques, charges, obligations et valeurs de toute compagnie ou entreprise, ayant des fins tout à fait ou en partie semblables à celles de la compagnie; émettre des débetures ou actions-obligations en une ou plusieurs séries et elle pourra les garantir en transférant à des fidéicommissaires la totalité ou telle partie de l'actif ou des propriétés de la compagnie, jugée à propos; vendre et disposer des biens, entreprise et franchises d'autres compagnies; prendre part à l'administration de certaines compagnies; aider certaines institutions se rapportant aux affaires de la compagnie; exploiter d'autres entreprises se rapportant aux affaires de la compagnie; ratifier les conventions, contrats et arrangements intervenus entre la compagnie et la compagnie Dominion Light Heat & Power Company, Saint Paul

act to authorize the College of Dental Surgeons of the province of Quebec, to admit him among its members and to grant him the necessary license to practise as dental surgeon in this province after examination.

LAFLEUR, DACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solicitors for applicant

Montreal, 14th October, 1912. 4312

Public notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners, of the city of Sherbrooke, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to increase its power to borrow and for other purposes.

PANNETON, LEBLANC & PANNETON,
Attorneys for petitioner.
Sherbrooke, 16th October, 1912. 4322

"The Saraguay Electric & Water Company" give notice that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter on the following matters :

To change its name to "Light and Power Company of Montreal"; or "Montreal Public Service Corporation"; to increase its capital stock and divide it into various classes according as the company may deem advisable; as to what concerns its paid up shares, to issue stock certificates on the conditions the company may from time to time determine, establishing that the holder has the right to the shares mentioned therein, and provide by means of coupons or otherwise for the payment of future dividends on the shares comprised in such certificates; to obtain the necessary powers to manufacture gas for any purposes it may be employed and to sell and dispose thereof; to obtain the power to borrow money on the credit of the company and issue bonds, debentures or other securities for any sums borrowed or to be borrowed and pledge or sell same for such amounts and at such prices as the company may deem fit and guarantee the redemption of such bonds, debentures or other securities by pledging the assets or property of the company, as may be deemed advisable by the company; to obtain the authorization to acquire and take, in whole or in part, the undertaking, property and obligations of any person or company carrying on any undertaking that the company is authorized to carry on and holding property suitable to the purposes of the company; to make any arrangement with any person or company for the renting, letting or the purchase of the franchises, rights, works, equipment and rolling stock belonging to such person or company; to acquire the bonds and other obligations or securities of certain companies; to guarantee the payment in cash obtained by or payable in virtue of or respecting debentures, bonds, stocks, shares, contracts, hypothecs, charges, obligations and securities of any company or undertaking with purposes wholly or partly similar to those of the company; to issue debentures or bonds in one or more series and the company may guarantee same by transferring to trustees the whole or such part of the assets or property of the company deemed advisable; to sell and dispose of the property, undertaking and franchises of other companies; to take part in the administration of certain companies; to aid certain institutions in connection with the business of the company; to exploit other undertakings in connection with the business of the company; to ratify the covenants, contracts and arrangements entered into between the company and the Dominion Light, Heat and Power Company, Saint Paul Electric Light & Power Company, Canadian Light & Power Company; to ratify

Electric Light & Power Company, Canadian Light & Power Company; ratifier la résolution du conseil municipal de la municipalité du village de Cartierville, en date du 13 juillet 1909, et le contrat basé sur telle résolution et passé entre la dite municipalité du village de Cartierville et la compagnie, le 22 septembre 1909, devant Gohier, notaire, et aussi les règlements Nos 20 et 73 de la municipalité du village du Sault-au-Récollet, et pour toutes autres fins se rattachant ou découlant des sujets ci-dessus énumérés.

EDMOND HURTUBISE,
Secrétaire de la compagnie
Edifice Eastern Townships Bank.
Montréal, 15 octobre 1912. 4349

Avis est présentement donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la succession de feu John Morris Henry Robertson, de la cité de Montréal, pour obtenir la passation d'une loi autorisant les exécuteurs testamentaires du dit feu John Morris Henry Robertson, à augmenter la rente annuelle payable à sa veuve et à chacun de ses enfants aux termes de son testament.

ALPHONSE DECARY,
Procureur du requérant.
Montréal, 2 octobre 1912. 4369.2

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi érigeant en municipalité de village, sous le nom de "Municipalité du Village de Salaberry", pour fins municipales et autres fins, les habitants du territoire suivant :

A distraire de la paroisse de Beauport :
Une partie du numéro 596, les numéros 597, 598, 599, 600, une partie du numéro 610, une partie du numéro 611, une partie du numéro 612, les numéros 613, 614, une partie du numéro 618, une partie du numéro 619, les numéros 620, 621, une partie du numéro 622, depuis le numéro 625 jusqu'au numéro 735 inclusivement, les numéros 738, 739, 740, 741, 743, 744, 745, une partie du numéro 746, les numéros 747, 747a.

Le tout formant un territoire de 2775 arpents et ayant environ 75 arpents du nord au sud et 37 arpents de l'est à l'ouest.

Borné comme suit :

Vers le nord-est :

Partie par un chemin public passant entre les numéros 703, 704, du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, d'un côté et le numéro 1,048 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg de l'autre ; partie par un chemin public passant entre le numéro 692 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport d'un côté et le numéro 1050 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg de l'autre ; partie par le numéro 789 de la concession Saint-Joseph du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par la rive nord-est de la rivière de Beauport, depuis son intersection avec la limite sud de la concession Saint-Joseph, jusqu'à son embouchure au fleuve Saint-Laurent à la ligne de basse marée.

Vers le sud-est :

Partie par la ligne de basse marée du fleuve Saint-Laurent depuis l'embouchure de la rive nord-est de la rivière Beauport jusqu'à l'intersection de la dite ligne de basse marée avec la limite sud-ouest du numéro 58 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par les numéros 737 et 736 ; partie par le chemin du petit Village ; partie par le numéro 742 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport.

Vers le sud-ouest :

Partie par la limite sud-ouest du numéro 58 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par le numéro 737 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par

ral Heat Light & Power Company ; to ratify the resolution of the municipal council of the municipality of the village of Cartierville, dated the 13th July, 1909, and the contract based on such resolution and entered into between the said municipality of the village of Cartierville, and the company on the 22nd September, 1909, before Gohier, notary, and also to ratify the by-laws Nos. 20 and 73 of the municipality of the village of Sault au Recollet and for any other purposes in connection with or relating to the hereabove enumerated objects.

EDMOND HURTUBISE,
Secretary of the company
Eastern Townships Bank Building.
Montréal, 15th October, 1912. 4350

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the estate of the late John Morris Henry Robertson, of the city of Montreal, for the passing of the law authorizing the testamentary executors of said John Morris Henry Robertson, to increase the annuities payable to his widow and to each of his children, under his last will.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for applicant.
Montreal, October 2nd 1912. 4370

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec at its next session, for the passing of an act erecting into a village municipality, under the name of "Municipalité du Village de Salaberry" for municipal purposes and others, the residents of the following territory, to wit :

To be taken from the parish of Beauport :
Part of number 596, numbers 597, 598, 599, 600, part of number 610, part of number 611, part of number 612, numbers 613, 614, part of number 618, part of number 619, numbers 620, 621, part of number 622, from number 625 to number 735 inclusive, numbers 738, 739, 740, 741, 743, 744, 745, part of number 746, numbers 747, 747a.

The whole forming a territory of 2775 arpents and measuring about 75 arpents from the north to the south, and 37 arpents from the east to the west.

Bounded as follows :

Towards the north-east :

Part by a public road passing between numbers 703, 704, of the official cadastre for the parish of Beauport on one side, and number 1048 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg on the other side ; part by a public road passing between number 692 of the official cadastre for the parish of Beauport on one side and number 1050 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg on the other side part by number 789 of range Saint Joseph of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by the north-eastern shore of the river Beauport from its intersection with the south limit of range Saint Joseph to its mouth the river Saint Lawrence at low water mark.

Towards the south east :

Part by the low water mark of Saint Lawrence river from the mouth of the north eastern shore of river Beauport to the intersection of the said low water mark with the south western limit of number 58 of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by numbers 737 and 736 ; part by the road of Petit Village ; part by number 742 of the official cadastre for the parish of Beauport.

Towards the south west :

Part by the south western limit of number 58 of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by number 737 of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by

les numéros 734 et 735 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, à distraire cependant la partie du numéro 746 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport comprise dans la paroisse de Saint-Michel Archange; partie par la ligne séparant le numéro 662 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport du numéro 1059 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg.

Vers le nord-ouest :

partie par les numéros 985, 986, 987, 990, 991; partie par les numéros 1048-1049; parties par les numéros 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059; partie par le numéro 1060, tous ces numéros précédents faisant partie du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg; partie par les numéros 790, 790a, et 789, de la concession Saint-Joseph; partie par les numéros 789, 788, de la concession de Saint-Joseph, tous ces numéros faisant partie du cadastre officiel de la paroisse de Beauport; partie par la ligne de haute marée en front du numéro 737, du cadastre officiel de la paroisse de Beauport.

CANNON & PARENT,

Procureurs des requérants.

Québec, 15 octobre 1912.

4303

Avis public est par le présent donné que The Montreal Firemen's Benefit Association of Montreal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendante à sa charte, 7 Edouard VII, Chap. 114, telle qu'elle est maintenant amendée (1 George V, Chap. 89, 1910), et que les amendements demandés seront l'admission de membres, contributions, bénéfices octroyés aux membres, à leurs veuves et leurs enfants, spécialement la pension, ses pouvoirs, l'administration, le bureau des directeurs, les assemblées et l'augmentation des fonds de l'association et autres fins nécessaires au bon fonctionnement de la corporation.

MERCIER & BEIQUÉ,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 7 octobre 1912.

4283

Les soussignés Robert Lagueux, ptre, curé de la paroisse de Saint-Roch de Québec, M. Napoléon Drouin, du même lieu, ancien marguillier, le rév. P. H. Legault, O. M. I., curé la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, M. Téléphore Verret, du même lieu, échevin, Omer Cloutier, ptre, curé de la paroisse de Notre-Dame de Jacques-Cartier, M. Joseph Gauthier, du même lieu, syndic, le rév. P. Maurice, O. M. C., curé de la paroisse de Saint-Charles de Limoilou, M. J.-E. Chapleau, avocat, du même lieu, H. Bouffard, ptre, curé de la paroisse de Sainte-Angele de Saint-Malo, Eugène Julien, négociant, de Saint-Malo, Frs. Cliche, commerçant, Joseph Mercier, ptre, curé de la paroisse de Saint-Zéphirin de Stadacona, donnent avis, par les présentes, qu'ils s'adresseront à la législature de cette province, à la prochaine session, pour obtenir une charte sous la raison sociale de "Compagnie du Cimetière Saint-Charles", ayant le siège de ses affaires à Québec et succession perpétuelle, avec, entr'autres, les pouvoirs suivants, savoir: celui d'acquérir, à quelque titre que ce soit, des terrains d'une étendue convenable et dûment approuvés, aux fins d'y ériger un cimetière commun à l'usage des paroisses ci-dessus désignées et de toutes celles qui, à l'avenir, pourraient leur être adjointes en vertu des règlements, dans un même but; le pouvoir d'entretenir, gérer et administrer le dit cimetière comme de chose lui appartenant, dans l'intérêt des dites paroisses; le pouvoir spécial de succéder à l'administration, gestion et usage du cimetière actuel dit "Cimetière Saint-Charles" appartenant à la paroisse de Saint-Roch de Québec, susdits; le pouvoir spécial de succéder en tous droits et obliga-

numbers 734 and 735 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, not included however part of number 746 of the official cadastre for the parish of Beauport comprised into the parish of Saint Michel Archange; part by the line dividing number 662 of the official cadastre for the parish of Beauport from number 1059 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg.

Towards the north west :

Part by numbers 985, 986, 987, 990, 991; part by numbers 1048-1049; part by numbers 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059; part by number 1060, all these above numbers forming part of the official cadastre for the parish of Charlesbourg; part by numbers 790, 790a and 789 of the range Saint Joseph, all these numbers forming part of the official cadastre for the parish of Beauport; part by the high water mark in front of number 737 of the official cadastre for the parish of Beauport.

CANNON & PARENT,

Attorneys for petitioners.

Quebec, 15th October, 1912.

4304

Public notice is hereby given that the Montreal Firemen's Benefit Association of Montreal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter, 7 Edward VII, ch. 114, as it stands now amended (1 George V, ch. 89, 1910), and that the amendments that it will demand refer to the admission of members, for assessments, to the benefits granted to the members, to their widows and their children, specially to the pension, to its powers, to the administration, to the board of directors, to the meetings, and to the augmentation of the funds of the association and other ends necessary to the good working of the corporation.

MERCIER & BEIQUÉ,

Attorneys for the petitioner.

Montreal, 7th October, 1912.

4284

The undersigned Robert Lagueux, priest, Curé of the parish of Saint Roch de Québec, Mr. Napoléon Drouin, of the same place, former churchwarden, the rev. P. H. Legault, O. M. I., curé of the parish of Saint Sauveur de Québec, M. Téléphore Verret, of the same place, alderman, Omer Cloutier, priest, curé of the parish of Notre Dame de Jacques Cartier, Mr. Joseph Gauthier, of the same place, syndic, the rev. P. Maurice, O. M. C., curé of the parish of Saint Charles de Limoilou, Mr. J. E. Chapleau, advocate, of the same place, H. Bouffard, priest, curé of the parish of Sainte Anèle de St-Malo, Mr. Eugène Julien, trader, Saint-Malo, Mr. Frs. Cliche, trader, Joseph Mercier, priest, curé of the parish of Saint Zéphirin de Stadacona, hereby give notice that they will apply to the Legislature of this province, at the next session thereof, to obtain a charter under the corporate name of "Compagnie du Cimetière Saint Charles", having its corporate seat at Quebec and perpetual succession, with the following powers among others, to wit: to acquire under any title whatever lands of a suitable extent and duly approved for the purpose of erecting a cemetery thereon for the use in common of the parishes hereabove designated and of all those which hereafter may be associated with the same in virtue of the by-laws, for the same purpose; the power to maintain, manage and administer the said cemetery as of a thing belonging to it, in the interest of the said parishes; the special power to succeed in the administration, management and use of the actual cemetery called "Cimetière Saint Charles", belonging of the parish of Saint Roch de Québec aforesaid; the special power to suc-

tions des requérants concernant certaines propriétés achetées par les requérants eux ou leurs ayants-cause pour servir de cimetières paroissiaux, les acquéreurs en ayant été dûment autorisés; le pouvoir de contracter en général, d'alléner, d'hypothéquer, d'exproprier, s'il y a lieu, d'imposer des contributions aux intéressés, de percevoir des revenus, profits ou rentes, emprunter, émettre, si nécessaire des bons ou débentures, le tout conformément à la loi et dans l'intérêt des dits intéressés du nouveau cimetière; le pouvoir de faire des règlements et, en un mot tous actes capables d'assurer la création, l'usage, entretien et administration de tel cimetière.

J. E. PRINCE, C. R.
Procureur des requérants.
Québec, 10 octobre 1912. 4265

Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de la Longue-Pointe donnent avis qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander le droit de faire, chaque année, un rôle d'évaluation des propriétés immobilières se trouvant dans les limites de leur municipalité, nonobstant les articles 2836 et 2837 des Statut refondus de la province de Québec, et pour autres fins.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs des requérants.
Montréal, 16 octobre 1912. 4355

Les exécuteurs-testamentaires et les légataires de feu M. P. E. Paquette, en son vivant marchand, de la cité et du district de Montréal, donnent avis qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander que les pouvoirs des exécuteurs-testamentaires soient mieux définis, qu'ils aient le droit de prendre des décisions à la majorité des voix; que les exécuteurs-testamentaires aient le droit de vendre les immeubles substitués, de faire emploi des deniers, soit en achat ou construction d'immeubles, soit autrement; qu'ils aient droit d'emprunter et d'hypothéquer; qu'ils aient le droit de louer les immeubles substitués à long terme, et même par baux emphytéotiques; qu'au cas de mort d'un ou de plusieurs des grevés-usufruitiers, laissant des enfants, que les dits enfants soient continués dans la jouissance de leur père ou mère jusqu'à l'ouverture finale de la substitution; que la vente faite par Dame Albina Carrières, veuve P. E. Paquette, d'un immeuble se trouvant en son nom et mentionné au testament de feu P. E. Paquette, et les conventions faites par elle avec ses enfants, grevés de substitution, soient ratifiées et confirmées; que l'emploi du prix de vente soit approuvé et que, sur la balance du dit prix de vente, il soit pris un montant suffisant pour payer les frais de licitation et accessoires, frais faits en mil neuf cent douze, par le ministère de M^{re} E. Roy, notaire, avec l'autorisation de la cour, et pour autres fins se rapportant aux dites matières.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs des requérants.
Montréal, 16 octobre 1912. 4357

Avis est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Roberval et Saguenay s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir la modification de sa charte relativement aux matières suivantes, savoir:

1. Changement de son nom en celui de "La Compagnie du Chemin de Fer "Le Nord";
2. La longueur de ses branches et voies d'évitement;
3. L'acquisition par débentures, actions ou autrement du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha! ainsi que de ses franchises, privilèges, droits, immeubles, meubles et roulant, et la faculté d'exercer tous les pouvoirs conférés à la compagnie du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha! par sa charte

ceed to all the rights and obligations of the petitioners respecting certain properties purchased by the petitioners they or their assigns to serve as parochial cemeteries, the purchasers having been duly authorized thereto; the power to contract generally, alienate, hypothecate, expropriate if necessary, to impose contributions on the interested parties, to collect revenue, profits or rents, borrow, issue if necessary bonds or debentures, all in conformity to law and in the interest of the said interested parties of the new cemetery; the power to make by-laws and in a word any acts capable of assuring the creation, use, maintenance and administration of such cemetery.

J. E. PRINCE, K. C.
Attorney for petitioners.
Quebec, 10th October, 1912. 4266

The school commissioners for the school municipality of the town of Longue Pointe give notice that they will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain the right to make, every year, a valuation roll of the immoveable property being within the limits of their municipality, notwithstanding articles 2836 and 2837 of the Revised statutes of the province of Quebec, and for other purposes.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 16th October, 1912. 4356

The testamentary executors and the legatees of the late P. E. Paquette, in his lifetime merchant, of the city and district of Montreal, give notice that they will make application to the Legislature of Quebec, at its next session, to more clearly define the powers of the testamentary executors, that they have the right to take decisions on a majority of votes; that the testamentary executors have the right to sell the substituted immoveables, to make reinvestment of the money either in the purchase or construction of immoveables or otherwise; that they have the right to borrow and hypothecate; that they have the right to lease the substituted immoveable on long terms and even by emphyteutic leases; that in case of the death of one or more of the usufructuary institutes leaving children that the said children be continued in the enjoyment of their father or mother until the final opening of the substitution; that the sale made by Dame Albina Carrières, widow P. E. Paquette, of an immoveable being in her name and mentioned in the will of the late P. E. Paquette, and the covenants made by her with her children, institutes under substitution, be ratified and confirmed; that the use of the price of sale be approved and that out of the balance of the said price of sale there be taken a sufficient amount to pay the costs of licitation and accessories, costs incurred in nineteen hundred and twelve, through M^{re} E. Roy, notary, with the authorization of the court, and for other purposes in connection with the said matters.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 16th October, 1912. 4350

Notice is hereby given that the Roberval and Saguenay Railway Company will apply to the Legislature at its next session, to amend its charter in connection with the following matters:

1. The changing its name to that of "La Compagnie de Chemin de Fer "Le Nord";
2. The length of its branches and sidings;
3. The acquisition by means of bonds, shares or otherwise of the Ha! Ha! Bay Railway Company as also of its franchises, privileges, rights, immoveables, moveables and rolling stock and the right to use all the powers conferred on the Ha! Ha! Bay Railway Company by its charter and by

et par la loi, sujet aux débetures et autres charges qui affectent le dit chemin de fer, avec droit de prolonger à travers la ville de Chicoutimi jusqu'à la rivière du Moulin à ou près de son confluent avec le Saguenay, l'embranchement allant aux usines de la compagnie de pulpe de Chicoutimi.

4. Le montant pour lequel la compagnie pourra émettre des obligations ou débetures ;
5. Le droit d'acheter, posséder, aliéner et louer des immeubles.

LAPOINTE & LANGLAIS,

Procureurs de la requérante.

Chicoutimi, 17 octobre 1912. 4359

Avis public est donné que demande est faite à la législature de Québec, à sa session prochaine, pour qu'il soit passé un acte autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Bruno, Lac Saint-Jean, à emprunter une somme de vingt-cinq mille piastres pour payer les travaux faits et à être faits à l'église catholique de cette paroisse, et à prélever sur les immeubles des paroissiens catholiques romains, les montants nécessaires pour rembourser le dit emprunt en capital et intérêts.

**BELLEAU, PELLETIER, BELLEAU,
BAILLARGEON & BELLEAU,**

Procureurs des requérants.

Québec, 10 octobre 1912. 4249.2

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à l'Assemblée législative de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières, avec pouvoir de construire et d'opérer une ligne de chemin de fer depuis un point à ou près d'Hébertville, sur la ligne du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, dans une direction nord ouest passant à travers les cantons Labarre, Signai et Ile d'Alma jusqu'à un point quelconque entre les endroits appelés Grande Décharge et Petite Décharge sur le Lac Saint-Jean, une distance d'à peu près 20 milles.

D'un point à ou près de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma, dans le canton Signai, comté du Lac Saint-Jean, dans une direction est à travers les cantons Signai, Labarre et Kénogami jusqu'à un point quelconque à ou près de la paroisse de Jonquières, une distance d'à peu près 30 milles, avec pouvoir de construire des embranchements ou extensions à divers endroits le long de la route et pour communiquer avec tous les chemins de fer déjà construits ou qui peuvent être construits, avec pouvoir d'opérer le dit chemin de fer par vapeur, électricité ou autrement, et pour autres pouvoirs ordinairement donnés aux compagnies de chemin de fer.

CANNON & PARENT,

Procureurs de la requérante.

Québec, 16 octobre 1912. 4313.2

Avis public est par les présentes donné que la ville de Saint-Jérôme s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte dans les buts suivants : Pour faire ratifier certains règlements relatifs à la municipalisation d'un système d'éclairage à l'électricité, pour fournir l'énergie électrique, et pour l'autoriser à contracter un emprunt pour ses fins ; pour obtenir une loi l'autorisant à exercer certains pouvoirs d'expropriation pour la pose de ses poteaux et l'installation de ses lignes de transmission ; modifier le système d'élection municipale, ratifier certaines dépenses encourues par le conseil dans l'intérêt de la ville et pour autres fins.

CHS. ED. MARCHAND,

Procureur de la ville de Saint-Jérôme.

Saint-Jérôme, 22 octobre 1912. 4413

law, subject to the bonds and other charges affecting the said railway, with the right to extend the branch line, running to the Chicoutimi Pulp Company's Mills, through the town of Chicoutimi to the Rivière du Moulin at or near its confluence with the Saguenay river ;

4. The amount for which the company may issue bonds or debentures ;
5. The right to purchase, hold, alienate and lease immoveables.

LAPOINTE & LANGLAIS,

Attorneys for petitioners.

Chicoutimi, 17th October, 1912. 4350

Public notice is given that the trustees of the parish of Saint Bruno, Lake Saint John, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing them to borrow a sum of twenty five thousand dollars which will be applied to the payment of the works done and to be done to the catholic church of that parish, and to levy on the immoveables of the roman catholic parishioners, the amounts required for the reimbursement of said loan in capital and interest.

**BELLEAU, PELLETIER, BELLEAU,
BAILLARGEON & BELLEAU,**

Solicitors for applicants.

Quebec, 10th October, 1912. 4250

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislative Assembly of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating the Alma & Jonquières Railway Company with power to construct and operate a line of railway from a point at or near Hébertville on the Quebec & Lake Saint John Railway line, in a northerly direction passing through the township of Labarre, Signai and Ile d'Alma to a point between the places called "Grande Decharge" and "Petite Decharge" on the Lake Saint John, a distance of about twenty miles.

From a point at or near the parish of Saint Joseph d'Alma, in the township of Signai, county of Lake Saint John, in an eastern direction through the townships of Signai, Labarre and Kenogami, to a point at or near the parish of Jonquières in the said county of Lake Saint John a distance of about thirty miles, with power to construct branch lines or extensions at different places along the road and to connect with any railroads already built or that may be built, with power to operate the railway by steam, electricity or otherwise, and for other powers ordinarily given to the railway companies.

CANNON & PARENT,

Attorneys for petitioner.

Quebec, 16th October, 1912.

Public notice is hereby given that the town of Saint Jerome will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter for the following purposes : To have ratified certain by laws pursuant to the municipalisation of an electric plant for municipal lighting and production and sale of electric energy ; to be authorized to make a loan for these purposes ; to be authorized to expropriate the necessary right of way for the installation of the posts and transmission lines ; to modify the system of municipal election ; to have ratified certain expenses incurred in the interest of the town, and for others purposes.

CHS. ED. MARCHAND,

Attorney for the town of Saint Jerome.

Saint-Jerome, 22nd October, 1912. 4414

Avis est par le présent donné que les Syndics des Chemins à Barrières de la Rive Nord à Québec, feront application à la législature de la Province, à sa prochaine session, pour un acte autorisant la commission à percevoir des taxes sur les automobiles et autres voitures à pouvoir moteur, traversant ses barrières et voyageant sur les chemins de la commission.

Par ordre du bureau,
G. H. BURROUGHS,
Secrétaire-trésorier.

Québec, 28 octobre 1912. 4421

Canada,
Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. }
LA CITE DES TROIS-RIVIERES.

Avis public est par le présent donné que la cité des Trois-Rivières s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte et obtenir les pouvoirs additionnels suivants :

Pour amender la loi, 1 Ed. VII, chap. 44, 1901, concernant les expropriations de terrains, les locataires, le ou les auditeurs, la perception des taxes, le département du feu, le conseil-de-ville, les emprunts temporaires, la limite d'emprunt, les incendies du 22 juin 1908, et les cotisations, taxes et autres charges ; pour l'établissement d'une cour du recorder ; pour imposer à toute personne ou compagnie, certaines obligations concernant les subdivisions et concessions de terrains, pour modifier la loi concernant la confection du rôle d'évaluation ; pour autoriser le conseil à créer un fonds de pension pour les employés de la cité ; pour étendre le pouvoir d'emprunt sur billets promissaires ; pour autoriser la dite cité à émettre des débetures, pour acquitter les actions qu'elle a souscrites à la compagnie de tramways de Trois-Rivières, pour autoriser la cité à émettre des débetures pour pavage, drainage, aqueduc, traverses, département du feu, hôtel-de-ville, expropriations de terrains, et tous autres emprunts concernant la voirie municipale.

ALFRED DESY,
Procureur de la cité des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, 16 octobre 1912. 4373

Avis est par les présentes donné que, Thomas Déchène, menuisier-charpentier, Eugène Bilodeau, mécanicien, Joseph Desmeules, ouvrier, Pantaléon Ouellet, électricien, William Gilbert, électricien, Arthur Pedneault, mécanicien, David Gaudreault, ouvrier, Amédée Fortin, ingénieur, Auguste Coulombe, mécanicien, Daniel Ouellet, boulanger, tous de la ville de Chicoutimi, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill les incorporant, avec d'autres, en une société de secours mutuels, de prévoyance, d'économie domestique et sociale et d'organisation du travail, sous le nom de "La Fédération Ouvrière Mutuelle du Nord".

LAPINTE & LANGLAIS,
Procureurs.
Chicoutimi, 17 octobre 1912 4377

Avis est par les présentes donné que maître Léon Virolet, bachelier ès-lettres de l'Université de Paris, et licencié en droit de la faculté de Paris, avocat à la cour d'appel de Paris, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

BISAILLON & BROSSARD,
Procureurs du requérant.
11-17, Côte Place d'Armes, Montréal. 4535

Notice is hereby given that the Trustees of the Quebec North Shore Turnpike Trust, will make application to the Legislature of the Province, at its next session, for an act authorizing the commission to collect tolls on automobiles and other motor power vehicles, going through its gates and passing over the roads of the commission.

By order of the board,
G. H. BURROUGHS,
Secretary treasurer.

Quebec, 28th October, 1912. 4422

Canada,
Province of Quebec, }
District of Three Rivers. }
THE CITY OF THREE RIVERS.

Notice is hereby given that the city of Three Rivers will, at next meeting of the Provincial Legislature, apply to amend its charter and to obtain the following additional powers :

To amend the law, 1 Ed. VII, chap. 44, 1901, respecting land expropriations, tenants, the auditor or auditors, the collection of taxes, the fire department, the city council, the temporary loans, the loan limit, the fire victims of the 22nd June, 1908, and the assessments, taxes and other charges ; for the establishment of a Recorder's Court ; to impose upon every person or company, certain obligations respecting subdivisions and land grants ; to modify the law respecting the preparation of the valuation role ; to authorize the Council to create a pension fund for civic employees ; to extend the borrowing on promissory notes ; to authorize said city to issue debentures to pay off the shares which it debentures, to pay off the shares which it way Company ; to authorize the city to issue debentures for paving, drainage, waterworks, ferries, fire department, city hall, land expropriations, and all other loans concerning the municipal roads.

ALFRED DESY,
Attorney of the city of Three Rivers.
Three Rivers, 16th October, 1912. 4374

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by Thomas Déchène, carpenter, Eugène Bilodeau, machinist, Joseph Desmeules, workman, Pantaléon Ouellet, electrician, William Gilbert, electrician, Arthur Pedneault, machinist, David Gaudreault, workman, Amédée Fortin, engineer, Auguste Coulombe, machinist, Daniel Ouellet, baker, all of the town of Chicoutimi, to obtain an act incorporating them and others into a provident institution for mutual help among workmen, domestic and social economy and labour organization under the name of "La Fédération Ouvrière Mutuelle du Nord".

For La Fédération Ouvrière Mutuelle du Nord.
LAPINTE & LANGLAIS,
Solicitors.
Chicoutimi, 17th October, 1912. 4378

Notice is hereby given that Mre Leon Virolet, bachelor of letters of the University of Paris and licencié in law of the Faculty of Paris, advocate at the court of appeal of Paris, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a bill authorizing the bar of the province of Quebec to admit him as a member of the said bar, after examination.

BISAILLON & BROSSARD,
Solicitors for applicant.
11-17, Côte Place d'Armes, Montreal. 4536

The Royal Agricultural Schools s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les autorisant à émettre des actions privilégiées et stock de débetures et pour augmenter le nombre des gouverneurs.

CHARLES DOYLE,
Secrétaire.
4375

Montréal, 16 octobre 1912.

La communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie, corporation légalement constituée, ayant son principal établissement en la cité et le district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'autorisation de construire un édifice devant servir de noviciat et aussi un autre édifice devant servir de maison-mère, sur les terrains qu'elle possède en la ville d'Outremont, district de Montréal, sur les lots connus et désignés comme étant le numéro douze et partie de treize de cadastre, nonobstant tout règlement municipal de la ville d'Outremont, et pour autres fins.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs des requérants.
Montréal, 24 octobre 1912. 4483-2

Avis est par les présentes donné que l'association des anciens élèves de l'Ecole Polytechnique de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, I Georges V, chapitre 92, afin de mieux définir ses pouvoirs généraux quant à l'acquisition et l'administration de ses biens, au droit de faire des règlements pour la gouverne de ses membres, etc.

H. A. BEIQUE,
Procureur des requérants.
Montréal, 4 novembre 1912. 4599

Avis est par le présent donné de la part de la corporation de la ville de Mégantic qu'elle s'adressera à la présente session de la législature, dans le but d'obtenir des amendements à sa charte concernant des pouvoirs additionnels à lui être accordés, pour vendre et fournir la lumière et la force motrice dans ses limites et dans les localités voisines, pour obtenir le pouvoir de faire certains emprunts à ces fins.

JOSEPH ROY,
Procureur de la ville de Mégantic.
Mégantic, 5 novembre 1912. 4623

Avis est par le présent donné que le soussigné Lyon William Jacobs s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à lui permettre de pratiquer comme avocat, et le secrétaire du conseil général du dit barreau à lui octroyer certificat comme tel.

LYON W. JACOBS,
Montréal, 23 septembre 1912. 4607

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Bishop's College School Association", pour obtenir une loi amendement la charte de la dite association, et dans le but d'augmenter le capital-actions de l'association augmenter le montant des biens qu'elle peut acquérir, posséder et jouir, ratifier une certaine convention entre elle et "The Corporation of Bishop's College", l'autoriser à faire d'autres conventions et baux aux termes qui seront jugés à propos, changer sa position quant au contrôle par "The Corporation of Bishop's College", augmenter ses pouvoirs et pour autres fins.

MEREDITH, MACPHERSON, HAGUE,
HOLDEN & SHAUGHNESSY,
Solliciteurs de "The Bishop's College
School Association".
12 octobre 1912. 4247-2

The Royal Agricultural Schools will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing them to issue preference shares and debentures stock and to increase the number of governors.

CHARLES DOYLE,
Secretary.
4376

Montreal, 16th October, 1912.

La communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie, a lawfully constituted corporation, with its chief establishment in the city and district of Montreal, give notice that it will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for authorization to construct a building to serve as a noviciate and also another edifice to serve as a mother house, on the lands it owns in the town of Outremont, district of Montreal, on the cadastral lots known and designated as being the number twelve and part of thirteen, notwithstanding any municipal by-law of the town of Outremont, and for other purposes.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 24th October, 1912. 4484

Notice is hereby given that l'Association des anciens élèves de l'Ecole Polytechnique de Montréal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its charter I George V, chapter 92, to more clearly define its general powers as to the acquisition and administration of its property, the right to make by-laws for the guidance of its members, etc.

H. A. BEIQUE,
Attorney for petitioners.
Montreal, 4th November, 1912. 4600

Notice is hereby given on behalf of the corporation of the town of Megantic that it will apply to the Legislature, at its present session, to obtain amendments to its charter concerning additional powers authorizing said corporation to sell and supply light and power within its limits and neighbouring localities and, to that end, to make certain loans.

JOSEPH ROY,
Attorney for the town of Megantic.
Mégantic, 5th November, 1912. 4624

Notice is hereby given at the undersigned Lyon William Jacobs will apply to the Legislature of Quebec, at the next session, for an act authorizing the Bar of the province of Quebec, to permit him to practice as an advocate, and the secretary of the general council of the said bar to issue to him his certificate as such.

LYON W. JACOBS,
Montreal, 23rd September, 1912. 4608

Notice is hereby given that the application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by The Bishop's College School Association, for an act to amend the charter of the said association, and for the purpose of increasing the capital stock of the association, increasing the amount of property which it may acquire, hold and enjoy, ratifying a certain agreement between it and the Corporation of Bishop's College, empowering it to enter into other agreements and leases on such terms as it may see fit, and altering its position in regard to control by the Corporation of Bishop's College, increasing its powers and for others purposes.

MEREDITH, MACPHERSON, HAGUE,
HOLDEN & SHAUGHNESSY,
Solicitors for the The Bishop's College
School Association.
12th October, 1912. 4248

Avis est par le présent donné de la part de Joseph Picotte, prêtre, curé, de Joseph Lavigne, de Téléphore Dallaire, père, de Euchariste Lavigne et de Philéas Desjardins, syndics élus pour la paroisse de Sainte-Anastasia de Lachute, dans le but de percevoir des cotisations pour la construction d'une église, s'adresseront à la législature, à sa présente session, pour obtenir une loi spéciale qui permettra de faire un acte de répartition annuelle pendant dix ans pour aider à la construction d'une église dans la paroisse de Sainte-Anastasia de Lachute, et pour couvrir les frais incidents et les dépenses y connexes.

JOS. PICOTTE,

Prêtre curé.

Lachute, 12 novembre 1912.

4727

Avis public est par les présentes donné que la ville de Maisonneuve s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte, et obtenir les pouvoirs additionnels suivants :

Pour faire décréter que la ville portera à l'avenir le nom de "Cité de Maisonneuve." Pour homologuer, ouvrir et macadamiser conformément à la "loi des bons chemins 1912," le Boulevard Pie IX à une largeur de 100 pieds des limites nord de la ville jusqu'à la Rivière des Prairies, et réglementer la construction des maisons qui y seront construites; pour réglementer en général la construction des bâtiments, et décréter certaines prohibitions dans certains cas, et sur certaines rues et ruelles; pour amender l'article 7 de la loi 1 George V (1ère session) chapitre 52, concernant la construction des trottoirs permanents. Pour demander la création d'une commission à être nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil, dans le but d'embellir et d'administrer le parc Maisonneuve;

Pour amender l'article 13 de la loi 1 George V (2ème session) chapitre 64, ainsi que l'article 5 de la loi 1 George V (1ère session), chapitre 52. Amender la loi concernant les taxes, les limitations ou exemptions de taxes, les licences en général, les aliénés et l'homologation des rôles de cotisation et de perception; autoriser le conseil à paver les rues comprises entre le fleuve et la ligne proposée au Pacifique Canadien;

Autoriser le conseil à construire les écuries et hangars nécessaires; obtenir une appropriation additionnelle pour compléter le marché et le bain publics, et autoriser le conseil à émettre des bons ou débetures de la ville pour les fins ci-dessus mentionnées et ce sans suivre les formalités des statuts refondus de 1888, pour ratifier le plan d'homologation et de cadastre de partie du lot No 17, du village incorporé d'Hochelaga. Amender l'article 4546 des statuts refondus de 1888;

Pour autoriser le conseil à faire tous règlements concernant la circulation des voitures et des camions mus par la vapeur ou autre force motrice, et en général à faire tous règlements pour la bonne administration de la ville.

Pour donner aux compagnies, corporations ou corps incorporés le droit de voter.

Pour donner au conseil le droit de réglementer les excavations dans les rues et places publiques, par les compagnies exerçant des franchises publiques dans la ville, et les obliger à remettre les rues dans le même état, conformément à l'article 10 de la loi 1 George V. (2ème session), chapitre 60.

JOSEPH MORIN,

Procureur de la ville de Maisonneuve.

Montréal, 2 octobre 1912.

4029.3

Notice is hereby given, on behalf of Joseph Picotte, parish priest, Joseph Lavigne, Téléphore Dallaire, senior, Euchariste Lavigne and Philéas Desjardins, trustees elected for the parish of Sainte-Anastasia de Lachute, for the purposes of levying assessments for the building of a church, will apply to the Legislature, at its present session, for a special act authorizing it to make an annual act of assessment during ten years in aid of the building of a church in the parish of Sainte-Anastasia de Lachute, and to cover the incident costs and expenses connected therewith.

JOS. PICOTTE,

Parish priest.

Lachute, 12th November, 1912.

4728

Public notice is hereby given that the town of Maisonneuve will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter and to obtain the following additional powers:

To obtain an enactment to the effect that the town on the future will be known under the name of "City of Maisonneuve". To homologate, open and macadamize, according to the "law of good roads, 1912," the Boulevard Pie IX at a width of 100 feet from the northern limits of the town up to Rivière des Prairies, and to regulate the construction of houses that may be erected thereon. To regulate in general the erection of buildings, and to enact certain prohibitions in certain cases and on certain streets and lanes; to amend article 7 of the law 1 George V (1st session) chapter 52, relating to the construction of permanent sidewalks. To ask for the creation of a commission to be appointed by the Lieutenant-Governor in Council, for the purpose of beautifying and managing the Park Maisonneuve;

To amend article 13 of the law 1 George V (2nd session) chapter 64 as well as article 5 of the law 1 George V (1st session), chapter 52. To amend the law relating to taxes, limitations or exemptions of taxation, licences in general, to insane persons, and the homologation of assessment and perception rolls. To authorize the council to pave the streets situated between the river and the proposed line of the Canadian Pacific Railway;

To authorize the council to erect necessary stables and sheds, to obtain an additional appropriation to complete the public market and bath, and authorize the council to issue bonds or debentures of the town for the purposes herein above mentioned and this without following the formalities of the revised statutes of 1888. To ratify the plan of homologation and cadastre of part of lot No. 17 of the incorporated village of Hochelaga, to amend article 4546 of the revised statutes of 1888;

To authorize the council to regulate the circulation of vehicles and wagons propelled by steam or other motive power, and in general to make by-laws for the good administration of the town.

To give to companies, corporations or incorporated bodies the right to vote.

To give to the council the right to regulate the excavations in the streets and public places by companies exercising public franchises in the town, and to oblige them to put the streets in the same state, according to article 10 of law 1 George V, (2nd session), chapter 60.

JOSEPH MORIN,

Attorney for the town of Maisonneuve.

Montreal, 2nd October, 1912.

4030

Avis Divers

LACHINE REALTIES LIMITED.

Avis est par le présent que, conformément à la loi des compagnies et l'article 6023 des Statuts réformés de Québec, le principal bureau et la principale place d'affaires et le domicile légal de Lachine Realities Limited, sont situés dans la chambre No 76, dans la bâtisse connue sous le No 189, rue Saint-Jacques, dans les cité et district de Montréal, (étant l'endroit où sa principale place d'affaires est située).

W. E. PATCH,
Secrétaire-trésorier.

E. G. T. Penny,
Solliciteur de la compagnie.
Montréal, 6 novembre 1912. 4691

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2667.

Dame Alexandrina Croze, épouse commune en biens de Fabien Jolicœur, boucher, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Fabien Jolicœur, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 31 octobre 1912.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,
Procureurs de la demanderesse.
Montreal, 4 novembre 1912. 4595

No 400, Province de Québec, district de Saint-François, cour supérieure, Dame Emma Landry, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, de la paroisse de Saint-François-Xavier de Brompton, dit district, épouse commune en biens de Timothé Levasseur, commis, des mêmes lieux, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux, le 5 novembre 1912.

LIONEL FOREST,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 5 novembre 1912. 4605

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No. 6337.

Dame Elizabeth Forest, de la paroisse de L'Épiphanie, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Zénon Riopel, journalier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse,

vs
Le dit Zénon Riopel, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur.

TELLIER & LADOUCEUR,
Avocats et procureurs de la demanderesse.
Joliette, 31 octobre 1912. 4579

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 534.

Dame Margaret Jane Doherty, épouse de Charles Seale, bourgeois, du canton Morin, district de Terrebonne, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit Charles Seale, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 29ème jour d'août 1912.

NANTEL & ROCHON,
Procureurs de la demanderesse.
Sainte Scholastique, 24 octobre 1912. 4519

Miscellaneous Notices

LACHINE REALTIES LIMITED.

Notice is hereby given in conformity with the companies act and with article 6023 of the Revised statutes of Quebec, that the head office, chief place of business and legal domicile of Lachine Realities Limited, is situated at room No. 76, in the building known as No. 189, Saint James street, in the city and district of Montreal, (being the place in which its chief place of business is situate).

W. E. PATCH,
Secretary-treasurer.

E. G. T. Penny,
Solicitor for the company.
Montreal, 6th November, 1912. 4692

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2667.

Dame Alexandrina Croze, wife common as to property of Fabien Jolicœur, butcher, of the city of Maisonneuve, district of Montreal, and duly authorized "à ester en justice, Plaintiff: vs the said Fabien Jolicœur, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 31st day of October, 1912.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 4th November, 1912. 4596

[No. 400, Province of Quebec, district of Saint-François, superior court, Dame Emma Landry, duly authorized "à ester en justice", of Saint François Xavier de Brompton, district of Saint Francis, wife common as to property of Timothé Levasseur, clerk, of the said places, has, on the 5th November, 1912, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LIONEL FOREST,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 5th November, 1912. 4606

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court*
No. 6337.

Dame Elizabeth Forest, of the parish of L'Épiphanie, in the district of Joliette, wife common as to property of Zénon Riopel, journeyman, of the same place, and hereto duly authorized to ester en justice,
Plaintiff,

vs
The said Zénon Riopel, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

TELLIER & LADOUCEUR,
Attorneys for plaintiff.
Joliette, 31st October, 1912. 4580

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 534.

Dame Margaret Jane Doherty, wife of Charles Seale, gentleman, of the township of Morin, district of Terrebonne, duly authorized to "ester en justice",
Plaintiff ;

vs
The said Charles Seale, Defendant.
An action for separation as to property, and from bed and board, has been instituted in this cause, the 29th day of August, 1912.

NANTEL & ROCHON,
Attorneys for plaintiff.
Saint Scholastique, 24th October, 1912. 4520

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3536.

Dame Maria Chartrand, épouse commune en biens de Wenceslas Chartrand, ex-hôtelier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Wenceslas Chartrand, du même lieu, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre le défendeur.

EMILE L. SASSEVILLE,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 15 octobre 1912. 4487

Province de Québec, district de Montréal, No 448.—*Cour supérieure.*—Dame Reichal Darabner, femme commune en biens de Fur *alias* Julius Tammer, tous deux de la cité et du district de Montréal, Demanderesse ; vs Fur *alias* Julius Tammer, Défendeur.—Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, le 8 août 1912.—A. P. Mathieu, procureur de la demanderesse.—Montréal, 8 août 1912. 4287.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2362.

Eléonore Lamarche, de Montréal, épouse commune en biens de Magloire Deslongchamps, charretier, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse, Demanderesse ;

vs

Le dit Magloire Deslongchamps, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 12 juin 1912.

LOUIS MASSON,

4371.2 Avocat de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Gertrude Mary Williams, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de William Steggall, de la dite cité de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

William Steggall, des dits cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

EDGAR N. ARMSTRONG,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 23 octobre 1912. 4435-2

Province de Québec.—District de Montréal.—*Cour Supérieure.*—No 3791.—Dame Amanda Laura Lindberg, épouse commune en biens de Joseph Henri Poulin, gérant de commerce, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Joseph Henri Poulin, du même lieu, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre le défendeur.

LEBLANC, BROSSARD & FORREST,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 21 octobre 1912. 4417.2

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 8960.

Dame Elizabeth Ann Burt, du village de Philipsburg, dans le dit district, épouse commune en biens de Sanford H. Borden, du même lieu, "liveryman", et dûment autorisée en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Sanford H. Borden, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 5e jour d'octobre 1912.

Z. E. CORNELL,

4253-3 Avocat de la demanderesse.

Province of Quebec, {
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 3536.

Dame Maria Chartrand, wife common as to property of Wenceslas Chartrand, ex-hotelkeeper, of the city and district of Montreal, and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs Wenceslas Chartrand, of the same place, Defendant. The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant.

EMILE L. SASSEVILLE,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 15th October, 1912. 4488

Province of Quebec, district of Montreal, No. 448.—*Superior Court.*—Dame Reichal Darabner, wife commune as to property of Fur *alias* Julius Tammer, both of the city and district of Montreal, Plaintiff ; vs Fur *alias* Julius Tammer, Defendant.—An action for separation as to property has been instituted, this day, the 8th August, 1912.—A. P. Mathieu, attorney for plaintiff.—Montreal, 8th August, 1912. 4288

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2362.

Eleonore Lamarche, of Montreal, wife common as to property of Magloire Deslongchamps, carter, of the same place, and the latter to authorize his wife, Plaintiff ;

vs

The said Magloire Deslongchamps, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 12th June, 1912.

LOUIS MASSON,

4372 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Gertrude Mary Williams, of the city and district of Montreal, wife common as to property of William Steggall, of the said city of Montreal, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

William Steggall, of the said city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

EDGAR N. ARMSTRONG,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 3rd October, 1912. 4436

Province of Quebec.—District of Montreal.—*Superior Court.*—No. 3791.—Dame Amanda Laura Lindberg, wife common as to property of Joseph Henri Poulin, manager of commerce, of the city and district of Montreal, and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs Joseph Henri Poulin, of the same place, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant.

LEBLANC, BROSSARD & FORREST,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 21st October, 1912. 4418

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8960.

Dame Elizabeth Ann Burt, of the village of Philipsburg, in said district, wife common as to property of Sanford H. Borden, of the same place, liveryman, duly authorized for the purpose hereof, Plaintiff ;

vs

The said Sanford H. Borden, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, the 5th day of October, 1912.

Z. E. CORNELL,

4254 Attorney for plaintiff

Canada,
Province de Québec,
District d'Iberville,
No 219. } *Cour Supérieure*

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, contre son mari, par Dame Rose Alma Rhéaume, de la paroisse de St-Jean l'Évangéliste, district d'Iberville, et temporairement de Howick, dans le district de Beauharnois, épouse de Hilaire Cartier, du même lieu.

STANISLAS POULIN,
Avocat de la demanderesse.

St-Jean, 4 septembre 1912. 4319. 3

Province de Québec, district de Montréal, No 1608.—*Cour Supérieure*.—Dame Eugénie Fortier, épouse commune en biens de Joseph Ernest Boisvert, chapelier, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Joseph Ernest Boisvert, Défendeur.—Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 14e jour d'octobre 1912.—Adéard Leduc, procureur de la demanderesse.—Montréal, 15 octobre 1912. 4301. 3

Avis est par le present donné que les administrateurs du cimetière Marlinton, à Marlinton, dans le canton de Stanstead, P. Q., s'adresseront au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une incorporation, sous le nom de "Marlington Cemetery Company", conformément à l'acte des cimetières.

CHS. M. THOMAS, N. P.,
Pour les dits administrateurs.

Stanstead, P. Q., 5 octobre 1912. 3815. 2

Résolutions

PROVINCE DE QUEBEC.

Municipalité du comté de Bonaventure.

Avis public est par les présentes donné par moi, George M. Kempffer, secrétaire-trésorier, que le conseil de cette municipalité, à la séance du 11 septembre dernier, 1912, a passé un règlement concernant le changement de nom de la municipalité de Nouvelle et Shoultred, partie nord-est, et que le dit règlement a été approuvé par Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 24 octobre 1912, savoir :

Il est statué et ordonné par règlement de ce conseil, comme suit :

Considérant qu'une requête de la municipalité de Nouvelle et Shoultred, partie nord-est a été soumise à ce conseil, à sa session générale, tenue le 13ième jour de mars 1912, demandant que ce conseil adoptât les procédés voulus par les dispositions du code municipal de la province de Québec, pour que le nom de la dite municipalité soit changé à celui de la municipalité de Saint-Jean l'Évangéliste pour raisons d'utilité et d'opportunité ;

Considérant que le secrétaire-trésorier de ce conseil a transmis les avis publics nécessaires à tous et chacun des secrétaires-trésoriers des différentes municipalités locales du comté, de la passation à cette session du dit règlement, et qu'il est constaté que les dits avis publics ont été dûment donnés et publiés, le tout tel que voulu par la loi ;

Considérant qu'il est désirable et opportun que le nom de la dite municipalité de Nouvelle et Shoultred, partie nord est soit changé à celui de "La municipalité de Saint-Jean l'Évangéliste".

Canada,
Province of Quebec,
District of Iberville,
No. 219. } *Superior Court*

An action for separation as to property against her husband, has been this day, instituted by Dame Rose Alma Rhéaume, of the parish of St John the Evangelist, district of Iberville, a d temporarily of Howick in the district of Beauharnois, wife of Hilaire Cartier, of the same place.

STANISLAS POULIN,
Attorney for plaintiff.

St. Johns, 4th September, 1912. 4320.

Province of Quebec, district of Montreal, No. 1608.—*Superior Court*.—Dame Eugénie Fortier wife common as to property of Joseph Ernest Boisvert, hatter, of the city and district of Montreal, and duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ; vs the said Joseph Ernest Boisvert, Defendant.—An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 14th day of October, 1912.—Adéard Leduc, attorney for the plaintiff.—Montreal, 15th October, 1912. 4302

Notice is hereby given that the administrators of the Marlinton Cemetery, at Marlinton, in the township of Stanstead, P. Q., will apply to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for obtain an incorporation, under the name of the "Marlington Cemetery Company", pursuant to the cemeteries act.

CHS. M. THOMAS, N. P.,
For said administrators.

Stanstead, P. Q., 5th October, 1912. 3816

Resolutions

PROVINCE OF QUEBEC

Municipality of the county of Bonaventure.

Public notice is hereby given me, George M. Kempffer, secretary treasurer, that the council of the said municipality, at the meeting of the 11th of September last, 1912, passed a by-law respecting the change of name of the municipality of Nouvelle and Shoultred, north east part, and that the said by law has been approved by His Honour the Lieutenant Governor in Council, dated the 24th day of October, 1912, to wit :

It is ordained and resolved by by law of this council as follows :—

Whereas a petition from the local municipality of Nouvelle and Shoultred, north east part, was made to this council at its general meeting held on the 13th day of March, 1912, praying this council to adopt, the necessary steps under the provisions of the municipal code, of the province of Quebec, to have the name of the said municipality changed to that of "The Municipality of Saint Jean l'Évangéliste", for reasons of convenience and expediency ;

Whereas the secretary treasurer of this council has transmitted the necessary public notices to each and everyone of the secretary treasurers of the different local municipalities of the county, of the passing at this meeting of a by law, and it is ascertained that the said public notices have been duly given and published, the whole according to the provisions of the law ;

Whereas it is desirable and expedient that name of the said municipality of Nouvelle and Shoultred, north east part, be changed to that of Saint Jean L'Évangéliste ;

Pourquoi la dite municipalité de Nouvelle et Shoulbred, partie nord-est sera à l'avenir connu sous le nom de "La municipalité de Saint-Jean l'Évangéliste".

Donné à New-Carlisle, ce 26ème jour d'octobre 1912.

4583

GEORGE M. KEMPFER,
Secrétaire-trésorier.

PROVINCE DE QUEBEC.

Municipalité du comté de Bonaventure.

Avis public est par les présentes donné par moi, George M. Kempffer, secrétaire-trésorier, que le conseil de cette municipalité, à la séance du 11 septembre dernier, 1912, a passé un règlement concernant le changement de nom de la municipalité de Nouvelle et Shoulbred, partie sud-ouest et que le dit règlement a été approuvé par Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 24 octobre 1912, savoir :

Il est statué et ordonné par règlement de ce conseil, comme suit :

Considérant qu'une requête de la municipalité de Nouvelle et Shoulbred, partie sud-ouest, a été soumise à ce conseil, à sa session générale, tenue le 13ième jour de mars 1912, demandant que ce conseil adoptât les procédés voulus par les dispositions du code municipal de la province de Québec, pour que le nom de la dite municipalité soit changé à celui de la municipalité de Escuminac, pour raisons d'utilité et d'opportunité ;

Considérant que le secrétaire-trésorier de ce conseil a transmis les avis publics nécessaires à tous et chacun des secrétaires-trésoriers des différentes municipalités locales du comté, de la passation à cette session du dit règlement, et qu'il est constaté que les dits avis publics ont été dûment donnés et publiés, le tout tel que voulu par la loi ;

Considérant qu'il est désirable et opportun que le nom de la dite municipalité de Nouvelle et Shoulbred, partie sud-ouest, soit changé à celui de "La Municipalité de Escuminac" ;

Pourquoi la dite municipalité de Nouvelle et Shoulbred, partie sud-ouest, sera à l'avenir connu sous le nom de "La Municipalité de Escuminac".

Donné à New-Carlisle, ce 26ème jour d'octobre 1912.

4585

GEORGE M. KEMPFER,
Secrétaire-trésorier.

Avis de Faillites

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No 1649. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Cédulie Cadin, dit Deslauriers, faisant affaires sous la raison sociale de "Desjardins & Cie, marchands de charbon, Québec", Insolvable.

Avis est par les présentes donné que la 11ième jour de novembre 1912, nous avons été nommés curateurs-conjoints et messieurs Wilfrid Lebel, de Geo. Hall Coal Co, de Montréal, Louis Drouin, gérant de la banque Nationale (Saint-Roch) et F. Canac Marquis, de Québec, inspecteurs aux biens de la dite faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli, sont requises de les produire dûment attestées sous serment sous trente jours de cette date.

Bureau, 93, rue Saint-Pierre, Québec.

LARUE & TRUDEL,
Curateurs conjoints.

Québec, 12 novembre 1912.

4729

Therefore the said municipality of Nouvelle and Shoulbred, north east part shall hence forth be known as "The Municipality of Saint Jean l'Évangéliste".

Given at New Carlisle, this 26th day of October, 1912.

4584

GEORGE M. KEMPFER,
Secretary treasurer.

PROVINCE OF QUEBEC

Municipality of the county of Bonaventure.

Public notice is hereby given that by me, George M. Kempffer, secretary treasurer, that the council of the said municipality, at the meeting of the 11th of September last, 1912, passed a by law respecting the change of name of the municipality of Nouvelle and Shoulbred, south west part, and that the said by law has been approved by His Honour the Lieutenant Governor in Council, dated the 24th day of October, 1912, to wit :

It is ordained and resolved by by law of this council as follows :—

Whereas a petition from the local municipality of Nouvelle and Shoulbred, south west part, was made to this council at its general meeting held on the 13th day of March, 1912, praying this council to adopt, the necessary steps under the provisions of the Municipal Code of the province of Quebec, to have the name of the said municipality changed to that of "The Municipality of Escuminac", for reasons of convenience and expediency ;

Whereas the secretary treasurer of this council has transmitted the necessary public notices to each and everyone of the secretary treasurers of the different local municipalities of the county, of the passing at this meeting of a by law, and it is ascertained that the said public notices have been duly given and published, the whole according to the provisions of the law ;

Whereas it is desirable and expedient that the name of the said municipality of Nouvelle and Shoulbred, south west part, be changed to that of Escuminac ;

Therefore the said municipality of Nouvelle and Shoulbred, south west part, shall hence forth be known as "The Municipality of Escuminac".

Given at New Carlisle, this 26th day of October, 1912.

4586

GEORGE M. KEMPFER,
Secretary treasurer.

Bankrupt Notices

Canada,
Province of Québec,
District of Québec,
No 1649. } Superior Court.

In the matter of Cédulie Cadin, dit Deslauriers, doing business under the firm name of "Desjardins & Co., coal merchants, Québec". Insolvent.

Notice is hereby given that on 11th November, 1912, we were appointed joint curators and Messrs. W. Lebel of the Geo. H. Hall Coal Co., of Montreal, Louis Drouin, manager of the National Bank, Saint Roch, and F. Canac Marquis, of Québec, inspectors to this estate.

All parties having claims against the said insolvent are requested to file same duly attested under oath within thirty days from this date.

Office, 93, Saint Peter St., Québec.

LARUE & TRUDEL,
Joint curators.

Québec, 12th November, 1912.

4730

Dans l'affaire de J. Eugène Harvey, La Tuque, Insolvable.
 Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera soumis à objection jusqu'au 10 décembre 1912, après laquelle date le dividende sera payable à mon bureau, 136, Notre-Dame, Trois-Rivières.
 S. DUGAL,
 Concessionnaire.
 Trois-Rivières, 14 novembre 1912. 4773

Province de Québec, }
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Camille Charles, La Tuque, Insolvable.
 Avis est par le présent donné que, par un ordre de la cour, un premier et dernier bordereau de dividende a été refait et sera soumis à objection jusqu'au 10 décembre 1912, après laquelle date le dividende sera payable à mon bureau, 136, rue Notre-Dame, Trois-Rivières.
 S. DUGAL,
 Curateur.

Bureau de S. Dugal,
 136, Notre-Dame.
 Trois Rivières, 14 novembre 1912. 4775

Province de Québec, }
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de J. Édouard Lemarier, Précieux-Sang, Insolvable.
 Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera soumis à objection jusqu'au 10 décembre 1912, après laquelle date le dividende sera payable à mon bureau.
 S. DUGAL,
 Curateur.

Bureau de S. Dugal, 136, Notre Dame.
 Trois-Rivières, 14 novembre 1912. 4777

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Howard, Guile & Co., "Savoy Hotel", Faillis.
 Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le 6^e jour de décembre 1912.
 ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
 Montréal, 13 novembre 1912. 4769

District de Chicoutimi.

Dans l'affaire de Herscovitz & Fisher, Jonquières, Insolvable.
 En vertu d'un ordre de la cour, en date du 11 novembre 1912, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.
 Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.
 J. P. E. GAGNON,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie.
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 13 novembre 1912. 4757

District de Beauce.

Dallaire & Dallaire, Saint Evariste Station, comté de Beauce, marchands, ont, le 9 novembre 1912, fait cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Beauce, conformément à la loi.
 J. P. E. GAGNON,
 Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 13 novembre 1912. 4753

In the matter of J. Eugène Harvey, La Tuque, Insolvent.
 Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be open to objection until the tenth day of December, 1912, after which date dividends will be payable at my office, 136, Notre-Dame, Three Rivers.
 S. DUGAL,
 Assignee.
 Three Rivers, 14th November, 1912. 4774

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 In the matter of Camille Charles, La Tuque, Insolvent.
 Notice is hereby given that, by and order of the court, a first and final dividend sheet has been remade and will be open to objection until the 10th December, 1912, after which date the dividend will be payable at my office, 136, Notre Dame, Three Rivers.
 S. DUGAL,
 Curator.

Office of S. Dugal,
 136, Notre-Dame.
 Three Rivers, 14th November, 1912. 4776

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 In the matter of J. Édouard Lemarier, Précieux-Sang, Insolvent.
 Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be open to objection until the 10th of December, 1912, after which date dividend will be payable at my office.
 S. DUGAL,
 Curator.

Office of S. Dugal, 136, Notre Dame.
 Three Rivers, 14th November, 1912. 4778

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Howard Guile & Co., "Savoy Hotel", Insolvents.
 Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on or after the sixth day of December, 1912.
 ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

60, Notre Dame East, Montreal.
 Montreal, 13th November, 1912. 4770

District of Chicoutimi.

In the matter of Herscovitz & Fisher, Jonquières, Insolvents.
 In virtue of an order of the court, dated 11th of November, 1912, I have been appointed curator to this estate.
 All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.
 J. P. E. GAGNON,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 13th November, 1912. 4758

District of Beauce.

Dallaire & Dallaire, Saint Evariste Station, Beauce county, merchants, have, on the 9th of November, 1912, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Beauce, according to law.
 J. P. E. GAGNON,
 Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 13th November, 1912. 4754

District de Québec.

J. Albert Bernier, de la cité de Québec, marchand-épiciier, faisant affaires sous les nom et raison de "Léon Gaboury, Engd.", a, le 13 novembre 1912, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 13 novembre 1912. 4755

District de Rimouski.

Dans l'affaire de Aboussafy & Cie, Sayabec, Insolubles.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 2 décembre 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 13 novembre 1912. 4759

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 119.

Dans l'affaire du Dr. L. O. Hébert, Ville Saint-Pierre, Qué., Failli.
Avis est par les présentes donné que j'ai préparé un premier et dernier bordereau de dividende, lequel sera payable à mon bureau, au No 72, rue Notre-Dame Est, à Montréal, le ou après le 2 décembre 1912.

G. E. MARTIN,
Curateur.

Bureau de Martin & Sicotte,
72, rue Notre-Dame Est,
Montréal, 16 novembre 1912. 4771

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Stober Bros, marchands, de Montréal, Insolubles ;

et
Kussner Bros, manufacturiers, de Montréal, Requérants.

Avis est par les présentes donné que le 12e jour de novembre 1912, le dit insolvable a fait abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub-gardiens provisoires.

55, Saint-François Xavier, Montréal. 4751

Province de Québec, }
Dist et d'Ottawa. } Cour Supérieure

Dans l'affaire de Oswald Bisson, bijoutier, de Hull, Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le 25 novembre.

J. E. COUTURE,
Curateur.

200, rue Principale,
Hull, 8 novembre 1912. 4731

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire du Club Viger, En liquidation.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 3 décembre 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. A. LANDRY,
Liquidateur.

20, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 6 novembre 1912. 4695

District of Quebec.

J. Albert Bernier, of the city of Quebec, grocer, doing business under the name and style of "Léon Gaboury Regtd.", has, on the 13th of November, 1912, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 13th November, 1912. 5756

District of Rimouski.

In the matter of Aboussafy & Co., Sayabec, Insolvents.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 2nd December, 1912, after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 13th November, 1912. 4760

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 119.

In the matter of Dr. L. O. Hébert, Ville Saint-Pierre, Que., Insolvent.
Notice is hereby given that I have prepared a first and final dividend sheet, which shall be payable at my office, No. 72, Notre Dame East, Montreal, on or after the 2nd day of December, 1912.

G. E. MARTIN,
Curator.

Office of Martin & Sicotte,
72, Notre Dame East, Montreal.
Montreal, 16th November, 1912. 4772

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In the matter of Stober Bros, merchants, of the city of Montreal, Insolvents ;

and
Kussner Bros, manufacturers, of Montreal, Petitioners.

Notice is hereby given that, on the 12th day of November, 1912, the said insolvent has made a judicial assignment for the benefit of his creditors.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub-provisional guardians.

55, Saint François Xavier, Montreal. 4752

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } Superior Court

In the matter of Oswald Bisson, jeweller, Hull, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at my office, on or after the 25th day of November, 1912.

J. E. COUTURE,
Curator.

200 Main street,
Hull, 8th November, 1912. 4732

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In the matter of Club Viger, In liquidation.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 3rd December, 1912, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. A. LANDRY,
Liquidator.

20, Saint James St., Montreal.
Montreal, 6th November, 1912. 4696

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 205.

Dans l'affaire de William Walker, 668, Notre-Dame-Ouest, Montréal, Failli.
 Avis est le présent donné que, le 7^e jour de novembre 1912, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit failli qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.
 J. G. DUHAMEL,
 Curateur.

Bureau de Duhamel & Wilson,
 3, Notre-Dame-Est,
 Montréal, 8 novembre 1912. 4709

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Sophia Stern, Montréal, Faillie.

Avis est par le présent donné que, le 11^e jour de novembre courant, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens de la dite faillie.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite faillie sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.
 WILKS & BURNETT,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett,
 Montréal, 12 novembre 1912. 4733

Province de Québec, }
 District de Pontiac. } *Cour Supérieure*
 No 1349.

Dans l'affaire de Philéas Rochon, Guigues, Insolvable.

Avis est par le présent donné que, le 30^e jour d'octobre 1912, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit insolvable, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains sous trente jours de cette date.

JOSEPH DESAUTELS,
 Curateur.

Chambre 415, Dominion Express Bldg.
 145, rue Saint-Jacques, Montréal.
 Montréal, 12 novembre 1912. 4735

Ventes de Faillite

AVIS DE FAILLITE

Dans l'affaire de Emile Daoust, Montréal, Failli.
 Vente par encan de la propriété, étant la moitié nord-ouest du lot No 175, subdivision du lot No 8, dans le village de la Côte Saint-Louis, appartenant à la susdite succession, MARDI matin, 10 DECEMBRE 1912, au No 453, rue Saint-Jacques, Montréal, P. Q., vente à ONZE heures.

W. T. HOOD,
 Curateur.

Bâtisse de la banque des marchands, Montréal, P. Q.

4711

FRASER BROS,
 Commissaire priseur.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 205.

In the matter of William Walker, 668, Notre-Dame West, Montreal, Insolvent.
 Notice is hereby given that, on the 7th November, 1912, by an order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named insolvent, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

All persons having claims against the said insolvent estate must file the same, duly attested under oath, within 30 days from thereof.
 J. G. DUHAMEL,
 Curator.

Office of Duhamel & Wilson,
 3, Notre-Dame East,
 Montreal, 8th November, 1912. 4710

Province of Quebec. }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 In the matter of Sophia Stern, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 11th day of November instant, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.
 WILKS & BURNETT,
 Joint curators.

Office of Wilks and Burnett,
 Montreal, 13th November, 1912. 4734

Province of Quebec, }
 District of Pontiac. } *Superior Court.*
 No. 1349.

In the matter of Philéas Rochon, Guigues, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 30th day of October, 1912, by order of the court, I was appointed curator to the property of the aforesaid insolvent, who has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this date.

JOSEPH DESAUTELS,
 Curator.

Room 415, Dominion Express Building,
 145, Saint James street, Montreal.
 Montreal, 12th November, 1912. 4736

Insolvent Sales

INSOLVENT NOTICE

In the matter of Emile Daoust, Montreal, Insolvent.
 Auction sale of property, being the half of the north west of lot No. 175 subdivision of the lot No. 8, village of Cote Saint Louis, belonging to the above estate on TUESDAY morning, 10th DECEMBER, 1912, at 453 Saint James St., Montreal, P. Q., sale at ELEVEN o'clock.

W. T. HOOD,
 Curator.

Merchants Bank, Bldg, Montreal, P. Q.

4712

FRASER BROS,
 Auctioneers.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No 1715. }
Dans l'affaire de La Cie Immobilière Champlain,
Ltée, } Cour Supérieure.
En liquidation.

Avis est par le présent donné que, MARDI, le 19 NOVEMBRE 1912, à DIX heures, a. m., suivant ordonnance rendue le onzième jour d'octobre 1912, par l'hon. juge en chef F. X. Lemieux, seront vendus par encan public, à nos bureaux, No 93, rue Saint-Pierre, à Québec :

1° Propriété No 116, rue Saint-Ambroise, 2 logements, cadastral 3-94-1 Notre Dame de Anges, 21-5/6 pieds de front, au sud, 43-1/2 pieds à l'est, 34-8/12 à l'ouest, et 20 pieds au nord, superficies 778 pieds, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, de droit de passage sur le lot 3-94-4 ; sujet aux charges l'affectant et à son entretien en commun avec les co-bénéficiaires, et le droit de mitoyenneté du mur avoisinant le lot 3-94-2 à la charge d'une rente annuelle de \$12.00 (capital \$400.00) acquittée au 29 septembre 1912. Cette rente affecte également les lots 3-94-2 et lot 3-94-3 et est sujette à être divisée en 1/3 par les détenteurs.

La vente de cette propriété est faite, sujette aux baux existants jusqu'au 30 avril 1913, et quitte de taxes au 30 avril 1913. 25% sera payable sur adjudication, la balance lors de la signature de l'acte de l'achat, le délai ne devant pas excéder 30 jours, et portera intérêt à 6% du jour de la vente.

L'acheteur aura l'avantage d'assumer l'obligation grévante la propriété ; sujet au consentement du créancier hypothécaire, au cas où il faut valoir raisons pour réclamer remise de son capital.

L'acquéreur prendra possession le 1er décembre et aura, de cette date droit aux loyers.

La dite vente est faite en vertu et en conformité aux articles 7552 et suivant les statuts refondus de Québec, 1909 et devant avoir l'effet du décret.

Copie des actes de vente et des titres, et le certificat du bureau d'enregistrement sont déposés à nos bureaux, où ils peuvent être examinés.

Les personnes suivantes ont possédé l'immeuble pendant les trois dernières années :

No 1. L'Hôpital-Général,
Ad. Trudel & Cie,
C. J. Laberge,
Cie Immobilière Champlain Ltée.

2° Balance prix de vente due par P. C. Lachance, \$5,929.69 comprenant capital et intérêts, à 6% au 31 d'août 1913, payable par versements mensuelles de \$35.00, à commencer le 1er décembre 1912, aux charges et conditions citées dans l'acte de vente (J. A. Faucher, N. P., 27 novembre 1909, No 919) ; sujette au paiement de l'hypothèque de \$4,000.00, et les intérêts sur icelle à 6%, acquittée au 10 juillet 1912 (Ls. Parent, N. P., 10 juillet 1909, No 1183).

La dite réclamation était garantie par hypothèque sur la propriété No 1030 et autres, rue Saint-Valier, faisant partie du lot No 2103, du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur, 64 1/2 pieds front sur la rue Saint-Valier, 34 pieds dans la ligne nord sur 85 pieds de profondeur ligne ouest, et environ 91 pieds dans la ligne nord-est, formant une superficie de 4186 mesure anglaise, sans garantie de mesure précise—circonstances et dépendances.

Le dit immeuble sujet à une rente annuelle de \$58.60. (Capital \$1,465.10), payable d'avance le 1er d'août à l'Hôpital du Sacré-Cœur, acquittée au 31 juillet 1913, et aux taxes civiques, acquittée au 30 avril 1913.

3° Balance prix de vente due par madame Louis Picard, \$1,755.57, comprenant capital et intérêts à 6% au 30 avril 1913, payable par versement mensuels de \$17.00, à commencer le 1er décembre

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
No. 1715. }
In the matter of "La Cie Immobilière Champlain,
Limitée", } Superior Court.
In liquidation.

Notice is hereby given that, TUESDAY, 19th NOVEMBER, 1912, at TEN o'clock a. m., in execution of judgement rendered on the eleventh day of October, 1912, by His Honor the chief justice Lemieux, will be sold by public auction, at our offices, No. 93, Saint Peter street, Quebec :

1. Property No. 116, Saint Ambrose street, 2 dwellings, cadastral No. 3-94-1 Notre-Dame des Anges, 21-5/6 feet, front, on the south, 43-1/2 feet on the east, 34-8/12 feet, on the west and 20 feet on the north, area 778 square feet, more or less—with buildings thereon erected, also the right of way on the lot 3-94-4 ; subject to the fixed and maintenance charges on said lot in common with the co-beneficiaries and the party right, (droit de mitoyenneté) on wall bordering lot 3-94-2.

The sale of the property is made subject to lease to 30th April, 1913, and free of taxes to 30th April, 1913.

25% of purchase price to be deposited on adjudication, balance bearing 6% interest, from the date of the sale, upon signing of the deed, which shall not be delayed longer than thirty days.

The purchaser having the advantage of assuming the mortgage on property subject to the mortgage's consent should he show cause why he could claim the reimbursement of his capital.

Purchaser to take possession of premises on 1st December, and to be from that date entitled to the rent.

This sale is made in virtue of and pursuant to articles 7552 and following of the revised statutes of Quebec, 1909, and to have the same effect as if made by the sheriff (effet du décret).

Copy of the deeds and titles and the certificate of registry office are deposited at our offices where they can be examined.

The following person or persons have, for the last three years, had possession of the above property :

No. 1. L'Hôpital Générale de Québec.
Ad. Trudel & Cie.
C. J. Laberge.
La Cie Immobilière Champlain Ltée.

2. Balance price of sale due by P. C. Lachance, \$5,929.69, being capital and interest at 6% to 31st August 1913, payable by monthly payments of \$35.00 from 1st December, 1912, subject to the condition of the deed sale (J. A. Faucher, N. P., 27th November, 1909, No. 919) and to the payment of a mortgage of \$4,000.00 and of the interest thereon at 6% paid to 10th July, 1912, (Ls. Parent, N. P., 10th July, 1909, No. 1183). Said debt is guaranteed by mortgage on property No. 1030 and others on Saint Valier street, being part of the lot No 2103, of the cadastral of the parish of Saint Sauveur, 64 1/2 feet front on Saint Valier street, 34 feet on the north line by 85 feet depth in the line west and about 91 feet in the line north east representing an area of 4186 square feet, English measure, without any guarantee as to exact measurements—with buildings thereon erected.

The said property being subject to an annual ground rent of \$58.60 (capital \$1,465.10), payable in advance to l'Hôtel Dieu du Sacré-Cœur, paid to 31st July, 1913, and to the civic taxes paid to 30th April, 1913.

3. Balance price of sale due by Mrs. Ls. Picard, \$1,755.57, being capital and interest at 6% to 30th April, 1913, payable by monthly payments of \$17.00 from 1st December, 1912, at the conditions stipulated.

1912 : Aux charges et conditions citées dans l'acte de vente (J. A. Faucher, N. P., 2 mai 1910, No 1040), et notamment celles de payer à même les remises mensuelles les taxes et charges civiques, acquittées au 30 avril 1913 les rentes seigneuriales acquittées au 1er mai 1912, la prime d'assurance payée au 1er mars 1913 : sujette au paiement de l'hypothèque de \$700 00 et des intérêts sur icelle à 6%, acquittés au 15 juillet 1912, (L. C. Jacques, N. P., 4 février 1910, No 1021.)

La dite réclamation étant garantie par hypothèque sur la propriété No 99, rue Marie de l'Incarnation, étant le lot No 2218, du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur, 40 pieds de front sur 60 pieds de profondeur, mesure anglaise et sans garantie de mesure—circonstances et dépendances.

Le dit immeuble sujet à une rente de \$8 00, (Capital \$133.33), payable le 1er mai, en faveur des Dames Ursulines.

4° Balance prix de vente due par J. L. O. Proulx, \$2604 52, comprenant capital et intérêts à 6% au 30 avril 1913, payable par versements mensuels de \$18 00, à commencer le 1er décembre 1912, aux charges et conditions citées dans l'acte de vente (Robert Trudel, N. P., 12 oct. 1912, No 78), sujette au paiement de l'hypothèque de \$1800 00 et des intérêts sur icelle à 6%, acquittés au 10 juillet 1912. (Jos. Allaire, N. P., 12 janvier 1910, No 14505)

La dite réclamation étant garantie par hypothèque sur la propriété No 9, rue Chevrrière, connue et désignée sous le numéro 57 des subdivisions du lot 3 du cadastre pour Notre-Dame des Anges—circonstances et dépendances.

Le dit immeuble sujet à une rente seigneuriale annuelle de \$10.20 (capital \$340.00) payable à l'Hôpital Général de Québec, acquittée au 29 sept. 1912 et aux taxes civiques, acquittée au 30 avril 1913.

5° Balance prix de vente due par M^{me} J. L. O. Proulx, \$5152 79, comprenant capital et intérêts au 30 avril 1913, payable par versements mensuels de \$35.00, à commencer le 1er décembre 1912, aux charges et conditions citées dans l'acte de vente, (J. A. Faucher, N. P., 12 mai 1909, No 836) ; sujette au paiement de l'hypothèque de \$3000 00 et des intérêts sur icelle à 6%, acquittés au 18 juillet 1912. (G. A. Paradis, N. P., 18 janv. 1909, No 9244.)

La dite réclamation étant garantie par hypothèque sur la propriété No 43, avenue Parent, connue et désignée sous le No 51, des subdivisions du lot 3 du cadastre pour la paroisse Notre-Dame des Anges, 35 pieds de front sur l'avenue Parent, 60 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, avec en outre, droit de passage en voiture pour les provisions seulement, sur le lot No 57, des subdivisions du lot 3, Notre-Dame des Anges.

Le dit immeuble sujet à une rente seigneuriale annuelle de \$15.00 (capital \$500.00), acquittée au 29 septembre 1912, et payable à l'Hôpital Général de Québec, et aux taxes civiques acquittées au 30 avril 1913, 25% du prix de vente devra être déposé sur adjudication, et la balance portant intérêt à 6% du jour de la vente, sera payable lors de la signature de l'acte de vente qui devra être préparé dans un délai n'excédant pas 30 jours.

Copies des actes de vente et des titres et le certificat du bureau d'enregistrement, seront déposés à nos bureaux où ils pourront être examinés.

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

Bureaux : 93, rue Saint-Pierre, Québec.

LOUIS DESCHENES,
Commissaire priseur.

4451.2

ated in the deed of sale (J. A. Faucher, N. P., 2nd May, 1910, No 1040), and among these that of paying out of the monthly payments, the taxes and the civic charges paid to 30th April, 1913, the ground rent paid to 1st May, 1912, the insurance premium paid to 1st March, 1913, subject to the payment of a mortgage of \$700.00 and of the interest thereon at 6% paid to 15th July, 1912, (L. C. Jacques, N. P., 4th Feb., 1910, No. 1021).

Said debt being secured by mortgage on property No. 99, Marie de l'Incarnation street, being lot No. 2218, of the cadastral of Saint Sauveur, 40 feet front and 60 feet depth, english measure, but without guarantee as to measurements—together with buildings thereon erected.

Said property being subject to an annual ground rent of \$8 00 (capital \$133 33), payable on 1st May, to the Ursulines.

4. Balance price of sale due by J. L. O. Proulx, \$2604 52, being capital and interest at 6% to 20th April, 1913, payable by monthly instalments of \$18.00 from 1st December, 1912, at the conditions stated in the deed of sale, (Robert Trudel, N. P., 12th October, 1912, No. 78), subject to the payment of a mortgage of \$1800.00 and of the interest thereon at 6% paid to 10th July, 1912. (Jos. Allaire, N. P., 12th January, 1910 No. 14505.)

Said claims being guaranteed by a mortgage of property No. 9, Chevrrière street, being No. 57 of the subdivision of lot 3 of the cadastre of Notre Dame des Anges—with buildings thereon erected.

Said property subject to an annual ground rent of \$ 0.20 (capital \$340.00), payable to l'Hôpital Générale de Québec paid to 29th Sept., 1912 and to the civic taxes, paid to 30th April, 1913.

5. Balance due on price of sale by Mrs. J. L. O. Proulx, \$5 152 75, being capital and interest of 6% to 30th April, 1913, payable by monthly instalments of \$35 00 from 1st December, 1912, at the conditions stated in the deed of sale (J. A. Faucher, N. P., 12th May, 1909, No. 836), subject to the payment of mortgage of \$3000.00 and of the interest thereon at 6% paid to 18th July, 1912. (J. A. Paradis, N. P., 10th January, 1909, No. 9244.)

Said claim is guaranteed by mortgage on property No. 43, Parent avenue, being number 51, of the subdivision of lot 3 of the cadastre of Notre Dame des Anges, 35 feet front, on Parent avenue, 60 feet depth, english measure, more or less with buildings thereon erected—together with the right way for vehicles carrying provisions only, on number 57 of the subdivision of lot No. 3, Notre Dame des Anges.

Said property is subject to an annual ground rent of \$25 00. (Capital \$500 00), paid to 29th September, 1912, and payable to l'Hôpital Générale de Québec and to the civic taxes paid to 30th April, 1913, 25% of the purchase price to be deposited in adjudication, the balance bearing interest at 6% from the date of sale, to be payable upon signing the deeds which will be prepared within a delay not to exceed 30 days.

Copies of the deeds and titles and the registry office's certificate are deposited at our offices where they may be examined.

LARUE & TRUDEL,
Liquidators.

Offices : 93, Saint Peter street, Québec.

L. DESCHENES,
Auctioneer.

4452

Ordre de Cour

Province de Québec, }
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 No. 249.
 Trois-Rivières, le huitième jour de novembre,
 mil neuf cent douze.
 En chambre présent : Sa Seigneurie M. le juge
 F. S. Tourigny, J. C. S.
 J. A. Rousseau, Demandeur ;
 vs
 Lactance Gauthier, commerçant et propriétaire
 de moulin de la paroisse de Saint-Rémi du
 Lac au Sablé, district de Québec,
 Défendeur ;
 &
 Hercule Paquette, Tiers-saisi,
 &
 Le dit Jeffrey Alexandre Rousseau,
 Contestant.

Sur la requête du contestant alléguant qu'en vertu du jugement rendu en cette cause, le seize février, mil neuf cent douze, sur la contestation liée entre le tiers-saisi et le contestant, il a été enjoint au dit tiers-saisi de déposer au greffe de cette cour, la somme de dix-huit cents piastres et intérêts pour être remis et distribués à qui de droit, et en conformité au dit jugement, le dit tiers-saisi a depuis déposé la somme de dix-neuf cent vingt-huit piastres et quarante cents ;

Il est enjoint aux créanciers du dit défendeur de produire leurs réclamations au bureau du protonotaire, dans le district des Trois-Rivières, dans les quinze jours de la date de la première insertion des présentes.

Par ordre,
 Signé, DELOTTINVILLE & PROVENCHER,
 Protonotaire C. S. district des Trois-Rivières.
 Tessier & Lacoursière,
 Procureurs du contestant. 4697

Licitation

Province de Québec, }
 District de Saint François. } *Cour Supérieure.*
 No. 99.
 Dame Mary Ann Côté et vir, Demandeurs ;
 vs
 Jean B. E. A. Côté et al, Défendeurs.
 Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Saint-François, le trentième jour de septembre mil neuf cent douze, dans une cause dans laquelle Dame Mary Ann Côté, du canton de Weedon, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Israël Bourque, cultivateur, du canton de Weedon, et le dit Israël Bourque, pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, sont Demandeurs ; Jean-Baptiste Eusèbe Arthur Côté, Dame Marie Mathilde Boraniar Côté, épouse de Herbert Alcott, et le dit Herbert Alcott pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, Marie Elise Alx Luxina Côté, épouse de Israël Lapierre, et le dit Israël Lapierre pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, Oslas Olivier Côté, Jean-Baptiste Damase Emérille Côté, Marie Elizabeth Côté, épouse de Napoléon Rondeau, et le dit Napoléon Rondeau pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, Marie Angéline Côté, épouse de

Order of the Court

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No. 249.
 Three Rivers, the eight November, one thousand nine hundred and twelve.
 Present in chamber : His Lordship Mr. Justice
 F. S. Tourigny, J. S. C.
 J. A. Rousseau, Plaintiff ;
 vs
 Lactance Gauthier, trader and mill proprietor,
 of the parish of Saint Rémi, du Lac au Sablé,
 district of Quebec, Defendant ;
 &
 Hercule Paquette, Garnishee ;
 &
 The said Jeffrey Alexandre Rousseau,
 Contestant.

Upon the request of the Contestant alleging that in virtue of the judgment rendered in this case on the sixteenth day of February, one thousand nine hundred and twelve, upon the contestation bound between the garnishee and the contestant, it has been ordered to the said garnishee to deposit at the prothonotary's office of this Court, the sum of one thousand eight hundred dollars and interests to be remitted and distributed according to law, and that in conformity to the said judgment, the said garnishee has deposited the sum of one thousand nine hundred and twenty eight dollars and forty cents ;

It is required to the creditors of the said defendant to file their claims at the prothonotary's office, in the district of Three Rivers, at the city of Three Rivers, within fifteen days from the date of the first insertion of these presents.

By order,
 Signé, DELOTTINVILLE & PROVENCHER,
 Prothonotary S. C., district of Three Rivers.
 Tessier & Lacoursière,
 Attorneys for contestant. 4698

Licitation

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 No. 99.
 Dame Mary Ann Côté et vir, Plaintiff ;
 vs
 Jean B. E. A. Côté et al, Defendants.
 Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting in and for the district of Saint Francis, on the thirtieth day of September, 1912, in a cause in which Dame Mary Ann Côté, of the township of Weedon, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Israël Bourque, farmer, of the township of Weedon, and the said Israël Bourque, to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, are Plaintiffs : Jean Baptiste Eusèbe Arthur Côté, Damae Marie Mathilde Boraniar Côté, Côté, Dame Marie Mathilde Boraniar Côté, Alcott, to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, Marie Elise Alx Luxina Côté, wife of Israël Lapierre, and the said Israël Lapierre, to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, Oslas Olivier Côté, Jean Baptiste Damase Emérille Côté, Marie Elizabeth Côté, wife of Napoléon Rondeau, and the said Napoléon Rondeau, to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, Marie Angéline Côté, wife of Willie Vincent,

Willie Vincent, et le dit Willie Vincent pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, tous ces défendeurs et défenderesses ci-devant du canton de Weedon, et maintenant absent aux Etats-Unis d'Amérique, Marie Rose Blanche Côté, épouse de Victor Vincent, et le dit Victor Vincent pour autoriser sa dite épouse à ester en justice, Louis Moïse Côté, Marie-Louise Côté, fille majeure et usant de ses droits, tous ces défendeurs ci-devant du canton de Weedon et maintenant aux états-unis d'Amérique, Marie Flore Côté, épouse de Ovilla Vachon, tous deux du canton de Weedon, et le dit Ovilla Vachon pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, tous deux mineurs émancipés de Joseph Vachon en sa qualité de curateur au dit Ovilla Vachon et à la dite Dame Marie Flore Côté, Louis Brunelle, du canton de Weedon, district de Saint-François, en sa qualité de tuteur dument nommé à Marie Rosalie Eugénie Côté, Emélie Côté, Jean Sauveur Côté, Marie Joséphine Côté, enfants mineurs de feu Jean-Baptiste Côté et de feu Rosalie Bouffard, ci-devant du dit canton de Weedon, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

Deux lots de terre connus et désignés comme étant le lot numéro quatorze A (14A), sur les plan et livre de renvoi officiels du premier rang du canton de Weedon, et le lot numéro quinze B (15 B), sur les plan et livre de renvoi officiels du premier rang du canton de Weedon—avec les bâtisses sus érigées, circonstances et dépendances.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain, 1912, à DIX heures du matin, dans la salle d'audience du palais de justice, à la cité de Sherbrooke, district de Saint-François; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

PANNETON & LEBLANC,

Avocats des demandeurs.

Sherbrooke, 5 octobre 1912. 4609

[Première publication, 9 novembre 1912.]

and the said Willie Vincent, to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, all the said defendants heretofore of the township of Weedon, and presently absentees in the united states of America, Marie Rose Blanche Côté, wife of Victor Vincent, and the said Victor Vincent, to authorize his said wife "à ester en justice," Louis Moïse Côté, Marie Louise Côté, spinster, in the exercise of her rights, all the said defendants heretofore of the township of Weedon, and now in the United States of America, Marie Flore Côté, wife of Ovilla Vachon, both of the township of Weedon, and the said Ovilla Vachon to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, both emancipated minors, and Joseph Vachon in his capacity of curator to the said Ovilla Vachon and the said Dame Marie Flore Côté, Louis Brunelle, of the township of Weedon district of Saint Francis, in his capacity of duly appointed tutor to Marie Rosalie Eugénie Côté, Emélie Côté, Jean Sauveur Côté, Marie Joséphine Côté, minor children of the late Jean Baptiste Côté and of the late Rosalie Bouffard, heretofore of the said township of Weedon, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows :

Two lot of land known and designated as being number fourteen A (14 A), on the official plan and book of reference of the first range of the township of Weedon, and lot number fifteen B (15 B), on the official plan and book of reference of the first range of the township of Weedon—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The immoveables hereinabove described will be put at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the ELEVENTH day of DECEMBER next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house, in the city of Sherbrooke, district of Saint Francis; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

PANNETON & LEBLANC,

Attorneys for plaintiffs.

Sherbrooke, 5th October, 1912. 4610

[First published, 9th November, 1912.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Beauce, à savoir: } A. TURGEON ET AL. Demandeurs; vs JOSEPH ROY, Défendeur.

1° Le lot connu et désigné comme étant le numéro quatre-vingt-dix huit (98), au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Malachie—circonstances et dépendances.

2° Le lot connu et désigné comme étant le numéro cent trente-huit (138), au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Malachie—circonstances et dépendances.

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Québec.

Beauce, to wit: } A. TURGEON ET AL. Plaintiffs; vs JOSEPH ROY, Defendant.

1. The lot known and designated under number ninety eight (98), on the official cadastre for the parish of Saint Malachie—circumstances and dependencies.

2. The lot, and designated under number one hundred and thirty eight (138), on the official cadastre for the parish of Saint Malachie—circumstances and dependencies.

3° Un terrain de deux arpents de front sur environ vingt arpents de profondeur, situé dans le onzième rang du canton de Frampton, connu et désigné comme étant partie du lot numéro deux cent soixante-quinze (275), au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Malachie—circonstances et dépendances ; sauf et excepté un lopin de terre de deux arpents sur dix de profondeur, tel que clôturé, avec droit de païser de l'eau sur le résidu du lot No 275.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Malachie, comté de Dorchester, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Saint-Joseph, Beauce, 12 novembre 1912.
[Première publication, 16 novembre 1912]. 4761

3. A lot of land of two arpents in front by twenty arpents in depth, situated in the eleventh range of the township of Frampton, known and designated as being part of lot number two hundred and seventy five (275), on the official cadastre for the parish of Saint Malachie—circumstances and dependencies ; save and except a tract of land of two arpents in front by ten arpents in depth, as fenced, with right of drawing water from the remainder of lot No. 275.

To be sold at the church door of the parish of Saint Malachie, county of Dorchester, the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Joseph, Beauce, 12th November, 1912
[First published, 16th November, 1912]. 4762

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—Comté de Gaspé.

Province de Québec, }
District de Gaspé, } **D**ANS l'affaire de
Comté de Gaspé, } CHARLES BRIEN,
Percé, à savoir : } ci-devant résidant à
No 829. } Gaspé Harbour, dans la
municipalité de York,

en le comté de Gaspé, manufacturier de bois, insolvable, et JAMES THOMAS TUZO, de Percé, en le dit comté, curateur.

1. L'immeuble situé dans le canton de la Baie de Gaspé-Nord, en le comté de Gaspé, comprenant les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 du rang A, aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton.

2. L'immeuble situé à l'Anse au Griffon, dans le premier rang nord du canton du Cap Rosiers, en le comté de Gaspé, comprenant les numéros 6-i et 6-m du dit premier rang nord, aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, ainsi que la partie du numéro 6-o du dit premier rang, comprise dans les limites suivantes, savoir : commençant au coin du chemin que mène au pont de l'Anse au Griffon et du chemin du portage de l'Anse au Griffon, et mesurant sur le front du dit chemin du portage 320 pieds, de là, courant au sud jusqu'à la rivière une distance 254 pieds, de là, suivant le cours de la dite rivière à l'est jusqu'au numéro 6-p, le dit morceau ; borné à l'est par le dit numéro 6-p et le chemin du pont de la dite rivière de l'Anse au Griffon.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint Joseph de l'Anse au Griffon, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain 1912, à ONZE heures du matin.

JAS. T. TUZO,
Shérif.

Bureau du shérif,
Percé, 8 novembre 1912.
[Première publication, 16 novembre 1912.] 4703

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—County of Gaspé.

Province of Québec, }
District of Gaspé, } **I**N the matter of
County of Gaspé, } CHARLES BRIEN,
Percé, to wit : } heretofore residing at
No. 829. } Gaspé Harbour, in the
municipality of York,

in the county of Gaspé, lumber manufacturer, insolvent, and JAMES THOMAS TUZO, of Percé, in the said county, curator.

The immoveable situate in the township of Gaspé Bay North, in the county of Gaspé, comprising the numbers 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 and 9 of range A, in the official plan and book of reference of the said township.

2. The immoveable situate at l'Anse au Griffon, in the first north range of Cap Rosiers, in the county of Gaspé, comprising the numbers 6-i and 6-m, of the said first north range on the official plan and book of reference of the said township, and also the part of number 6-o of the said first range, comprising within the following limits, to wit : commencing at the corner of the road leading to the bridge of l'Anse au Griffon and the l'Anse au Griffon portage road, and measuring on the front of the said portage road 320 feet, thence, running southerly to the river a distance of 254 feet, thence, following the course of the said river easterly to the number 6-p, the said parcel being ; bounded on the east by the said number 6-p, and the bridge road of the said river of l'Anse au Griffon.

To be sold at the church door of the parish at Saint Joseph de l'Anse au Griffon, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JAS. T. TUZO,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, 8th november 1912.
[First published, 16th November, 1912.] 4704

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour supérieure. — District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **ARTHUR MAILHOT**,
No 3549. } **A** marchand, des cité et
district de Montréal. Demandeur ; contre les terres
et tenements de **E. RIVET**, du même lieu, Défendeur.

1° Un lot de terre—avec bâtisses sis et situé dans la ville de Maisonneuve ; borné en front par la rue Ontario, connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et trois, de la subdivision du lot officiel numéro quatre (4-263), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

2° Un autre lot de terre—avec bâtisses situé dans la ville de Maisonneuve ; borné en front par la rue Ontario, connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et quatre, de la subdivision du lot officiel numéro quatre (4-264), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

3° Un autre lot de terre—avec bâtisses sis et situé dans la ville de Maisonneuve ; borné en front par la rue Ontario, connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et cinq, de la subdivision du lot officiel numéro quatre (4-265), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

4° Un autre lot de terre—avec bâtisses situé dans la ville de Maisonneuve ; borné en front par la rue Ontario, connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et six, de la subdivision du lot officiel numéro quatre (4-266), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

5° Un autre lot de terre—avec bâtisses sis et situé dans la ville de Maisonneuve ; borné en front par la rue Ontario, connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et sept, de la subdivision du lot officiel numéro quatre (4-267), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le **DIX-NEUVIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 13 novembre 1912. 4785
[Première publication, 16 novembre 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour supérieure. — District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JULES ETHIER**, Deman-
No 2499. } **J** deur ; contre les terres et
tenements de **G. THOUIN**, et maintenant en la
possession de **J. A. Archambault** nommé curateur
au délaissement fait en cette cause par le dit Dé-
fendeur.

Trois lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous les numéros dix-neuf cent cinquante-neuf, dix-neuf cent soixante et dix-neuf soixante et un, de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-huit (148-1959, 1960 et 1961), sur lequel les lots sont actuellement construites quatre maisons de trois étages en bois et briques, comprenant douze logements ; borné en front par la rue Wurtele, à Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le **DIX NEUVIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 13 novembre 1912. 4783
[Première publication, 16 novembre 1912.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court. — District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **ARTHUR MAILHOT**,
No. 3549. } **A** merchant, of the city
and district of Montreal, Plaintiff ; against the
lands and tenements of **E. RIVET**, of the same
place, Defendant.

1. A lot of land—with buildings thereon, being and situate in the town of Maisonneuve ; bounded in front by Ontario street, known and designated under number two hundred and sixty three, of the subdivision of official lot number four (4-263), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

2. Another lot of land—with buildings thereon, situate in the town of Maisonneuve ; bounded in front by Ontario street, known and designated under number two hundred and sixty four, of the subdivision of official lot number four (4-264), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

3. Another lot of land—with buildings thereon, being and situate in the town of Maisonneuve ; bounded in front by Ontario street, known and designated under number two hundred and sixty five, of the subdivision of official lot four (4-265), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

4. Another lot of land—with buildings thereon, situate in the town of Maisonneuve ; bounded in front by Ontario street, known and designated under number two hundred and sixty six, of the subdivision of official lot four (4-266), of the official plan and book on reference of the incorporated village of Hochelaga.

5. Another lot of land—with buildings thereon, being and situate in the town of Maisonneuve ; bounded in front by Ontario street, known and designated under number two hundred and sixty seven, of the subdivision of official lot number four (4-267), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **NINETEENTH** day of **DECEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff office, Shérif.
Montreal, 13th November, 1912. 4786
[First published, 16th November, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court. — District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **JULES ETHIER**, Plaintiff ;
No. 2499 } **J** against the lands and tene-
ments of **G. THOUIN**, and now in possession of **J. A. Archambault**, appointed curator to the judicial
abandonment made in this cause by the said De-
fendant.

Three lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, under the numbers one thousand nine hundred and fifty nine, one thousand nine hundred and sixty and one thousand nine hundred and sixty one, of the official subdivision of lot number one hundred and forty eight (148-1959, 1960 and 1961), on which lots are actually erected four three story wood and brick houses, containing twelve apartments ; bounded in front by Wurtele street, in Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **NINETEENTH** day of **DECEMBER** next, at **TWO** o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 13th November, 1912. 4784
[First published, 16th November, 1912.]

18 NOV 1912

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **D**AME ELIZABETH ANN
No 1478. } **A**NN RYAN, des cité
et district de Montréal, épouse séparée de biens de
Narcisse P. Bédard, agent du même lieu, et de ce
dernier dûment autorisée à l'effet des présentes, la
dite Dame E. A. Ryan, faisant affaires comme ma-
îtresse de pension, avec l'autorisation de son dit
époux, Demanderesse ; contre OSCAR GIBEAU,
du même lieu, agent et commerçant, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans la ville de
Montréal-Est ; borné en front par l'avenue Saint-
Joseph, et connu et désigné comme étant le lot nu-
méro trois cent quatre-vingt quinze, de la subdivi-
sion du lot officiel numéro quatre-vingt-deux, des
plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la
Pointe-aux-Trembles—sans bâtisses.

2° Un lot de terre sis et situ au même lieu, for-
mant le coin de l'avenue Saint-Joseph et de la rue
Ontario, connu et désigné comme étant le lot nu-
méro trois cent cinquante-neuf, de la subdivision du
lot officiel numéro quatre-vingt-deux (82-359), des
même plan et livre de renvoi officiels—sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
Montréal, le DOUZIEME jour de DECEMBRE
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 6 novembre 1912. 4457.2
Première publication, 26 octobre 1912, est nulle.
[Première publication, 9 novembre 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **D**AME ELIZABETH ANN
No. 1478. } **A**NN RYAN, of the city and
district of Montreal, wife separated as to property
of Narcisse P. Bedard, agent, of the same place,
and by the latter duly authoriz-d for the purposes
hereof, the said Dame E. A. Ryan, carrying on
business as a boarding house keeper, with the
authorization of her husband, Plaintiff ; against
OSCAR GIBEAU, of the same place, agent and
trader, Defendant.

1. A lot of land being and situate in the town of
Montreal East ; bounded in front by Saint Joseph
avenue, and known and designated as being the lot
number three hundred and ninety five, of the sub-
division of the official lot number eighty two, of the
official plan and book of reference of the parish of
Pointe aux Trembles—without buildings.

2. A lot of land being and situate in the same
place, forming the corner of Saint Joseph avenue
and Ontario street, known and designated as being
the lot number three hundred and fifty nine, of the
subdivision of the official lot number eighty
two (82-359), of the same official plan and book of
reference—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWELFTH day of DECEMBER next, at
TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 6th November, 1912. 4458
First publication, 26th October, 1912, is null.
[First published, 9th November, 1912.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
le TERRIS et HERITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieu respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **W**ILBROD HUOT ; contre
No 1816. } **L**ES HERITIERS de
feu Théodule Rousseau, à savoir :

Le lot No 7 (sept), du cadastre officiel pour la
paroisse de Saint-Colomb de Sillery, étant un em-
placement situé place appelée Côte-à-Gignac—
avec les bâtisses dessus construites, circonstances
et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Colomb de Sillery, comté de Québec,
le VING TIEME jour de DECEMBRE prochain, à
ONZE heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif. Député shérif.
Québec, 14 novembre 1912. 4765
[Première publication, 16 novembre 1912.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**AME JOSEPHINE
No 809. } **P**ATRY ; vs ARTHUR
GOULET, à savoir :

Le lot No 1784 (mille sept cent quatre-vingt-
quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de
Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement
situé sur la rue Châteauguay—avec les bâtisses
dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Québec, le DIX-NEUVIEME jour de DECEM-
BRE prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif, Député shérif.
Québec, 14 novembre 1912. 4763
[Première publication, 16 novembre 1912.]

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective time
and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **W**ILBROD HUOT ; against
No 1816. } **T**HE HEIRS of the late
Théodule Rousseau, to wit :

Lot number seven (7), of the official cadastre for
the parish of Saint Colomb de Sillery, being and
emplacement situate at a place called Côte à Gi-
gnac—with the buildings erected thereon, circum-
stances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Colomb de Sillery, county of Quebec, on the
TWENTIETH day of DECEMBER next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office. Deputy sheriff.
Québec, 14th November, 1912. 4766
[First published, 16th November, 1912.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **D**AME JOSEPHINE
No 809. } **P**ATRY ; vs. ARTHUR
GOULET, to wit :

Lot No. 1784 (one thousand seven hundred and
eighty-four), of the official cadastre of the parish
of Saint Sauveur of Quebec, being an emplacement
situate on Chateauguay street—with buildings
erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on
the NINETEENTH day of DECEMBER next, at
TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Québec, 14th November, 1912. 4764
[First published, 16th November, 1912.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } DAME LEA CLOUTIER ;
No 799. } contre AURELE GRON-
DIN, à savoir :

1^o Le lot No 99 (quatre-vingt-dix-neuf), de la subdivision du lot No 2102 (deux mille cent deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé coin des rues Bigaouette et Saint-Alexis—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de \$14.00, au capital de \$350.00, payable d'avance le premier août chaque année, à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, de Québec.

2^o Le lot No 76 (soixante et seize), de la subdivision du lot No 2102 (deux mille cent deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un terrain situé coin des rues Bigaouette et Saint-Antoine—circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de \$20.00, au capital de \$500.00, payable d'avance le premier août de chaque année, à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, de Québec.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif, Québec, 24 octobre 1912. Député shérif. 4465.2
[Première publication, 26 octobre 1912.]

Ventes par le Shérif—Roberval

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

District de Chicoutimi, { FRANCOIS BERNARD, à savoir : No 3782. } Demandeur ; vs THE JAMES BAY & EASTERN RAILWAY, Défendesse.

Une lisière de terrain, appartenant à The James Bay & Eastern Railway Company, corporation ayant le siège principal de ses affaires en la cité de Toronto, constituant le droit de passage du chemin de fer James Bay & Eastern, tel que localisé et actuellement en construction à travers les lots connus et désignés sous les numéros quatorze A (14 a), quatorze B (14 b), quinze (15) seize (16), dix-sept (17), dix-huit A (18 a), dix huit B (18 b), dix-neuf (19), vingt (20), vingt-quatre B (24 b), vingt-cinq (25), vingt-six A (26 a), vingt-sept A (27 a), vingt-sept B (27 b), vingt-huit (28) et vingt-neuf (29), du premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Ashuapmouchouan, mesurant cent pieds de largeur sur la longueur qui peut se trouver à partir de la ligne de division entre les lots numéros treize D et quatorze A, jusqu'à la ligne de division entre les lots numéros vingt et vingt et un, et à partir de la ligne de division entre les lots numéros vingt quatre A et vingt-quatre D, jusqu'à la ligne de division entre les lots numéros vingt-neuf et trente, du premier rang du dit cadastre, le tout tel que décrit au plan du dit chemin de fer déposé au bureau de la deuxième division d'enregistrement du comté du Lac Saint-Jean, à Roberval.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Prime, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du Shérif, Roberval, 22 octobre 1912. Shérif. 4463.2
[Première publication, 26 octobre 1912.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } DAME LEA CLOUTIER ;
No. 799. } against AURELE GRON-
DIN, Defendant, to wit :

1. Lot No. 99 (ninety nine), of the subdivision of lot No. 2102 (two thousand one hundred and two), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being an emplacement situated at the corners of Bigaouette and Saint-Alexis streets—with buildings erected thereon, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of \$14.00, on a principal of \$350.00, payable in advance to the Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, on the first day of August of each year.

2. Lot No. 76 (seventy-six), of the subdivision of lot No. 2102 (two thousand one hundred and two), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur, being a lot of land situated at the corners of Bigaouette and Saint-Antoine streets—circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of \$20.00 on a principal of \$500.00, payable in advance to the Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, on the first day of August of each year.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY NINTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office, Québec, 24th October, 1922. Deputy sheriff. 4466
[First published, 26th October, 1912.]

Sheriff's Sales—Roberval

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

District de Chicoutimi, { FRANCOIS BERNARD, to wit : No. 3782. } Plaintiff ; vs THE JAMES BAY & EASTERN RAILWAY, Defendant.

A strip of land belonging to The James Bay and Eastern Railway Company, a corporation having its chief place of business in the city of Toronto, constituting the right of way of The James Bay and Eastern Railway as localized and actually in construction through the lots known and designated under the numbers fourteen A (14 A), fourteen B (14 B), fifteen (15), sixteen (16), seventeen (17), eighteen A (18 A), eighteen B (18 B), nineteen (19), twenty (20), twenty four B (24 B), twenty five (25), twenty six A (26 A), twenty seven A (27 A), twenty seven B (27 B), twenty eight (28) and twenty nine (29), of the first range on the official plan and book of reference of the cadastre of the township Ashuapmouchouan, measuring one hundred feet in width by the length there may be from the division line between the lots numbers thirteen D and fourteen A, to the division line between the lots numbers twenty and twenty one, and from the division line between the lots numbers twenty four A and twenty four B, to the division line between the lots numbers twenty nine and thirty, of the first range of the said cadastre, the whole as described on the plan of the said railway filed in the office of the second registration division of the county of Lake Saint John, at Roberval.

To be sold at the church door of Saint-Prime, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Roberval, 22nd October, 1912. Sheriff. 4464
[First published, 26th October, 1912.]

FIERI FACIAS.

District de Chicoutimi, } **ALEXANDRE ST.**
à savoir : No 3814. } **GERMAIN**, Deman-
deur ; vs **GAMELISE ROBERGE**, Défendeur.

Un emplacement situé à Saint-Méthode, au nord-est du chemin public du quatrième rang, mesurant cent pieds de front sur la profondeur qu'il y a du chemin susdit à la rivière Picouabé, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt et un (21), du quatrième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Parent ; borné au sud-ouest au chemin de front susdit, en profondeur à la rivière Picouabé, tenant au sud-est à Uldéric Roberge, et au nord-ouest à Napoléon Gaudreault—avec bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Méthode, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

GEO. LEVESQUE,
Bureau du shérif, Shérif.
Roberval, 22 octobre 1912. 4453.2
[Première publication, 26 octobre 1912].

FIERI FACIAS.

District de Chicoutimi, } **THE MATHEW MOO-**
à savoir : No 1444. } **DY & SONS CO.,**
LIMITÉ, de Terrebonne, Demanderesse ; contre
EUGENE PAQUETTE, Défendeur.

Un emplacement faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois (3) du rang six, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dufferin—avec bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances ; le dit emplacement comprend environ un demi arpent de front sur un arpent de longueur.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Doré, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

GEO. LEVESQUE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Roberval, 22 octobre, 1912. 4455.2
[Première publication, 26 octobre 1912].

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint François.
Saint-François, à savoir : } **GEORGE N. LA-**
No 152. } **MOUREUX**, De-
mandeur ; contre **R. D. DROUIN**, Défendeur.

Deux lots ou morceaux de terre sis et situés dans le village de Beaulac, dans le comté de Wolfe, connus et désignés comme étant les lots numéros deux cent soixante et six (266) et deux cent soixante et sept (267), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit village de Beaulac—avec les bâtisses et améliorations faites et érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint Olivier de Garthby, le VINGT-SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à UNE heure de l'après midi.

HENRY AYLNER,
Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 22 octobre 1912. 4449-2
[Première publication, 26 octobre 1912].

FIERI FACIAS.

District of Chicoutimi, } **ALEXANDRE ST.**
to wit : No. 3814. } **GERMAIN**,
Plaintiff ; vs **GAMELISE ROBERGE**, Defendant.

An emplacement situate at Saint Méthode, on the north east of the public road of the fourth range, measuring one hundred feet in front by the depth there may be from the aforesaid road to the river Picouabé, forming part of the lot of land known and designated under the number twenty one (21), of the fourth range on the official plan and book of reference of the cadastre of the township Parent ; bounded on the south west by the aforesaid front road, in depth by the river Picouabé, on the south east by Uldéric Roberge, and on the north west by Napoléon Gaudreault — with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Méthode, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, 22nd October, 1912. 4454
[First published, 26th October, 1912].

FIERI FACIAS.

District of Chicoutimi, } **THE MATHEW MOO-**
to wit : No. 1444. } **DY & SONS CO.,**
LIMITED, of Terrebonne, Plaintiff ; against **EUGENE PAQUETTE**, Defendant.

An emplacement forming part of the lot of land known and designated under the number three (3) of range six, on the official plan and book of reference of the cadastre of Dufferin township—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies ; the said emplacement comprising about one half arpent in front by one arpent in length.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame de la Doré, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, 22nd October, 1912. 4456
[First published, 26th October, 1912.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **GEORGE N. LAMOU-**
No. 152. } **REUX**, Plaintiff ;
against **R. D. DROUIN**, Defendant.

Two lots or pieces of land being and situate in the village of Beaulac, in the county of Wolfe, known and designated as being the lots numbers two hundred and sixty six (266) and two hundred and sixty seven (267), on the official plan and book of reference of the cadastre for the said village of Beaulac—with the buildings and improvements thereon made and erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Olivier de Garthby, on the TWENTY SIXTH day of NOVEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,
Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, 22nd October, 1912. 4450
[First published, 26th October, 1912.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Joliette.*

Trois-Rivières, à savoir : } **LA BANQUE D'HONORÉ**
No 6044. } **CHELAGA**, corporation légalement constituée, ayant son principal bureau d'affaires en la cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre **JOSEPH MORIN**, fils de Jean-Baptiste, Défendeur.

Les droits immobiliers, améliorations et prétentions du défendeur dans les immeubles ci-après désignés, savoir : (a) Dans la partie sud-ouest du lot numéro trente-neuf (39), dans le troisième rang du canton Masson, dans le comté de Maskinongé. Cette partie du dit lot No 39, contient environ trente-six acres en superficie, et est borné au sud-ouest par le chemin public, au nord-est par le Lac Ignace, au nord-ouest par le lot No 40, du 3e rang du canton Masson, et au sud-est par le lot No 38, 3e rang du dit canton.

(b) Dans et sur la partie sud-ouest du lot numéro quarante (40), du troisième rang, dans le canton Masson, dans le comté de Maskinongé. Cette partie du dit lot No 40, comprend environ quarante-deux acres en superficie, et est borné au sud-ouest par le chemin public, au nord-est par le Lac Ignace, au nord-ouest par le lot No 41, du 3e rang du canton Masson, et au sud-est par le lot No 39, du 3e rang du dit canton.

(c) Dans et sur les lots numéros trente-neuf et quarante, dans le deuxième rang du canton Masson, dans le comté de Maskinongé.

Avis est par les présentes donné que la vente des immeubles ci-dessus décrits qui devait avoir lieu le vingt et unième jour de mai dernier 1912, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ignace du Cap, à dix heures du matin, aura lieu le **DIXIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ignace du Cap, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 13 novembre 1912. 4779
[Première publication, 16 novembre 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **LA COMPAGNIE**
No 272. } **L'INDUSTRIELLE**
DE SAINT-BONIFACE, corps politique et incorporé, ayant son principal établissement à Saint-Boniface, dans le district des Trois-Rivières. Demandeur ; contre **MAJORIQUE MALHIOT**, Défendeur.

Un emplacement situé dans le village de la Baie de Shawinigan (mission du Sacré-Cœur), connu et désigné comme faisant partie du lot numéro six cent vingt-trois (623), du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, le dit emplacement mesurant cinquante pieds de largeur sur environ cent vingt pieds de profondeur, tenant en front au chemin public, au nord à vingt pieds du ruisseau s'y trouvant, à Elie Grenier, du côté sud-ouest au dit Grenier, et du côté nord-est à Thomas Lacombe—avec bâtisse.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le **DIX-SEPTIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **ONZE** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 13 novembre 1912. 4781
[Première publication, 16 novembre 1912.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court.—District of Joliette.*

Three Rivers to wit : } **LA BANQUE D'HONORÉ**
No. 6044. } **CHELAGA**, a legally constituted corporation, having its chief place of business, in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against **JOSEPH MORIN**, son of Jean Baptiste, Defendant.

The immoveable, rights, improvements and pretensions of the defendant in the immoveables hereinafter designated, to wit : (a) In the south west part of lot number thirty nine (39), in the third range of the township Masson, in the county of Maskinongé. The said part of lot No. 39, contains about thirty six acres in superficies, and is bounded on the south west by the public road, on the north east by Lac Ignace, on the north west by lot No. 40, of the 3rd range of the township Masson, and on the south east by lot No. 38, of the 3rd range of the said township.

(b) In and on the south west part of lot number forty (40), of third range, in the township Masson, in the county of Maskinongé. The said part of the said lot No. 40, comprises about forty two acres in superficies, and is bounded on the south west by the public road, on the north east by Lac Ignace, on the north west by lot No. 41, of the 3rd range of the township Masson, and on the south east by lot No. 39, of the 3rd range of the said township.

(c) In and on the lot number thirty nine and forty, in the second range of the township Masson, in the county of Maskinongé.

Notice is hereby given that the sale of the above described immoveables which was to have taken place on the twenty first day of May last, 1912, at the church door of the parish of Saint Ignace du Cap, at ten o'clock in the forenoon, will take place on the **TENTH** day of **DECEMBER** next, at the church door of the parish of Saint Ignace du Cap, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 13th November, 1912. 4780
[First published, 16th November, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **LA COMPAGNIE IN-**
No. 272. } **DUSTRIELLE DE**
SAINT BONIFACE, a body politic and corporate, having its principal establishment in Saint Boniface, district of Three Rivers, Plaintiff ; against **MAJORIQUE MALHIOT**, Defendant.

An emplacement situate in the village of Baie de Shawinigan (Mission du Sacré-Cœur), known and designated as being part of lot number six hundred and twenty three (623), of the cadastre of the parish of Ste Flore, the said emplacements measuring fifty feet in width by one hundred and twenty feet in depth, adjoining the public road in front, on the north to a distance of twenty feet from the brook lying there, to Elie Grenier, on the south west to the said Elie Grenier and on the north east to Thomas Lacombe—with buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Flore, on the **SEVENTEENTH** day of **DECEMBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Three Rivers, 13th November, 1912. 4781
[First published, 16th November, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } CLEOPHAS MAR-
No. 276. } TEL ET AL, De-
mandeurs ; vs JOSEPH RICARD, Défendeur.

Un emplacement situé au village d'Yamachiche, côté sud de la rue Saint-G.-orge, connu et désigné comme faisant partie du numéro sept cent quarante-huit (p. 748), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse d'Yamachiche, contenant quarante-cinq pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur ; borné en front par la dite rue, en profondeur à Joseph Carbonneau ou représentants, d'un côté par Pierre Décoteaux, et d'autre côté par Dame Arthur Mineau—avec maison, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche, le VINGT-SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 22 octobre 1912. 4447-2
[Première publication, 26 octobre 1912].

Proclamations

Canada, }
Province de } F. LANGELIER.
Québec. }
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes verront ou elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

SIR LOMER GOUIN, } ATTENDU que
Procureur-Général. } sur présentation au conseil municipal du comté d'Hochelaga, d'une requête des deux tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires, habitant un certain territoire y mentionné, situé dans les municipalités du Sault-au-Récollet et de Saint-Léonard de Port Maurice, dans le dit comté, dans Notre Province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté d'Hochelaga, a nommé M. Camille Paquet, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté ;

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport.

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :
La municipalité du village de Saint-Michel de Laval, dans le comté d'Hochelaga, est composée

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } CLEOPHAS MARTEL
No. 276. } ET AL, Plaintiffs ; vs
JOSEPH RICARD, Defendant.

An emplacement situate in the village of Yamachiche, south side of Saint George street, known and designated as forming part of the number seven hundred and forty eight (p. 748), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Yamachiche, containing forty five feet in front by ninety feet in depth ; bounded in front by the said street, in depth by Joseph Carbonneau or representatives, on one side by Pierre Décoteaux, and on the other side by Dame Arthur Mineau—with house, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne d'Yamachiche, on the TWENTY SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES I UMOULIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 22nd October, 1912. 4448
[First published, 26th October, 1912].

Proclamations

Canada }
Province of } F. LANGELIER.
Quebec. }
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

SIR LOMER GOUIN, } WHEREAS, on
Attorney General. } presentation to the county council of the county of Hochelaga, of a petition from the two-thirds of the municipal electors dwelling in a certain territory therein mentioned, situate in the municipalities of Sault-au-Récollet and Saint Leonard de Port Maurice, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said county council of the said county of Hochelaga, has named Mr. Camille Paquet special superintendent, charged to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated without amendments by the council of the county aforesaid ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report.

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

All the territory bounded as follows, to wit :
The municipality of the village of Saint-Michel de Laval, in the county of Hochelaga, is composed

d'un démembrement de chacune des municipalités des paroisses du Sault-au-Récollet et de Saint-Léonard de Port-Maurice, et son territoire est formé des lots du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, énumérés ci-après :

Números 333, 334, 334-1, 335, 336, 337, 338, 339 et ses subdivisions de 1 à 141 inclus, 340, 341, 342, 343 et ses subdivisions de 1 à 1281 inclus, 344 et ses subdivisions de 1 à 20 inclus, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358 et ses subdivisions de 1 à 570 inclus, 359 et ses subdivisions de 1 à 327 inclus, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 438, 439, 440, 441, 442 et ses subdivisions de 1 à 720 inclus, 443 et ses subdivisions de 1 à 760 inclus, 443-5, 443-6, 443-7, 443-8, 443-9, 443-10, 443-11, 443-12 et leurs redivisions, 444 et ses subdivisions de 1 à 20 inclus, 445 et ses subdivisions de 1 à 735 inclus, 445-190, 445-191, 445-192, 445-193, 445-194, 445-195, 445-196, 445-197 et leurs redivisions, 446 et ses subdivisions de 1 à 701 inclus, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 472-1, 473 et ses subdivisions de 1 à 118 inclus, 474, 474A et ses subdivisions de 1 à 77 inclus.

Comprend aussi le chemin de la Côte Saint-Michel depuis le prolongement de la ligne sud-ouest du lot No 474 jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot No 438, et la Montée Saint-Michel depuis le prolongement de la ligne sud-est du lot No 473 jusqu'à la ligne sud-est du lot No 126. sera détaché des municipalités du Sault-au-Récollet et de Saint-Léonard de Port-Maurice, et formera une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Saint-Michel de Laval", à partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons que le dit village de Saint-Michel de Laval, forme une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et à icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite province de Québec, ce SIXIEME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent douze de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

4767

Sous-secrétaire de la province.

Canada, }
Province de }
Québec. }

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'icelles pourront concerner. — SALUT.

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU qu'en
Procureur-Général. } vertu de la loi 2
Georges V, ch. 82, s. 9, amendant la charte du chemin de fer Québec Central et confirmant une con-

of a dismemberment of each of the municipalities of the parishes of Sault-au-Récollet and of Saint Leonard de Port Maurice, and its territory is composed of the lots of the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, hereafter enumerated:

Numbers 333, 334, 334 1, 335, 336, 337, 338, 339, and its subdivisions from 1 to 141 inclusive, 340, 341, 342, 343, and its subdivisions from 1 to 1281 inclusive, 344 and its subdivisions from 1 to 20 inclusive, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, and its subdivisions from 1 to 570 inclusive, 359 and its subdivisions from 1 to 327 inclusive, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 438, 439, 440, 441, 442, and its subdivisions from 1 to 720 inclusive, 443 and its subdivisions from 1 to 760 inclusive, 443-5, 443-6, 443-7, 443-8, 443-9, 443-10, 443-11, 443-12, and their redivisions, 444 and its subdivisions from 1 to 20 inclusive, 445 and its subdivisions from 1 to 735 inclusive, 445-190, 445-191, 445-192, 445-193, 445-194, 445-195, 445-196, 445-197 and their redivisions, 446 and its subdivisions from 1 to 701 inclusive, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 472-1, 473 and its subdivisions from 1 to 118 inclusive, 474, 474A and its subdivisions from 1 to 77 inclusive.

Comprises also Cote Saint Michel road from the prolongation of the south west line of lot No. 474 to the prolongation of the north east line of lot No. 438, and the "Montée Saint Michel", from the prolongation of south east line of lot No. 473 to the south east line of lot No. 126, be detached from the municipalities of the Sault-au-Récollet and Saint Léonard, de Port Maurice, and shall thenceforth form a separate municipality under the name of the "Municipality of the village of Saint-Michel de Laval", from this day.

And We do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Saint-Michel de Laval, a village municipality, pursuant to the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

4765

Deputy Provincial Secretary.

Canada, }
Province of }
Quebec. }

F. LANGELIER

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

PROCLAMATION

LOMER GOUIN, } WHEREAS that in virtue
Attorney-General. } of Art. 2, Geo. V,
ch. 82 sec. 9, amending the charter of the Quebec Central Railway and ratifying a covenant drawn

vention passée entre la compagnie du chemin de fer Québec Central et la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, il est entre autres choses décrété que cette loi n'entrera en vigueur que sur proclamation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, après déclaration de la compagnie que la dite loi avec la cédula annexée à la dite loi, a reçu l'assentiment de la majorité en valeur des porteurs et des actionnaires de la compagnie, en la manière indiquée dans cette loi, et que la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique a exécuté l'affirmage de l'actif et des biens et de l'entreprise de la compagnie du chemin de fer Québec Central et a garanti le principal et l'intérêt des nouvelles actions-obligations 3½, et des obligations 5% et des parts de dividende aux termes du contrat fait conditionnellement entre cette dernière compagnie et la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique ;

ET ATTENDU que la compagnie du chemin de fer Québec Central a produit une requête accompagnée d'une déclaration et des pièces justificatives démontrant qu'elle s'est conformée à toutes les exigences de la section 9 de la dite loi.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif de Notre province, nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes, réglons et ordonnons que la loi 2 Geo. V, ch. 82, sec. 9 amendement la charte de la compagnie du chemin de fer Québec Central et confirmant une convention passée entre la compagnie du chemin de fer Québec Central et la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, est et sera mise en vigueur à compter du jour de la publication de Notre présente proclamation dans la "Gazette Officielle de Québec".

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce ONZIÈME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent douze de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

4795

Sous-secrétaire de la province

Avis du Gouvernement

Québec, 14 novembre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le 12 novembre 1912, d'accorder en faveur de Frank E. McKenna, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la cité et le district de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de feu Ernest Henry Stuart, en son vivant, notaire public, demeurant et pratiquant au même lieu.

Québec, 14 novembre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le 12 novembre 1912, d'accorder en faveur de Frank E. McKenna, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la cité et le dis-

between the Quebec Central Railway Company and the Canadian Pacific Railway Company, it is amongst other things decreed, that this act will only come into force by proclamation of the Lieutenant Governor of the province of Quebec, after declaration by the company that the said act, with the annexed cedula to the said act, has received the assent of a majority in value of the holders, and shareholders of the company, in the manner prescribed in the said act, and that the Pacific Railway Company has executed the consolidation of the assets, of the property and of the undertaking of the Quebec Central Railway, and has warranted the principal and interest on the new stock debentures 3½, and on the bonds 5%, and the dividend shares, according to the contract made conditionally, between the latter company and the Pacific Railway Company.

AND WHEREAS the Quebec Central Railway Company has exhibited a petition with a declaration and vouchers annexed thereto, showing that it has complied with the exigencies of section 9 of the said act.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, we have ruled and ordered, and do hereby rule and order, that Act 2, Geo. V, ch. 82, sec. 9, amending the charter of the Quebec Central Railway Company, and ratifying a covenant drawn between the Quebec Central Railway Company and the Canadian Pacific Railway Company is and shall come into force reckoning from the date of the publication of the Our proclamation in the "Quebec Official Gazette".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House of the Province of Quebec, in QUEBEC, this ELEVENTH day of NOVEMBER, in the year one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

4796

Deputy Provincial Secretary.

Government Notices

Quebec, 14th November, 1912.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, His Honor the Lieutenant Governor has been pleased to grant, on the 12th day of November, 1912, in favor, of Frank E. McKenna, Esq., notary public, residing and practising in the city and district of Montreal, the transfer of the minutes repertory and index of the late Ernest Henry Stuart, in his lifetime notary public, residing and practising at the same place.

Quebec, 14th November, 1912.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, His Honor the Lieutenant Governor has been pleased to grant, on the 12th day of November, 1912, in favor, of Frank E. McKenna, Esq., notary public, residing and practising in the city and district of Montreal,

trict de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de feu William Henry Cox, en son vivant, notaire public, demeurant et pratiquant au même lieu.

Québec, 14 novembre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le 12 novembre 1912, d'accorder en faveur de Joseph Médard Prévillé, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant à Saint-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, district de Joliette, la transmission des minutes, répertoire et index d'Hector Champagne, écuyer, notaire public, du même lieu. 4803

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de novembre 1912, constituant en corporation MM. Wilfrid Germain, voyageur de commerce, Dolor Descarreaux, agent d'assurance, Eugène Godin, maître-plombier, Samuel Jacques, voyageur de commerce, et Joseph Leclerc, entrepreneur-menuisier, tous de Saint-Basile, comté de Portneuf, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail, échange, louage ou autrement, des terrains et tout intérêt en des terrains, ériger et construire des maisons, bâtiments ou ouvrage de tous genres sur les terrains de la compagnie ou sur tous autres terrains, et reconstruire et agrandir, altérer et améliorer les maisons, bâtiments et ouvrages qui s'y trouvent, et convertir et affecter tout tels terrains en chemins, rues ou autres facilités, et généralement disposer et améliorer la propriété de la compagnie, vendre, arrenter, louer, ou autrement disposer de terrains, maisons, bâtiments et autre propriété de la compagnie, entreprendre ou surveiller la gérance ou la vente de la propriété de la compagnie, bâtiments et terrains ; faire à commission les opérations d'un agent d'immeubles ; exercer l'industrie d'une compagnie de construction et d'entreprise pour l'érection de travaux publics et privés ;

Subdiviser conformément à la loi les biens immobiliers acquis et les louer ou aliéner en tout ou en partie ;

Emprunter de l'argent aux taux d'intérêt qui peuvent être convenus, avec plein pouvoir de garantir tels prêts pour toute hypothèques, obligations, stocks ou autres garanties appartenant à la compagnie ;

Faire le commerce de gros et de détail dans toutes ses branches et lignes ; acheter, acquérir, posséder et vendre des marchandises de tous genres et de toutes descriptions ;

Acquérir des biens mobiliers, meubles, meubles, animaux et voitures de toutes sortes et les louer ou aliéner en tout ou en partie et aussi faire des ventes à l'encan de meubles et immeubles ;

Faire les affaires de courtiers, acheter, vendre et en général faire le commerce de stock, obligations, débetures, billets promissoires et autres garanties offertes à eux et négociés des prêts pour leur propre compte en qualité de courtiers, sous le nom de "La Compagnie d'Immeubles Jacques-Cartier, Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Basile, comté de Portneuf.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de novembre 1912.

4801

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

the transfer of the minutes, repertory and index of the late William Henry Cox, in his lifetime, notary public, residing and practising at the same place.

Quebec, 14th November, 1912.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, His Honor the Lieutenant Governor, on the 12th day of November, 1912, has been pleased to grant, in favor of Joseph Médard Prévillé, Esquire, notary public, residing and practising at Saint Gabriel de Brandon, county of Berthier, district of Joliette, the transfer of the minutes, repertory and index of Hector Champagne, Esquire, notary public, of the same place. 4804

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eight day of November, 1912, incorporating Messrs. Wilfrid Germain, commercial traveler, Dolor Descarreaux, insurance agent, Eugène Godin, master plumber, Samuel Jacques, commercial traveler, and Joseph Leclerc, master-joiner, all of Saint Basile, county of Portneuf, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease, exchange renting or otherwise, lands and any interest in lands, erect and build houses, buildings and works of all kinds on the lands of the company or on any other lands, and rebuild enlarge, alter and improve the houses buildings and works, already erected thereon, convert and affect any such lands into roads, streets or other facilities, and generally dispose of and improve the property of the company, sell rent, lease or otherwise dispose of the lands, houses, buildings and other property of the company, to undertake or superintend the management or the sale of the property of the company, buildings and laws ; to carry on, on commission, the business of real estate agent ; to carry on the industry of a building and contracting company for the construction of public and private works ;

To subdivide, according to law, the immoveable property acquired, and lease and alienate same, in whole or in part ;

To borrow money at the rate of interest which may be agreed upon, with full power to warrant such loans by any obligations, hypothecs stock or other securities of the company ;

To carry on a wholesale and retail, business in all its branches and lines ; buy, acquire, hold and sell goods of all kinds and any description ;

To acquire moveables, furniture, and furnishings, animals and vehicles of all kinds, lease or alienate same in whole or in part and also hold auction sales of moveables and immoveables ;

To carry on business as brokers, buy, sell and in general deal in stock, bonds, debentures, promissory notes and other warranties offered to them, and negotiate loans for their own account, as brokers, under the name of "La Compagnie d'Immeubles Jacques Cartier, Limitée", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Basile, county of Portneuf.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of November, 1912.

4802

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1912, constituant en corporation MM. Michaël Arthur Phelan, avocat, de la cité de Westmount, Wilfrid Bovey et Robertson Fleet, avocats, Harry Arthur Ellis et Joseph Alphonse L'Heureux, teneurs de livres, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Chercher et explorer des mines et minéraux :

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter, de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minéraux quelconques ; donner une valeur marchande à ces minéraux par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droit de préemption, ou tout autre intérêt en ceux ; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir, exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Exercer tous les pouvoirs énumérés dans les articles 6735 à 6741 des statuts refondus en la manière y prescrite ;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ;

Construire, acquérir, posséder, affréter, et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ;

Recevoir en paiement de minéraux, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, débetures, ou autres valeurs émises par une compagnie minière et les garder ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette loi, et les payer, au moyen d'actions libérées en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes ;

Faire toutes affaires semblables à celles ci-dessus qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement en rapport avec aucune des susdites affaires ou objets, ou calculées pour augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables, sous le nom de "Manitou Iron Mining Company", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en cent mille (100,000) actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1912.

C. J. SIMARD,

4799

Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Mining Companies, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1912, incorporating Messrs. Michael Arthur Phelan, advocate, of the city of Westmount, Wilfrid Bovey and Robertson Fleet, advocates, Harry Arthur Ellis and Joseph Alphonse L'Heureux, book-keepers, of the city of Montreal, for the following purposes :

To prospect and explore for mines and minerals ;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stone may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug for, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof ;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein ; mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes ;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flums, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful in its operations ;

Exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741 of the revised statutes in the manner therein prescribed ;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandises, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen.

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products ;

Receive in payment for minerals, lands, merchandise or works, shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company and hold the same or dispose thereof ;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto ;

To carry on any business germane to the foregoing which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above businesses or objects or calculated to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights for the time being, under the name of "Manitou Iron Mining Company", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one hundred thousand (100,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1912.

C. J. SIMARD,

4800

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1912, constituant en corporation MM. Philippe Paradis, marchand, Charles G. Power, avocat, J. B. Turbide, commis, Alphonse Letellier, commis, Gertrude E. Byrne, sténographe, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Acheter, louer ou acquérir autrement, soit pour placement ou revente, et de posséder soit absolument comme propriétaire ou hypothécaire ou autrement, et faire le commerce de terrains, maisons et autres propriétés ou de toute tenure et d'aucuns intérêts en iceux, et de créer, vendre et faire le commerce de rentes foncières en franc-alleu et tenu à bail, et en général faire les affaires, négocier au moyen de vente, bail, échange ou autrement des terrains, maisons, propriétés, soit meubles ou immeubles ;

Développer et mettre à profit tous terrains acquis par ou dans lesquels la compagnie est intéressée, et en particulier en les disposant et préparant pour les fins de construction ou autrement, et en construisant, changeant, démolissant, embellissant, entretenant, fournissant, meublant et améliorant des bâtisses, et en plantant, pavant, drainant, cultivant, louant sur bail d'affaires ou conventions d'affaires, et en avançant de l'argent aux constructeurs, entrepreneurs, locataires ou autres, et faire des contrats et arrangements de toute sorte avec iceux ;

Faire toutes ou aucune des affaires de constructeurs et d'entrepreneurs, agents de propriétés, marchands de pierre, sable, chaux, briques, bois, quincaillerie et autres choses nécessaires pour bâtisses ;

Faire et entrer en aucun arrangement ou convention pour paver, macadamiser, réparer, réduire, nettoyer ou arroser les rues ou chemins publics, et pour la construction, ouverture et réparation des conduits, citernes, drainages ou égouts ;

Prendre et détenir des hypothèques, engagements, obligations ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie, ou tout argent dû à la compagnie par les acquéreurs, ou avancé par la compagnie aux acquéreurs, ou autrement, pour les fins de construction ou autres améliorations ;

Acheter, acquérir, détenir, transporter et vendre des actions, stocks, débentures, obligations ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en aucune manière semblables à ceux de cette compagnie, et en disposer ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos, et accepter des actions, obligations, stock ou autres garanties de toute autre compagnie en paiement ou partie de paiement d'icelle ;

Acquérir, posséder et vendre toutes affaires, franchises, entreprises, droits, privilèges, baux, contrats, actifs et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir, et les payer en tout ou en partie en argent, en tout ou en partie avec le stock, les obligations ou autres garanties de la compagnie, et dans ce but émettre des actions de cette compagnie comme actions acquittées et non sujettes à appel, à toute personne, société ou corporation en paiement de toutes affaires, franchises, entreprises, biens, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stock, actifs ou autres droits que la compagnie peut acquérir ;

Acheter le pouvoir électrique et le vendre et distribuer pour éclairage dans le district de Québec, pour manufacture ou autres fins en rapport avec toute partie des affaires de la compagnie ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1912, incorporating Messrs. Philippe Paradis, merchant, Charles G. Power, advocate, J. B. Turbide, clerk, Alphonse Letellier, clerk, Gertrude E. Byrne, stenographer, of the city of Quebec, for the following purposes :

To purchase, lease or otherwise acquire, either for investment or re-sale, and to hold either absolutely as owner or as mortgagee or otherwise, and to traffic in land, houses and other property or whatsoever tenure and any interest therein, and to create, sell and deal in freehold and leasehold ground, rents, and generally to deal in, traffic by way of sale, lease, exchange or otherwise with land and house property, whether real or personal ;

To develop and turn to account any land acquired by or in which the company is interested, and in particular by laying out and preparing the same for building purposes or otherwise, and by constructing, altering pulling down, decorating, maintaining, furnishing, fitting up, and improving buildings, and by planting, paving, draining, cultivating, letting on business lease, or business agreement, and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with builders, contractors, tenants or others ;

To carry on all or any of businesses of builders and contractors, house agents, dealers in stone, sand, lime, bricks, timber, hardware and other building requisites ;

To make and to enter into any agreement or covenant for paving, macadamising, repairing, grading, cleaning or watering streets or highways, and for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains or sewers ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens, or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers, or advanced by the company to purchasers, or otherwise, for building purposes or other improvements ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures, bonds, or other securities in any other company having objects in any way similar to those of this company ;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof on such terms and conditions as the company shall see fit and to accept shares, bonds, stock or other securities of any company in payment or part payment therefor ;

To acquire, hold and sell and dispose of any business, franchise, undertaking, rights, privileges, leases, contracts, assets and other rights which the company may lawfully acquire : and to pay for the same wholly or in part cash, wholly or in part in the stock, bonds or other securities of the company, and to that end to issue shares of this company as fully paid up and non-assessable to any individual, firm or corporation, in payment of any business, franchises, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets or other rights which the company may acquire ;

To purchase electric power and to sell and distribute the same for lighting in the district of Quebec, manufacturing or other purposes in connection with any part of the company's business ;

Agir comme agent en général et agent d'immeubles, et faire en général tous les actes qui peuvent être nécessaires pour l'avancement des affaires de la compagnie et la conduite de ses entreprises :

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec tout gouvernement, autorité municipale ou locale, ou avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires, ou transactions capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie ; et garantir ses contrats, avec ou sans garantie, et prêter de l'argent à toute personne ou compagnie, ou l'aider autrement, ou à toute personne ou compagnie entreprenant la construction ou l'amélioration de toute propriété dans laquelle la compagnie a des intérêts, et en général à toutes telles personnes ou compagnies aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos ;

Placer et faire le commerce avec les argents non immédiatement requis de la compagnie, sur telles garanties et en la manière qui peuvent être déterminées de temps à autre par la compagnie ;

Faire toutes affaires qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement ou ayant rapport aux susdits objets ou toute partie d'iceux, ou calculées directement ou indirectement pour augmenter la valeur ou rendre profitables les biens ou droits de la compagnie, sous le nom de "Quebec Heights Limited", avec un capital total de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1912.

C. J. SIMARD,

4797 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq novembre 1912, constituant en corporation MM. Alexis Guilbault, industriel, de Sainte-Elisabeth, Wilfrid Guilbault, comptable, de Montréal, Oscar Guilbault, William Guilbault et Isafe Goulet, cultivateurs, de Sainte-Elisabeth, district de Joliette, dans les buts suivants :

Manufactures et vendre des tuyaux en ciment ou tous autres objets de même genre ; construire des ponts, bâtisses et trottoirs et tout ce qui peut être fait en ciment ; ériger des bâtisses devant servir à ces fins ; acquérir des terrains, carrières, etc ; exproprier ou acheter d'autres compagnies faisant affaires dans le même genre d'industrie ; contracter et entreprendre des travaux de divers genres et percevoir en paiement des obligations, débetures ou tous autres paiements ; vendre de la pierre concassée, du sable, du gravier ; émettre des actions, vendre les immeubles de la compagnie ; acheter des royautés ou patentes de machines et d'instruments se rapportant à la fabrication de tout ouvrage en ciment ;

Acquérir, maintenir et construire sur les terres de la compagnie ou sur les terres contrôlées par la compagnie des voies d'évitement tramways et autres moyens de transport et faire toutes choses qui peuvent se rapporter à cette industrie, sous le nom de "Guilbault Frères & Compagnie Incorporée", avec un capital de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent actions (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

To act as general agent and real estate agent, and in general to do any and all acts which may be necessary for the promotion of the company's business, and the carrying on of its undertakings ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventures, reciprocal concessions, or otherwise with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying or engaged in or about to carry on or engage in any business, or in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ; and to guarantee the contracts of either with or without security, and to lend money to or otherwise assist any person or company, or any person or company undertaking to build or to improve any property in which the company is interested, and generally to such persons or companies and upon such terms and conditions as the company may think fit ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required upon such securities and in such manner as may from time to time be determined by the company ;

To carry on any business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or any portion thereof, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render the value of or render profitable any of the company's property or rights, under the name of "Quebec Heights Limited", with a capital stock of twenty five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1912.

C. J. SIMARD,

4798 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the fifth day of November, 1912, incorporating Messrs. Alexis Guilbault, manufacturer, of Sainte Elisabeth, Wilfrid Guilbault, accountant, of Montreal, Oscar Guilbault, William Guilbault and Isafe Goulet, farmers, of Sainte Elisabeth, district of Joliette, for the following purposes :

To manufacture and sell cement pipes or all other objects of the same kind ; to build bridges, buildings and sidewalks and all things which may be made of cement ; erect buildings to be used for those purposes ; acquire land, quarries, etc ; expropriate or buy out other companies doing business in the same kind of industry ; to contract for and undertake works of different kinds and to perceive in payment thereof bonds, debentures or any other payment ; to sell crushed stone, sand, gravel ; to issue shares, sell the immoveable property of the company, buy royalties or patents of machines and tools related to the manufacturing of any cement work ;

To acquire, maintain and construct on the lands owned or controlled by the company tramway, sidings and other means of transportation and to do all things which may be related to this industry, under the name of "Guilbault Frères & Compagnie Incorporée", with a capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sainte-Elisabeth, district de Joliette.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de novembre 1912.

C. J. SIMARD,

4743 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente et un d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Alfred Tourigny, avocat, George Austin Brown, médecin, George H. Patuo, propriétaire d'écurie de louage, Norbert C. Gendron, marchand, Avon George Dolloff, marchand, Joseph Ludger Tétrault, propriétaire de théâtre, Alcide H. Gendron, boucher, Jos. Ouellette, hôtelier, tous de Magog, dans les buts suivants :

Etablir une fonderie pour la préparation sous ses formes les plus variées, des ouvrages en fer, en fonte, en cuivre, en bronze, en aluminium et faire le commerce de toutes ces choses ainsi manufacturées, telles que locomotives à vapeur, à gazoline, à gaz, à électricité ;

Manufacturer des poêles de toutes sortes en fer, en acier, en feuillard et en faire le commerce sous toutes ses formes ;

Manufacturer et faire le commerce sous toutes ses formes de toutes sortes de machines agricoles, telles que faucheuses, moissonneuses, batteuses, charrues et autres nécessaires et utiles à l'agriculture ;

Fabriquer et acquérir des meubles et tous outillages nécessaires pour l'exploitation de son industrie, manufacturer des meubles, des portes, des chassis, des moulures et exploiter l'industrie du bois dans toutes ses branches ; Ériger, améliorer, décorer, meubler, donner à l'entreprise, entretenir et gérer des maisons, bâtiments et travaux de tous genres ; faire des opérations d'entrepreneurs dans toutes les branches ; faire et manufacturer des presses à foin, des voitures à gazoline, à gaz, à l'électricité et des omnibus de toutes sortes ;

Faire les affaires de chantiers de bois, marchands de bois et manufacturiers de bois de construction et de bois de charpente ; Faire dans toutes leurs branches, les affaires de bois de pulpe, pulpe, papier et toutes affaires y ayant rapport et aussi les affaires de marchand en général, manufacturiers en général, meuniers, voituriers, propriétaires de quais et marchands en gros ;

Mettre en opération des moulins à scie, moulins à papier, éleveurs, moulins à farine, fabriques de lainages et filatures de coton et manufactures de toutes sortes ; acheter et vendre tous les produits des dits moulins et fabriques et acquérir les matériaux de toute sorte nécessaires pour la fabrication de tels produits ;

Faire et manufacturer du ciment et ériger ou acquérir les fabriques et choses nécessaires pour ces fins ; Faire et manufacturer des tuiles et briques de toutes sortes et toutes affaires s'y rapportant auxiliairement et ériger ou acquérir les fabriques et choses nécessaires pour telles fins ;

Acquérir, vendre, louer des meubles, immeubles, pouvoirs d'eau, ligne de transmission électrique pour l'éclairage, le chauffage, l'utilisation, la vente et la location de force motrice, tant pour les besoins de la compagnie que pour les services publics et le commerce et l'industrie dans les districts de Sherbrooke et Bedford ;

Acquérir toute entreprise semblable en totalité ou en partie à celle de la compagnie ainsi que son matériel, sa clientèle, ses privilèges et de payer en denier comptant, en actions ou en obligations de la compagnie ;

Vendre les actions et privilèges de la com-

The principal place of business of the corporation, will be at Sainte Elizabeth, district of Joliette.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of November, 1912.

C. J. SIMARD,

4744 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirty first day of October, 1912, incorporating Messrs. Alfred Tourigny, advocate, George Austin Brown, physician, George H. Patuo, livery stable proprietor, Norbert C. Gendron, merchant, Avon Georges Dolloff, merchant, Joseph Ludger Tétrault, theatre proprietor, Alcide H. Gendron, butcher, and Jos. Ouellette, hotelkeeper, all of Magog, for the following purposes :

To establish a foundry for the dressing, in its most varied forms, of iron, cast-iron, brass bronze and aluminum objects, and to deal in all those objects thus manufactured, such as steam, gasoline, gas and electrical locomotives ;

To manufacture iron, steel, sheet iron stoves of all kinds and to generally deal in same ;

To manufacture and in general deal in all kinds of agricultural implements, such as mowers, reapers, threshing mills, flows and other objects necessary and useful for farming ;

To make and acquire furniture and all tools necessary for the carrying on of its industry ; to manufacture furniture, doors, sashes, mouldings and carry on the lumber industry in all its branches ; to erect, improve, decorate, furnish, give by contract, maintain and manage houses, buildings and works of all kinds ; to carry on the business as contractors in all its branches ; to make and manufacture haypresses, gasoline, gas and electrical vehicles and omnibus of all kinds ;

To carry on business as lumbermen, lumber merchants, lumber and timber manufacturers ; to carry on, in all its branches, the pulp-wood, pulp and paper business and any other business related thereto and also act as general merchants, general manufacturers, millers, carriage-makers wharfingers and wholesale merchants ;

To operate saw-mills, paper-mills, elevators, flour-mills, woolen-mills, cotton spinning-mills and all kinds of manufactures ; to buy and sell all the products of said mills and manufactures and acquire materials of all kinds necessary for the making of such products ;

To make and manufacture cement and erect or acquire manufactures and necessary things for these purposes ; to make and manufacture tiles and bricks of all kinds and all auxiliary products related to same and erect or acquire manufactures and things necessary for such purposes ;

To acquire, sell, lease moveable and immoveable properties, water-powers, electric transmission lines for lighting and heating, using, selling and locating motive powers, both for the needs of the company, and for public utilities, the trade and industry, in the districts of Sherbrooke and Bedford ;

To acquire any undertaking wholly or partly similar to that of the company as well as its stock, good-will, privileges and to pay for same in cash, shares or bonds of the company ;

To sell the shares and privilèges of the com-

pagne; faire des emprunts sur le crédit de la compagnie; émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix convenables ou jugés tels; hypothéquer ou donner en garantie les immeubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garantie pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie sous le nom de "Compagnie de Fonderie de Magog, Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille cinq cents piastres (\$49,500.00), divisé en quatre centquatre-vingt-quinze (495) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Magog, district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4745 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trentième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Joseph Hormidas Lefebvre, commerçant, Olyvine Bergevin, épouse séparée de biens du dit Joseph Hormidas Lefebvre, Egbert Gervas Mahon, commerçant, de Howick, Edouard Charles Gagnon, comptable, de Montréal, et Pierre Gagnon, marchand, de Saint-Rémi, dans les buts suivants:

Faire le commerce général de détail des articles d'épicerie, marchandises sèches, chaussures, feronneries, fleur, grain, charbon, bois, meubles, etc., et généralement de toutes choses faisant l'objet d'un commerce de détail;

Acquérir par achat ou autrement, l'actif, mobilier ou immobilier de toute corporation ou personne exerçant un commerce similaire ou se rattachant à l'un des objets que poursuit la compagnie et donner en paiement des actions libérées de la compagnie;

En venir à tout arrangement pour la division des profits, union d'intérêt, coopération, cession réciproque ou amalgamation avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire ou étant sur le point de faire ou de s'engager à faire le commerce que cette compagnie est autorisée à faire ou tout autre commerce ou transaction capable de mener directement ou indirectement, aux bénéfices de cette compagnie, sous le nom de "Lefebvre, Gagnon, Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Howick Station.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4747 Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que "The British Colonial Fire Insurance Company", de Montréal, P. Q., a été enregistrée pour faire les affaires dans cette province, d'assurance contre le feu, le et après le 1er jour de novembre 1912.

Le nom du principal agent pour la province, est Théodore Meunier, 2, Place d'Armes, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce douzième jour de novembre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor, Québec.

4749

pany; borrow on the credit of the company; issue bonds, obligations or other securities of the company, give them as guarantee or sell them for a suitable price or deemed such; hypothecate or give as warranty the immoveable property of the company to guarantee the payment of such bonds, obligations or other securities and of all borrowings of money made for the purposes of the company, under the name of "Compagnie de Fonderie de Magog Limitée", with a capital of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Magog, district of Saint François.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4746 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1912, incorporating Messrs. Joseph Hormidas Lefebvre, trader, Olyvine Bergevin, wife separated as to property, of the said Hormidas Lefebvre, Egbert Gervas Mahon, trader, of Howick, Edouard Charles Gagnon, accountant, of Montreal and Pierre Gagnon, merchant, of Saint Rémi, for the following purposes:

To deal generally, as retailers, in groceries, dry-goods, boots and shoes, hardware, flour, grain, coal, wood, furniture, etc., and in all things generally dealt in by retailers;

To acquire, by purchase or otherwise, the assets, moveable or immoveable, of any corporation or person carrying on a business, similar or related to any of the objects which the company is following, and to give in payment thereof paid up actions of the company;

To come to any agreement, concerning the partition of profits, union of interest, co-operation, reciprocal transfer or amalgamation with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in; the business that this company is authorized to carry on, or any other business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, under the name of "Lefebvre, Gagnon Limitée", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Howick Station.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of October 1912.

C. J. SIMARD,

4748 Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "The British Colonial Fire Insurance Company", of Montreal, P. Q., has been registered to transact in this province, the business of fire insurance on and after the 1st day of November, 1912.

The name of the chief agent for the province, is Théodore Meunier, 2, Place d'Armes, Montreal.

Given pursuant to article 6950, S. R. P. Q., 1909, this twelfth day of November, 1912.

For the treasurer of the province of Québec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec.

4750

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 6339.

Dans l'affaire de Dame Marie Anna Alexina Rattelle, épouse séparée de biens de J. Ulric Gervais, commerçante, de la ville et du district de Joliette, et y faisant affaire seule sous les raisons sociales de "J. U. Gervais & Cie", et "The National Cigar Co".

Débitrice insolvable ;
et

A. Robitaille *et al*,

Créanciers requérant cession.

Avis est par le présent donné que la dite débitrice a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Joliette.

ALEXANDRE ROBITAILLE,
Gardian provisoire.

Joliette, 12 novembre 1912. 4793

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. Alfred Roy, entrepreneur, de Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 3e jour de décembre 1912, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.

Montréal, 16 novembre 1912. 4789

Vente de faillite.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 147.

Dans l'affaire de Ed. Quevillon, de Quevillon & Landry, Montréal, Insolvable.

1° Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fabre, connu et désigné sous le No 360, de la subdivision officielle du lot 339 (339-360), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec les bâtisses y érigées.

2° Deux lots de terre ayant front sur la rue Versailles, mesurant chacun 30 pieds de largeur par 85 pieds de profondeur, connus et désignés sous les Nos 49 et 50, de la subdivision officielle du lot No 82, aux plan et livre de renvoi officiels de la Pointe aux Trembles, dans le comté Hochelaga—sans bâtisse.

Pour être vendu par encan public, au No 69, rue Saint-Jacques, Montréal, chez Marcotte Frères, MERCREDI, le QUATRIEME jour de DECEMBRE 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. G. DUHAMEL,
Curateur.

Bureau de Duhamel & Wilson,
3 Notre-Dame Est, Montréal.

4791

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 6339.

In the matter of Dame Marie Anna Alexina Rattelle, wife separated as to property of J. Ulric Gervais, trader, of the town and district of Joliette, and carrying on business alone under the name and firm name of "J. U. Gervais & Cie", and "The National Cigar Co".

Insolvent debtor ;

and

A. Robitaille *et al*,

Creditors and petitioners for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor, has, this day, made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Joliette.

ALEXANDRE ROBITAILLE,
Provisional guardian.

Joliette, 12th November, 1912. 4794

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of J. Alfred Roy, contractor, of Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 3rd day of December, 1912, after which date the dividend will be payable at my office.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.

Montreal, 16th November, 1912. 4790

Insolvent Sale.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 147.

In the matter of Ed. Quevillon, de Quevillon & Landry, Montreal, Insolvent.

1. An emplacement situate in the city of Montreal, fronting on Fabre street, known and designated under No 360, of the official subdivision of lot 339 (339-360), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis—with buildings erected thereon.

2. Two lots of land fronting on Versailles street, each measuring 30 feet in width by 85 feet in depth, known and designated under Nos. 49 and 50, of the official subdivision of lot No. 82, of the official plan and book of reference of the Pointe aux Trembles, in the county of Hochelaga—without building.

To be sold at public auction, at No. 69, Saint James street, Montreal, at Marcotte & Frères, WEDNESDAY, the FOURTH day of DECEMBER, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. G. DUHAMEL,
Curator.

Office of Duhamel & Wilson,

2, Notre-Dame-East, Montreal. 4792

Licitation

Province de Québec, }
District de Montréal. }

No 703.

V. R. Jacob,

Demandeur ;

N. Cloutier, et al,

vs

Défendeurs ;

De M. A. C. Lambert,

Mis-en-cause.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le onzième jour de novembre, mil neuf cent douze, dans une cause dans laquelle V. Raoul Jacob, beurrier, des cité et district de Montréal, est demandeur, et Nérée Cloutier, de Saint-Cyrille, de Normandin, district de Chicoutimi, De. M. A. Clothilde Cloutier, épouse commune en biens de Charles Trottier, tous deux du même lieu, ce dernier partie aux présentes tant personnellement comme chef de la communauté légale de biens existant entre lui et sa dite épouse que pour y autoriser cette dernière, De. M. Aurore G. Cloutier, épouse commune en biens de Prisque Ferland, tous deux du même lieu, ce dernier partie aux présentes tant personnellement comme chef de la communauté légale de biens existant entre lui et sa dite épouse que, pour y autoriser cette dernière, Delle M. N. Gertrude Cloutier, fille majeure et usant de ses droits du même lieu, J. H. Dolar Cloutier, du même lieu, J. Augustin N. Cloutier, du même lieu, J. Alfred T. Cloutier, de Saint-Prospier, district de Trois-Rivières, De. Sara Cloutier, épouse commune en biens de Pierre Eugène Cloutier, tous deux du même lieu, ce dernier partie aux présentes tant personnellement comme chef de la communauté légale de biens existant entre lui et sa dite épouse, que pour y autoriser cette dernière, J. Méderic R. Cloutier, de Gallup, Mexique J. Alphonse Cloutier, de Aura Lake, province d'Ontario, Canada, Delle M. A. D. Bernadette Cloutier, fille majeure et usant de ses droits, du village de Lauzon, district de Québec, J. Rosaire D. Cloutier, de Abbitibi, district de Pontiac, J. Albert A. Jacob, de Saint-Tite, district de Trois-Rivières, Delle Marie-Rose H. Jacob, fille majeure et usant de ses droits, du même lieu, Delle M. Lucinda Jacob, fille majeure et usant de ses droits du même lieu, François-Xavier Jacob, du même lieu, en sa qualité de tuteur à ses cinq enfants mineurs: F.-X. Auguste Jacob, J. E. Benoît Jacob, Marie-Jeanne G. Jacob, M. C. Stella Jacob, et M. Germaine G. Jacob, issus de son mariage avec feu M. Rosalie Cloutier, Dame M. Mathilde Cloutier, épouse commune en biens de F.-X. Ovide Trudel, tous deux des cité et district de Montréal, ce, dernier partie aux présentes tant personnellement comme chef de la communauté légale de biens existant entre lui et sa dite épouse que pour autoriser cette dernière et le dit F.-X. Ovide Trudel, industriel des cité et district de Montréal, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs issus du mariage de feu Olivier L. Cloutier avec Marie-Anne Lefebvre, savoir: M. Rachel F. Cloutier, J. X. Alphonse Cloutier, J. Paul A. Cloutier, J. Jean Louis Cloutier, J. J. B. Raymond Cloutier, Joseph A. B. Cloutier, J. Adrien M. Cloutier, J. G. Olivier Cloutier, sont défendeurs et Dame Marie-Antoinette Catherine Lambert, des cité et district de Montréal, veuve de feu P. Uldoric Cloutier, est mis-en-cause, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

(a) Les droits et obligations de feu P. Ul-

Licitation

Province of Québec, }
District of Montreal. }

No 703.

V. R. Jacob,

Plaintiff ;

N. Cloutier, et al,

vs

Defendants ;

De. M. A. C. Lambert,

Mis-en-cause.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered on the eleventh day of November, one thousand nine hundred and twelve, in a cause in which V. Raoul Jacob, dealer in butter, of the city and district of Montreal, is plaintiff, and Nérée Cloutier, of Saint Cyrille, de Normandin, district of Chicoutimi, Delle M. A. Clothilde Cloutier, wife common as to property of Charles Trottier, both of the same place, and the latter a party to these presents, both personally as head of the legal community of property existing between himself and his said wife and to thereby authorize the said Dame M. A. Clothilde Cloutier, De. M. Aurore C. Cloutier, wife common as to property of Prisque Ferland, both of the same place, the latter a party to these presents, both personally as head of the legal community of property existing between himself and his said wife and to thereby authorize the said De M. Aurore C. Cloutier, Delle M. N. Gertrude Cloutier, spinster and enjoying her rights, of the same place, J. H. Dolar Cloutier, of the same place, J. Augustin N. Cloutier, of the same place, J. Alfred T. Cloutier, of Saint Prosper, district of Three Rivers, De. Sara Cloutier, wife common as to property of Pierre Eugène Cloutier, both of the same place, the latter a party to these presents, both personally as head of the legal community of property existing between himself and his said wife, and thereby authorize the said De Sara Cloutier, J. Méderic R. Cloutier, of Gallup Mexico, J. Alphonse Cloutier, of Aura Lake, province of Ontario, Canada, Delle M. A. D. Bernadette Cloutier, spinster, and enjoying her rights, of the village of Lauzon, district of Quebec, J. Rosaire D. Cloutier, of Abbitibi, district of Pontiac, J. Albert A. Jacob, of Saint Tite, district of Three Rivers Delle Marie Rose, H. Jacob, spinster, and enjoying her rights, of the same place, Delle M. Lucinda Jacob, spinster and enjoying her rights of the same place, François Xavier Jacob, of the same place in his quality of tutor to his five minor children: F. X. Auguste Jacob, J. E. Benoît Jacob, Marie Jeanne G. Jacob; M. C. Stella Jacob and M. Germaine G. Jacob, issued of his marriage with the late M. Rosalie Cloutier; Dame M. Mathilde Cloutier, wife common as to property of F. X. Ovide Trudel, both of the city and district of Montreal, the latter a party of these presents, both personally as head of the legal community of property existing between himself and his said wife and to authorize the said Dame M. Mathilde Cloutier, and the said F. X. Ovide Trudel, manufacturer, of the city and district of Montreal, in his quality of tutor to the minor children issued of the marriage of the late Olivier L. Cloutier, with Marie Anne Lefebvre, to wit: M. Rachel F. Cloutier, J. X. Alphonse Cloutier, J. Paul A. Cloutier, J. Jean Louis Cloutier, J. J. B. Raymond Cloutier, Joseph A. B. Cloutier, J. Adrien M. Cloutier, J. G. Olivier Cloutier, are defendants and Dame Marie Antoinette Catherine Lambert, of the city and district of Montreal, widow of the late P. Uldoric Cloutier, is mis-en-cause, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

(a) The rights and obligations of the late

doric Cloutier, dans une promesse de vente consentie le 1er octobre 1910, pour la succession David Yuffle, en faveur du dit P. U. Cloutier, du lot No 41, de la subdivision officielle de partie du lot No 160, aux plan et livre de renvoi officiels du Village, incorporé de la Côte des Neiges, pour le prix de \$3,105.00, dont \$931.62, ont été payés avec intérêts sur le tout jusqu'au 1er octobre 1911, et sur laquelle il reste dû, aux termes de la dite promesse de vente, une balance de \$2,173.38 avec intérêts à 5 % l'an depuis le 1er octobre 1911, la dite balance de capital payable dans cinq ans à compter du 1er octobre 1910, et les intérêts payables le 30 septembre et le 30 mars chaque année ;

(b) Vingt-neuf lots de terre situés à Montréal, connus et désignés sous les Nos 209, 210, 211, 242, 243, 244, 245, 274, 275, 279, 280, 281, 282, 286, 287, 311, 312, 313, 314, 317, 318, 319, 323, 325, 345, 346, 347, 379 et 380 de la subdivision officielle du lot No 50 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec bâtisses ci-dessus érigées ;

(c) La moitié indivise d'un lot de terre situé à Montréal, connu et désigné sous le No 169 de la subdivision officielle du lot No 50 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga ;

(d) Les lots de terre portant les numéros énumérés ci-après de la subdivision officielle du dit lot No 50 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga ; à charge d'exécuter les promesses de ventes de ces lots aux personnes mentionnées ci-après sur paiement des montants mentionnés ci-après, aux termes des dites promesses de ventes, savoir : le lot 50-180 promesse de vente à Oscar Tremblay, Montréal, balance due sur la dite promesse de vente \$443.31, le lot 50-182, promesse de vente à Léon Mercier, de Montréal, balance due sur la dite promesse de vente \$147.49, le lot 50-207 promesse de vente à Alcide Thibault, de Montréal, balance due sur la dite promesse de vente \$60.00, le lot 50-520 promesse de vente à Joseph Gagné, de Montréal, balance due sur la dite promesse de vente \$439.69, le lot 50-322, promesse de vente à Isaac Masters, de Montréal, balance due sur la dite promesse de vente \$319.78, le lot 50-355, promesse de vente à Ls. Saint-Pierre, de Montréal, balance due sur la dite promesse de vente \$36.00, le lot 50-356, promesse de vente à François Guillotte, de Montréal, balance due sur la dite promesse de vente \$488.29, le lot 50-358, promesse de vente à Adélar Rivest, de Montréal, balance due sur la dite promesse de vente \$388.57, le lot 50-359, promesse de vente à Rouleau & Rouleau, de Montréal, balance due sur la dite promesse de vente \$580.64, le lot 50-378, promesse de vente à Antoine Vaillancourt, de Montréal, balance due sur la dite promesse de vente \$580.00, et dont les parties en cette cause sont propriétaires par indivis ;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur MARDI, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE 1912, à DIX heures et demie du matin, cour tenante, chambre No 31, dans la salle d'audience du palais de justice, à Montréal ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer

P. Uldoric Cloutier, in a promise of sale, drawn on the 1st October, 1910, for the David Yuffle, estate in favor of the said P. U. Cloutier, of lot No. 41, of the official subdivision of part of lot No. 150, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges, for the sum of \$3,105.00, of which \$931.62 have been paid with interest on the whole amount until the 1st October, 1911, and on which there is still due a balance of \$2,173.38, with interest to 5 % per annum, from the 1st October, 1912, the said balance of the capital payable in five years from the 1st October, 1910, and the interests payable on the 30th day of September, and on the 30th day of March of each year ;

(b) Twenty nine lots of land situated in Montreal, known and designated under Nos. 209, 210, 211, 242, 243, 244, 245, 274, 275, 279, 280, 281, 282, 286, 287, 311, 312, 313, 314, 317, 318, 319, 323, 325, 345, 346, 347, 379 and 380 of the official subdivision of lot No. 50 of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with buildings erected thereon ;

(c) The undivided half of a lot of land situate in Montreal, known and designated under No. 169 of the official subdivision of lot No 50 of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga ;

(d) The lots of land bearing the numbers hereinafter enumerated, of the official subdivision of the said lot No. 50 of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga on condition to execute the promises of sale of these lots to the hereinafter named persons, on payment of the hereinafter mentioned amounts at the expiration of the said promises of sale, to wit : the lot No. 50-180 promise of sale in favor of Oscar Tremblay, of Montreal balance due on the said promise of sale \$443.31 ; lot No. 50-181 promise of sale in favor of Leon Mercier, of Montreal, balance due on the said promise of sale \$147.49, lot No. 50-207, promise of sale in favor of Alcide Thibault, of Montreal, balance due on said promise of sale \$60.00, lot No. 50-520 promise of sale in favor of Joseph Gagné, of Montreal, balance due on said promise of sale \$439.69, lot No. 50-322 promise of sale in favor of Isaac Masters, of Montreal, balance due on said promise of sale \$319.78, lot 50-355 promise of sale in favor of Ls. Saint-Pierre, balance due on the said promise of sale \$36.00, lot 50-356, promise of sale in favor of François Guillotte, of Montreal, balance due on said promise of sale \$488.29, lot 50-358 promise of sale in favor of Adélar Rivest, of Montreal, balance due on said promise of sale \$388.57, lot 50-359 promise of sale in favor of Rouleau & Rouleau, of Montreal, balance due on said promise of sale \$580.64, lot 50-378 promise of sale in favor of Antoine Vaillancourt, of Montreal, balance due on said promise of sale \$580.00 and of which the parties in this cause are joint proprietors.

The immoveables hereinabove described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, the SEVENTEENTH day of DECEMBER, 1912, at half past TEN of the clock in the forenoon, sitting the court in room No. 31, of the court house, of the city of Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotaire of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotaire of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file

les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

C. A. GUERTIN,
Avocat du demandeur.
Pour informations, s'adresser à
J. A. ARCHAMBAULT,
4787 Dep. P. C. S. M. Palais de justice.
[Première publication, 16 novembre 1912.]

such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

C. A. GUERTIN,
Attorney for plaintiff.
For informations, apply to
J. A. ARCHAMBAULT,
4788 Dep. M. S. C., Court House.
[First published, 16th November, 1912.]

Index de la Gazette Officielle de Québec No 46

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Burt vs Burden.....	2420
" Chartrand vs Chartrand.....	2420
" Croze vs Jolicœur.....	2419
" Darabaner vs Tammer.....	2420
" Forest vs Riopel.....	2419
" Fortier vs Boisvert.....	2421

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Doherty vs. Seale, 2419.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc. 2383.

AVIS :—Lachine Realities, Ltd, 2419 ; Marlinton Cemetery Coy, 2356 ; Montreal West, Realty & Contracting Coy, 2374.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 2406 ; Conseil législatif, 2404.

BILLS PRIVÉS, Parlement Fédéral :—Chambre des Communes, 2403 ; Sénat, 2403

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPERATIONS :—The Fidelity Securities, Ltd, 2395.

COMPAGNIE ENREGISTRÉE :—Cie d'assurance contre le feu de Niagara, 2322.

COMPAGNIES ENREGISTRÉES OU LICENCIÉES :—Compagnie d'assurance contre le feu de la paroisse de Saint-Raymond, 2395 ; The British Colonial Fire Insurance Coy, 2444 ; The Mount Royal Assurance Coy, 2396 ; The Supreme Lodge Knights of Pythias, 2396.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Annexer municipalité ville Saint-Paul—To annex municipality town of Saint Paul..	2409
Alma & Jonquières Railway Coy.....	2415
Bugeaud, Jos. F.....	2408
Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke—Board of roman catholic school commissioners of the city of Sherbrooke.....	2411
Cie chemin de fer Roberval & Saguenay—Roberval & Saguenay Railway Coy....	2414
Cohen, J.....	2410
Cité de Sherbrooke.....	2411
Cité de Trois-Rivières.....	2416
Commissaires d'écoles de la municipalité de la cité de Lachine—School commissioners of the municipality of the city of Lachine	2410
Commission des écoles catholiques de Montréal—Catholic School Commission of Montreal.....	2408
Compagnie du Cimetière Saint-Charles.....	2413
Corporation de la ville de Mégantic—Corporation of the town of Mégantic.....	2417

Index of the Quebec Official Gazette, No. 46.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Lamarche vs Deslongchamps.....	2420
" Landry vs Levasseur.....	2419
" Lindberg vs Poulin.....	2420
" Rhéaume vs Cartier.....	2421
" Williams vs Steggall.....	2420

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Doherty vs Seale, 2419.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, etc. 2383.

NOTICE :—Lachine Realities, Ltd, 2419 ; Marlinton Cemetery Coy, 2356 ; Montreal West, Realty & Contracting Coy, 2374.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 2406 ; Legislative Council, 2404.

PRIVATE BILLS, Federal Parliament :—House of Commons, 2403 ; Senate, 2403.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—The Fidelity Securities, Ltd, 2395.

REGISTERED COMPANY :—The Niagara Fire Insurance Coy, 2322.

REGISTERIES OR LICENSED COMPANIES :—The parish of Saint Raymond Mutual Fire Insurance Coy, 2395 ; The British Colonial Fire Insurance Coy, 2444 ; The Mount Royal Assurance Coy, 2396 ; The Supreme Lodge Knights of Pythias, 2396.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—

Farmer's Interurban Electric Railway Coy..	2409
Jacobs, Lyon Wm.....	2417
La Communauté des Saints Noms de Jésus et Marie.....	2417
La Fédération ouvrière mutuelle du Nord...	2416
L'Association des Anciens Elèves de l'école Polytechnique de Montréal.....	2417
L'Avenir & Melborne Railway Coy et autres —and others.....	2408
Légataires universels de—Universal Legatees of La Philorum Lazure.....	2409
Les Commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville de la Longue Pointe—The school commissioners of the school municipality of the town of Longue Pointe.....	241a
Les exécuteurs testamentaires et légataires de feu P. E. Paquette—The testamentary executors and legatees of the late P. E. Paquette.....	2414
Municipalité du village de—Municipality of the village of Salaberry.....	24 "

Nelson, Dame C. S. et al.....	2410	The Montreal Firemen's Benefit Association of Montreal.....	2413
Paré, Désiré.....	2408	The Royal Agricultural Schools.....	2417
Picotte, Jos. (l'abbé) et al.....	2418	The Saraguay Electric & Water Coy.....	2411
Robertson, J. H. M., (succession—estate)...	2412	Turcotte, Alphonse et al.....	2375
Strang, Donald.....	2410	Village de—of Cartierville.....	2409
Syndics de la paroisse de—Trustees of the parish of Saint-Bruno.....	2415	Ville de—The Town of Maisonneuve—amender charte—to amend charter—.....	2418
Syndics des Chemins à Barrières de la Rive Nord—Trustees of the Quebec North Shore Turnpike Trust.....	2416	Ville de—Town of Saint-Jérôme.....	2415
The Bishop's College School Association....	2417	Violet, Léon.....	2416
The Brethern Church of the Province of Quebec.....	2410	Young Women's Christian Association of Sherbrooke.....	2409

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Aboussafy & Cie.....	3424
Bernier.....	2424
Bisson.....	2424
Charles.....	2423
Club Viger.....	2424
Dallaire & Dallaire.....	2423
Desjardins & Cie.....	2422
Harvey.....	2423
Hébert.....	2424
Howard et al.....	2423

LETTRES PATENTES :—

Cabinet Directory Coy, Ltd.....	2394
Compagnie de Fonderie de Magog, Ltée.	2444
Guilbault Frères & Cie, Ltée.....	2442
Lefebvre, Gagnon, Ltée.....	2444
Manitou Iron Manufacturing Coy.....	2440
Montreal Island Land Coy, Ltd.....	2387

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :— R. H. Miner Coy, ltd, 2324.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :— Demande d'annexer ou d'ériger :—Divers lots de Papineauville à Montebello, 2324.

NOMINATIONS :—

Commissaire d'écoles :—Municipalité de Roseville, 2384.

Commissaire per dedimus potestatem :—M. Chs. Joseph Simard, 2483.

Cour des commissaires :—Saint-Urbain, 2384.

Député-greffier des appels :—Québec, 2384.

Juges de paix :—Ottawa, 2383 ; Montréal, 2382 ; Québec, 2383.

PROCLAMATIONS :—Québec Central & Canadian Pacific, 2437 ; Rivière du Moulin, comté de Chicoutimi, 2384 ; Saint-Edmond de Stoneham, 2386 ; Saint-Michel de Laval, comté d'Hochelaga, 2436.

RÈGLE DE COUR :—Rousseau vs Gauthier, 2428.

RÉSOLUTIONS :— Municipalité Escuminac, 2422 ; Municipalité Saint-Jean l'Évangéliste, 2421 ; Nouvelle & Shoultred North East Part, 2421 ; Nouvelle & Shoultred South West Part, 2422.

VENTE DE FAILLITE :—Daoust, 2425 ; La Cie Immobilière Champlain, ltée., 2425.

VENTES PAR LICITATION :—Côté (Dme) et vir vs Côté et al., 2428 ; Jacob vs Cloutier et al, 2446.

FAILLIS —INSOLVENTS

Kerscovitz & Fisher.....	2413
Lemarié.....	2423
Quevillon.....	2445
Ratella (Dme).....	2445
Rochon.....	2425
Roy.....	2445
Stern.....	2425
Stober Bros.....	2424
Walker.....	2425

LETTERS PATENT :—

Mount Royal Amusement Coy.....	2396
Quebec Heights, Ltd.....	2442
Smart Realty, Ltd.....	2390
T. J. Moore & Coy, ltd.....	2401
The Hydro-Electric Coy of Quebec.....	2398
The Montreal Bed & Mattress Factory, Ltd.	2392

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :— R. H. Miner Coy, ltd, 2324.

SCHOOL MUNICIPALITY :— Application to annex or to erect, &c :—Several lots of Papineauville to Montebello, 2324.

APPOINTMENTS :—

School commissioner :— Municipality of Roseville, 2384.

Commissioner per dedimus potestatem :— M. Chs. Joseph Simard, 2383.

Commissioners court :—Saint Urbain, 2384.

Deputy Clerk of Appeals :—Québec, 2384.

Justices of the peace :—Ottawa, 2383 ; Montreal, 2333 ; Québec, 2383.

PROCLAMATIONS :—Quebec Central & Canadian Pacific, 2437 ; Rivière du Moulin, county of Chicoutimi, 2384 ; Saint Edmond de Stoneham, 2386 ; Saint Michel de Laval, county of Hochelaga, 2436.

RULE OF COURT :—Rousseau vs Gauthier, 2428.

RÉSOLUTIONS :— Municipality Escuminac, 2422 ; Municipality Saint Jean l'Évangéliste, 2421 ; Nouvelle & Shoultred North East Part, 2421 ; Nouvelle & Shoultred South West Part, 2422.

INSOLVENT SALE :—Daoust, 2425 ; La Cie Immobilière Champlain, ltée., 2426.

SALES BY LICITATION :—Côté (Dme) et vir vs Côté et al, 2428 ; Jacob vs Cloutier et al, 2446.

VENTES PAR LES SHERIFS :

BEAUCE :—Turgeon et al vs Roy, 2429.

GASPÉ :—Brien, failli, 2430.

MONTRÉAL :—Ethier vs Thouin, 2431 ; Mailhot vs Rivet, 2431.

QUÉBEC :—Cloutier (Dme) vs Grondin, 2433 ; Huot vs Héritiers Rousseau, 2432 ; Patry (Dme) vs Goulet, 2432.

ROBERVAL :—Bernard vs The James Bay & Eastern Railway, 2433 ; St. Germain vs Roberge, 2434 ; The Mathew Moody & Sons Co vs Paquette, 2434 ; Turcotte (Delle) vs Savard, 24 .

SAINT-FRANÇOIS :—Lamoureux vs Drouin, 2434.

TROIS RIVIÈRES :—La Banque d'Hochelega vs Morin, 2435 ; La Cie Industrielle de Saint-Boniface vs Mailhot, 2435 ; Martel et al vs Richard, 2436.

SHERIFFS' SALES :

BEAUCE :—Turgeon et al vs Royer, 2429.

GASPÉ :—Brien, insolvent, 2430.

MONTREAL :—Ethier vs Thouin, 2431 ; Maillot vs Rivet, 2431.

QUEBEC :—Cloutier (Dme) vs Grondin, 2433 ; Huot vs Heir Rousseau, 2432 ; Patry (Dme) vs Goulet, 2432.

ROBERVAL :—Bernard vs The James Bay & Eastern Railway, 2433 ; St. Germain vs Roberge, 2434 ; The Mathew Moody E Sons Co vs Paquette, 2434 ; Turcotte (Delle) vs Savard, 24 .

SAINT FRANCIS :—Lamoureux vs Drouin, 2434.

THREE RIVERS :—La Banque d'Hochelega vs Morin, 2435 ; La Cia Industrielle de Saint Boniface vs Mailhot, 2435 ; Martel et al vs Richard, 2436.

OK
APR 15 1913

18 NOV 1912